

Didine

M. Clinton, les homosexuels et l'armée

M. BILL CLINTON a commis une erreur de novice en se lançant, dès le début de son mandat, dans une bataille pour lever l'interdiction qui pèse depuis cinquante ans sur les homosexuels dans l'armée américaine. Le nouveau président avait annoncé son intention de procéder par décret sans avoir au préalable consulté les chefs de file du Congrès ni les plus hautes responsables de l'état-major. Face à l'hostilité des uns et des autres, M. Clinton a préféré repousser de six mois une décision définitive.

Le spectacle donné ces derniers jours à la Maison Blanche était un peu étrange. Le chef de la première puissance militaire mondiale, à peine arrivé au pouvoir, s'enferme pendant des heures avec des généraux et des amiraux pour discuter non pas de la situation en Somalie, en Bosnie ou dans l'ex-URSS, mais pour savoir s'il était possible de permettre désormais à des homosexuels de servir ouvertement dans les forces armées du pays. M. Clinton s'y était engagé pendant sa campagne électorale. Il n'avait visiblement pas prévu l'ampleur des réactions négatives, qui se sont manifestées notamment par des appels téléphoniques indignés émanant de simples citoyens. Un demi-million d'entre eux, presque tous hostiles à la modification du règlement en vigueur, ont ainsi téléphoné à leur sénateur ou à leur représentant.

A minorité républicaine au Congrès avait fait savoir qu'elle assortirait tout projet de loi déposé par les démocrates pour remettre de l'ordre dans l'économie d'un texte rétablissant l'interdiction des homosexuels dans l'armée. En raison du soutien préalable d'un certain nombre de parlementaires démocrates à cette manœuvre de blocage, c'était tout le programme économique cher au nouveau président qui était en péril. Entre cette priorité et son engagement en faveur des homosexuels, M. Clinton a choisi, au moins dans l'immédiat.

Sur le fond, les Américains paraissent divisés à peu près à égalité entre partisans et adversaires de l'interdiction. La presse a plutôt pris parti en faveur de M. Clinton, mais le droit religieux conservateur a réussi à se mobiliser efficacement. Le général Colin Powell, chef de l'état-major inter armées, a exprimé la crainte que le recrutement ne se tarisse et que, par conviction religieuse, des soldats et des officiers de valeur ne quittent l'armée pour ne pas avoir à servir aux côtés d'homosexuels. Une publication militaire, le « Marine Corps Gazette », écrit ainsi que « la Bible a un message très clair à propos des homosexuels : ils méritent la mort ».

CETTE affaire risque de laisser un mauvais goût. M. Clinton avait déjà des relations délicates avec l'insurrection militaire en raison de son opposition de jadis à la guerre du Vietnam. Son secrétaire à la défense, M. Les Aspin, ne l'a guère soutenu au plus fort de la polémique avec l'état-major et le Congrès. Et il n'est pas dit que M. Clinton aura une tâche plus aisée dans six mois lorsqu'il voudra à nouveau faire lever l'interdiction.

Lire page 16

Article d'ALAIN FRACHON

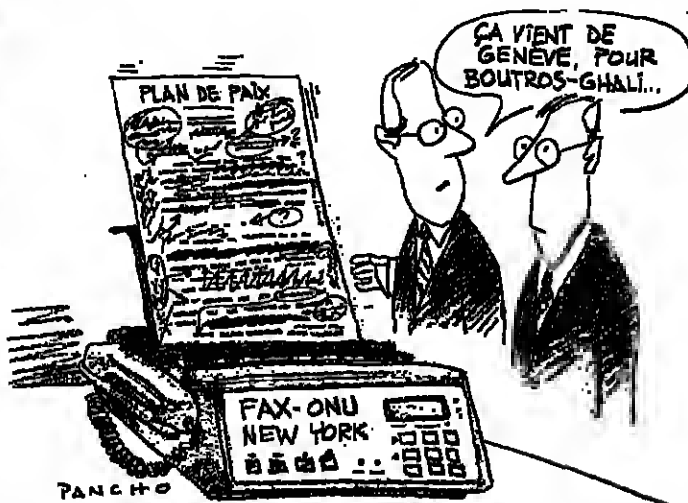
M0146 - 0181 0 - 7.00 F



L'examen par le Conseil de sécurité des résultats de la conférence de Genève

L'ONU va tirer les conclusions des négociations sur la Bosnie

Les représentants des trois parties au conflit en Bosnie-Herzégovine, réunis samedi 30 janvier, ont seulement accepté les principes constitutionnels du plan de paix proposé pour cette République, a annoncé M. Cyrus Vance. Les Croates et les Serbes ont accepté le volet militaire que les Musulmans ont refusé ainsi que la carte du découpage, suivis dans ce sens par les Serbes. Les coprésidents de la conférence ont informé M. Boutros-Ghali, secrétaire général de l'ONU, de leurs résultats, dont le Conseil de sécurité devrait débattre dans le courant de la semaine.



Contorsions européennes

par Daniel Vernet

Face à la guerre civile dans l'ex-Yougoslavie, la Communauté européenne se débat dans une impasse où elle cherche désespérément à trouver quelques sujets de satisfaction, au moins des lots de consolation. Le premier, les

responsables politiques ne se lassent pas de le mettre en valeur : malgré les antécédents historiques, les Douze ne se sont pas déchantés à propos de la Yougoslavie ; mieux, malgré ce que François Mitterrand a appelé « le mouvement naturel qui aurait conduit nos pays à suivre les anciens

intérêts de puissances, non liés et même parfois antagonistes ». Ils ont su garder une certaine cohésion. Bien que fortement négative, la constatation qui veut d'abord pour le couple franco-allemand est célébrée comme un succès.

Lire la suite et nos informations page 3

GRANDS MARCHÉS

■ Devises et or ■ Marché monétaire et obligataire ■ Marché international des capitaux ■ Matières premières

page 15

M. André Lajoie invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. André Lajoie, président de l'Assemblée nationale, invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche à 18 h 30.

Trompeuse accalmie pour le chômage

La hausse de décembre a été faible, mais le plus dur est à venir

par Alain Lebaube

Avec une légère hausse de 0,2 % en décembre, les chiffres du chômage publiés le 29 janvier (le Monde du 30 janvier) laissent croire à une accalmie.

Tout le monde ou presque s'attendait à ce que, déjà dépassée en données brutes depuis octobre, la barre des 3 millions de demandeurs d'emploi le soit à son tour pour la fin de l'année, ce données corrigées. Mais, s'il s'en a ricoché, le répit risque

fort d'être de courte durée. En janvier, selon toutes les probabilités, compte tenu de la dégradation en cours, le seuil fatidique devrait être atteint. Et ce, au plus mauvais moment pour le gouvernement, puisque ces résultats, qui seront connus à la fin du mois de février, seront aussi les derniers à être enregistrés avant l'échéance électorale de mars.

Pour l'heure, le gouvernement peut se féliciter d'un ralentissement qui interrompt une série de

trois mois où l'augmentation avait été importante. Ainsi qu'il le souligne d'ailleurs, la progression annuelle du chômage (+ 5,6 %) aura été plus faible au sens du Bureau international du travail que dans d'autres pays comparables.

En 1992, le hausse a été de 6,5 % aux États-Unis, de 17 % en Allemagne (de l'Ouest), de 16,6 % en Grande-Bretagne et même de 11,7 %, sur onze mois, au Japon. Avec 2 975 400

chômeurs en données corrigées, dont 7 400 supplémentaires en un mois et 145 600 en un an, la France s'en tire plutôt bien au regard de la conjoncture.

Cela ne doit pourtant pas faire illusion. Pour partie, ce petit décalage s'explique par la brutale chute des inscriptions de jeunes à la recherche d'un premier emploi (- 29,1 %), qui intervient après une longue et exceptionnelle montée.

Lire la suite page 13

Avortement : des centres d'IVG demandent plus de moyens

Dix-huit ans après son vote au Parlement, la loi Veil sur l'interruption de grossesse est encore inégalement appliquée. En beaucoup d'endroits, le secteur privé doit suppléer aux carences du secteur public : nombre de places et personnels insuffisants dans des centres d'IVG. Ces centres demandent un nouveau statut qui leur donne plus de moyens et leur permette de remplir aussi leur rôle d'information et de prévention.

Lire page 8 l'article de CHRISTIANE CHOMBEAU

Haïti : des dizaines de milliers de candidats à l'exil

Des dizaines de milliers d'Haïtiens se préparent à prendre la mer pour échapper à la misère et aux persécutions des militaires qui ont renversé, en septembre 1991, le premier président démocratiquement élu de l'histoire du pays, le père Jean-Bertrand Aristide.

Lire page 4 l'article de JEAN-MICHEL CARDIT

Mali : le procès de l'ancien président Moussa Traoré

Tout le Mali se passionne depuis deux mois pour le procès de M. Moussa Traoré, qui, pendant vingt-trois ans, a régné en maître sur son pays avant d'être renversé, en 1991, au prix d'une centaine de morts et d'un millier de blessés. Unique en Afrique, ce procès public donne lieu à un « grand déballage » sur les méthodes d'une dictature.

Lire page 5 l'article de DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

HEURES LOCALES

Nancy sauvegarde son cœur

Le document d'urbanisme qui définit les limites du secteur historique ne fait pas l'unanimité.

Blois : une ville qui rêve d'être capitale

L'ancienne demeure royale s'efforce de séduire les hommes du pouvoir.

Avec les pages « Régions » et « Ile-de-France », les informations pratiques, les livres, le débat.

Lire pages 17 à 24

Le Monde DOSSIERS

Février 1993 deux dossiers

TEMPÊTES MONÉTAIRES

Depuis l'été, le marché européen a connu une série de week-ends meurtriers. Cette brutale remise en ordre était prévisible : le mark devenait trop fort face à des monnaies minées par la stagnation économique et l'inflation, et même face au franc. L'utilisation des taux d'intérêt par les banques centrales et les gouvernements aboutit à des incohérences, les spéculateurs font le reste.

LES INSTITUTIONS

DE LA V^e RÉPUBLIQUE EN QUESTION

Le débat constitutionnel rouvert : la deuxième cohabitation annoncée va à nouveau souligner les ambiguïtés de notre Constitution et, surtout, le président de la République a décidé de mettre en chantier une nouvelle réforme.

Au sommaire des clés de l'Info : les secteurs industriels protégés, touchés, coulés. Les hommes du président Clinton. La guerre des ex-Yougoslaves. L'élection présidentielle au Sénégal. Qui était Malcolm X. Le financement des campagnes électorales. Le bicentenaire de la mort de Goldoni. Qui exerce l'autorité parentale ?...

En vente chez votre marchand de journaux - 10 F

Les épreuves d'Edmond Hervé

Meurtre par sa mise en accusation devant la Haute Cour le maire de Rennes compte sur la solidarité de ses électeurs

RENNES

de notre envoyée spéciale

Le 21 mars prochain, M. Edmond Hervé demandera aux électeurs de la deuxième circonscription d'Ille-et-Vilaine de lui renouveler, pour la quatrième fois, leur confiance et son mandat de député. De cette candidature, il n'a « jamais douté ». En juillet dernier, il a affronté l'hostilité et les sifflets du public massé dans la salle d'audience de la 1^{re} chambre correctionnelle du tribunal de Paris, lorsqu'il est venu déposer, en qualité d'ancien secrétaire d'Etat à la santé, dans le procès du sang contaminé. Et décembre, il s'est défendu, seul, à la tribune de l'Assemblée, devant ses collègues députés qui s'apprêtaient à voter sa mise en accusation devant la Haute Cour de justice.

Cette fois, c'est par ses électeurs qu'il veut être jugé. Le juriste, ancien maître-assistant à la faculté de droit de Rennes, sait que la

décision de la Haute Cour peut attendre des mois, voire des années. L'été, lui, que la première sentence sera politique. Il est prêt. « Je n'esquiverai aucun thème. Je me suis toujours battu. Et ce n'est pas aujourd'hui, où je suis attaqué et calomnié, objet de rumeurs destructrices, que je vais cesser de me battre ».

Lorsqu'il parle, Edmond Hervé détache chaque de ses mots comme s'il voulait les planter dans la mémoire de son interlocuteur. Sa parole est rare, il veut lui donner du prix. « J'ai réussi à tirer des forces des épreuves que j'ai traversées. Ce qui m'aide, c'est la vérité que j'ai en moi. Je l'ai exprimée, je la ferai reconnaître. Je veux que mes enfants soient fiers. » « L'Info-mie » de la procédure devant la Haute Cour, comme il l'a lui-même qualifiée, l'a profondément meurtri. Elle ne l'arrêtera pas. La ville, aujourd'hui, se tait. Depuis qu'en mars 1977 Rennes a remis sa destinée entre les mains de cet

austère et raide conseiller général socialiste de trente-cinq ans, elle ne s'est jamais déditée de son choix. Avec lui, elle s'est grisée de honte technologique et de festivals, elle a décroché les tableaux d'honneur du dynamisme économique et de la gestion municipale. Ville de robe à la loque tradition démocrate-chrétienne, elle se retrouve dans la rigueur et l'exigence de son maire. Capitaine de la Bretagne, elle se reconstruit dans son obstination froide, qui agace autant qu'elle force le respect.

Mais pendant l'été l'affaire du sang, avec son déchaînement de passions et de peurs, est venue ébranler l'équilibre de ce couple céleste. Le maire ne dit mot, la ville bruisse. Elle l'observe du coin de l'œil, il prend un soin excessif de ne rien laisser paraître et honore chacun de ses devoirs municipaux.

PASCAL ROBERT-DIARD

Lire la suite page 7

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.808 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-60-30-10
Tél. : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde.
Le Monde-Éditions
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde

PUBLICITE

Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction :
Jacques Guin, Philippe Dupuis,
Isabelle Tsaldi
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-62-72-72
Tél. MONDIPUS 634 128 F
Tél. : 46-62-72-72 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de Média Europe SA.

Imprimerie
du « Monde »
12, rue de Valenciennes
94852 IVRY CEDEX
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et
index du Monde au (1) 40-65-25-25

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration.

TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry,
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90
(de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMBOURG PAYS-BAS	AUTRES PAYS non monnaie CBE
3 mois	536 F	572 F	798 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 508 F
1 an	1 899 F	2 066 F	2 968 F

ÉTRANGER :
par voie aérienne
tarif sur demande.
pour vous abonner
renvoyez ce bulletin
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
36-15 LEMONDE
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en indi-
quant leur numéro d'abonnement.

**BULLETIN
D'ABONNEMENT**

DURÉE CHOISIE
3 mois 6 mois 1 an
☐ ☐ ☐

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____

Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les
noms propres en capitales d'imprimerie.
PP. Paris 95 301 MON 01

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne : gérant
directeur de la publication
Bruno Freppet
directeur de la rédaction
Jacques Guin
directeur de la gestion
Maurice Luchet
secrétaire général

Rédacteurs en chef
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(départes au directeur
de la rédaction)

Yves Agnès
Jacques Amalric
Thomas Fournier
Philippe Harmanet
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur
des relations internationales)

Anciens directeurs
Hubert Beuve-Méry (1944-1989)
Jacques Fauriol (1989-1992)
André Laurent (1992-1993)
André Fontaine (1993-1991)

DATES

Il y a six cents ans

Le bal des Ardents

par Bertrand Schnorrb

« J'AURAIS voulu passer sous
silence l'événement que je
vais raconter : mais
comme l'historien doit enregistrer
les faits qui peuvent détourner
l'homme du mal et lui apprendre à
se conduire avec modération, j'ai
cru devoir insérer ici le récit d'un
maheur aussi déplorable qu'inat-
tendu. »

C'est par ces mots que le Reli-
gieux de Saint-Denis introduit dans
sa chronique le récit du « bal des
Ardents » et annonce d'emblée
l'interprétation moraliste qu'il va
en donner.

L'accident survint lors d'une fête
organisée par le jeune roi
Charles VI à l'occasion du mariage
d'une dame d'honneur de la reine
Isabeau de Bavière, en l'hôtel de
Saint-Pol, à Paris, dans la soirée
du 29 janvier 1393.

Les détails de cette tragique
affaire sont bien connus : au cours
de la fête, le roi et cinq jeunes
seigneurs de sa suite, costumés en
sauvages, firent irruption dans la
salle de bal, courant de tous côtés,
« en faisant des gestes obscènes,
en poussant d'horribles cris et en imi-
tant les hurlements des fous », puis se
lançant dans une « sarra-
sine » endiablée. La mascarade
étonna et amusa les dames et les
seigneurs présents, mais tourna
brutalement au drame : un jeune
imprudent, Louis, duc d'Orléans,
frère cadet du roi, approcha une
torche des « sauvages » dont les
costumes, faits de poil, d'écorce et
de lin, s'enflammèrent.

L'un des danseurs, le seigneur de
Natouillet, parvint à courir aux
eustines et à se plonger dans un
baquet plein d'eau, mais quatre de
ses compagnons n'eurent pas cette
chance : l'un d'eux, le comte de
Joigny, périt presque aussitôt ;
deux autres « sauvages », Yvain,
bâtard de Foix, et Charles de Poi-
tiers, agonisèrent pendant deux
jours avant de rendre l'âme, tandis
qu'Hugues de Guisay, un jeune
noble du Bourbonnais, mourut
après trois jours de souffrances.

Le « gouvernement des oncles »

Le roi Charles, qui était un peu
à l'écart des autres lorsque le feu se
propagea, survécut grâce à la pré-
sence d'esprit de la duchesse de
Berry qui l'enveloppa prestement
dans sa « gonne » (robe) pour
étouffer les flammèches tombées
sur son costume. Le Religieux de
Saint-Denis y vit l'intervention de
l'ange gardien du roi et de la Pro-
vidence.

Immédiatement après l'horrible
accident, Charles VI, avec un beau
sang-froid, changea de vêtements et
rétablit le calme : il alla reconforter
la reine Isabeau qui s'était réfugiée
dans ses appartements, renvoya la
duchesse de Berry de lui avoir
sauvé la vie, et parut même en
publie pour apaiser l'inquiétude
d'une foule de cinq cents Parisiens,
accourus à l'annonce de l'événement,
et qui croyaient que le roi y
avait perdu la vie.

Le lendemain, sur le conseil des

Charles VI sauvé
par la duchesse
de Berry
au bal des Ardents,
tableau
de Georges
Rochegrosse.



ducs de Berry et de Bourgogne, ses
oncles (qui n'avaient pas assisté au
bal de la veille), le roi et les siens
allèrent, en procession, entendre
une messe d'action de grâce à
Notre-Dame. Pour sa part, Louis
d'Orléans, « considérant la gravité
de sa faute », fonda une chapelle
expiatoire en l'église des Célestins
de Paris.

L'accident, pour tragique qu'il
ait été, n'aurait pas dû prendre les
proportions d'une affaire d'Etat.
Mais le climat psychologique du
temps, les circonstances politiques
et l'inquiétude grandissante de
l'opinion publique allaient vite lui
conférer une signification symboli-
que disproportionnée.

En premier lieu, le roi était le
personnage central du drame. Or,
au début de 1393, Charles VI,
jeune souverain « bien aimé » et
prometteur, venait de vivre un épi-
sode inquiétant. Rappelons briève-
ment les faits : monté sur le trône
à la mort de son père Charles V,
en 1380, alors qu'il n'avait pas
encore douze ans, Charles VI
n'avait inauguré son règne person-
nel qu'en 1388, en entrant dans sa
vingtième année. Jusqu'à cette
date, il avait fait son apprentissage
politique sous l'égide de ses oncles,
Louis, duc d'Anjou, Jean, duc de
Berry, et Philippe, duc de Bour-
gogne, les trois frères de Charles V.
Ces trois princes, sans mener une
politique aussi catastrophique
qu'on a pu le dire, n'avaient cepen-
dant pas manqué d'exploiter leur
position dominante pour servir
leurs propres intérêts : le duc d'An-
jou avait des ambitions italiennes,

le fastueux duc de Berry tirait de
grands profits d'une lucrative lieutenance
en Languedoc, quant au
duc de Bourgogne, il entendait
faire supporter aux finances royales
le poids de ses interventions mili-
taires en Flandre et en Brabant.

Cette période du « gouvernement
des oncles » s'acheva brutalement
en 1388. Charles VI décida de
prendre en main la direction des
affaires : il congédia les ducs de
Berry et de Bourgogne (Anjou était
mort en 1384) et s'entoura d'une
équipe de conseillers qui avaient
efficacement servi son père avant
d'être écartés par les princes en
1380. L'histoire conserva à ces
hommes le surnom méprisant de
« Marmousets » dont les oncles du
roi, dépités, les affublèrent un jour.

Le roi s'engagea dans une politi-
que de paix à l'égard de l'Angle-
terre qu'une guerre de cinquante
ans opposait au royaume de
France. Une nouvelle ère semblait
commencer.

Le scandale du « charivari »

C'est alors que survint l'impré-
visible : au mois d'août 1392, le roi
fut saisi de démence lors d'une
chevauchée dans la forêt du Mans.
Nul ne pouvait savoir que cette
première crise de folie allait être
suivie de beaucoup d'autres, et
lorsque le roi, après plusieurs
semaines de convalescence, revint
à la santé, le royaume entier se
réjouit. Pourtant l'événement avait
été ressenti comme un avertisse-
ment divin et une sombre menace.

L'inquiétude avait saisi l'opinion
publique ; elle ne la lâcha plus.

Six mois plus tard, les flammes
du « bal des Ardents » vinrent
accroître le trouble : « Dieu avait
encore montré une seconde fois le roi,
grand exemple et signe sur le roi »,
écrit Jean Froissart, qui résume
ainsi l'opinion commune. L'atti-
tude de l'entourage du souverain
était un sujet de scandale et de
colère. A Paris, on disait ouverte-
ment : « Regardez le grand malheur
qui fut près d'advenir au roi ; et s'il
eût été brûlé, que fussent devenus
ses oncles et son frère ? Ils doivent
être tous certains qu'aucun d'eux
n'en fut échappé, car tous eussent
été occis, ainsi que les chevaliers
qui ont été brûlés, déshonorés, Paris. »

Quelle était la cause de cette
indignation ? Elle est clairement
exprimée par le Religieux de Saint-
Denis qui fournit les renseigne-
ments les plus précis sur les cir-
constances du drame. Ce chrono-
logue explique en effet que la
dame d'honneur de la reine, dont
on célébrait le mariage, s'appelait
Catherine, était allemande et
veuve. Or une coutume voulait que
le mariage d'une veuve fût mar-
qué par un chahut traditionnel, le
« charivari », au cours duquel les
jeunes gens de son âge de se marier se
masquaient et se travestissaient,
poussant des cris d'animaux,
menant grand bruit, parcourant les
rues pour protester contre
une union jugée déshonorée. C'est
bien à ce jeu que le roi et ses
jeunes compagnons s'étaient livrés
le soir du bal des Ardents.

Or les autorités ecclésiastiques
condamnaient la pratique du « chari-
vari ». Le Religieux de Saint-Denis
considère qu'il s'agit d'un usage
ridicule et contraire à toutes les lois
de la décence et de l'honnêteté. Mais,
bien pis : le charivari était un
péché mortel, non seulement
parce qu'il était une injure au
sacrement de mariage mais parce
que, l'homme y contreplaçant la
bête, il était « une transgression de
l'ordre naturel et divin » (François
André). Nul doute qu'en l'hôtel de
Saint-Pol les forces démoniaques
aient été de la partie : « L'en-
nemi du genre humain » [le diable],
qui inspire les mauvaises actions,
avait tendu ce piège au roi et à ses
compagnons pour les perdre.

Le royaume eût été déshonoré si
Charles VI avait trouvé la mort
dans de telles circonstances. D'au-
tant qu'il serait mort en bien mau-
vaise compagnie : l'une des vic-
times, en effet, le Bourbonnais
Hugues de Guisay, était un
« homme perdu de vices », comme
dit le Religieux de Saint-Denis.
Pervers, haineux, violent, il était
détesté des petites gens qu'il avait
coutume de traiter de chiens. Brutal
avec ses serviteurs, le leur
ordonnait souvent, pour se dis-
traire, de le battre, de le frapper et de
le gronder. Dans son agonie, il continua
à les injurier, leur répétant qu'ils
n'étaient pas dignes de lui survivre.

Puis la mort avait mis fin à son
délire. Le convoi funèbre qui
devait ramener son corps au duché
de Bourbon traversa les rues de
Paris. De la foule rassemblée sur
son passage, des voix s'élevaient
pour lancer « Ahoie, chien ! »

Ce personnage, objet de la haine
générale, figure presque maléfique,
abaissant l'homme au niveau de la
bête, entraînant les autres dans une
horrible mort, ne symbolisait-il pas
tout ce dont le roi aurait dû se

garder : le blasphème, le mépris
des humbles, l'injustice et la vio-
lence ? Il était comme un contre-
modèle opposé à l'idéal des vertus
royales. C'était pourtant un tel
homme que le roi avait choisi
comme compagnon.

A la recherche d'un responsable

Tout cela explique la colère des
bonnes gens de Paris et le juge-
ment moralisateur du Religieux :
ainsi l'interprétation de la forêt du
Mans n'avait pas suffi. La cour, les
princes, les grands seigneurs enco-
uraient encore le roi dans la voie
de la « débilité ». Les pratiques
condamnées. Dieu avait manifesté
son courroux en réduisant en cendres,
à quelques pas de Charles, les
jeunes gens avec lesquels il s'était
livré à une mascarade réprouvée
par l'Eglise. Le souvenir devait en
rester longtemps dans les
mémoires.

Par la suite, on affirma – à tort,
tout le démontre – que le bal des
Ardents avait précipité un peu plus
le roi dans la folie (sa crise sui-
vante ne se déclencha que six mois
plus tard). Mais surtout on mit en
doute le caractère accidentel de
l'événement. On chercha un res-
ponsable et on finit par le trouver
en la personne de Louis, duc d'Or-
léans.

Assumant le pouvoir pendant les
crises de démence de son frère, le
duc Louis entra vite en conflit avec
le duc de Bourgogne qui jouissait à
Paris de solides appuis populaires.

Ses adversaires bourguignons
portèrent contre lui une foule d'ac-
cusations : n'était-il pas un débauché,
n'était-il pas connu pour se
livrer à la magie et à la sorcellerie,
n'avait-il pas tenté d'envoûter puis
d'empoisonner le roi ? En novem-
bre 1407, le prince d'Orléans fut
assassiné par des tueurs à la solde
du duc de Bourgogne Jean Sans
Peur (fils et successeur de Philippe
de Bourgogne, oncle de
Charles VI). Un universitaire parisi-
en, maître Jean Petit, rédigea, à
la demande du duc Jean, une justi-
fication de ce meurtre étayée par
un long catalogue de crimes imputés
à Louis d'Orléans. En bonne
place dans cette liste figurait l'ac-
cusation d'avoir tenté d'assassiner
le roi en le faisant brûler vif lors
du bal des Ardents.

Les malheurs s'abattirent ensuite
sur le royaume de France. Bourgui-
gnons et « Armagnacs » s'affrontèrent
en une lutte fratricide intermi-
nable. Les Anglais envahirent le
pays, décimant la « fleur de la che-
valerie de France » à Azincourt
(1415). Le royaume fut, pendant
quinze ans encore, menacé de
démembrement. Puis l'enthousiasme
de Jeanne d'Arc et la ténacité
de Charles VII (fils et suc-
cessor du héros du bal des Ardents)
permièrent à la monarchie de sortir,
finement renforcée, de l'épouvanta-
ble crise où elle avait été plongée.

Mais avant cela, au milieu de la
tourmente, dans les affres de la
guerre civile et de la guerre étran-
gère, dans un pays ruiné et ravagé,
le souvenir des événements tragi-
ques de la soirée du 29 janvier
1393 fut perçu rétrospectivement
comme un sinistre avertissement.

► Maître de conférences à l'univer-
sité de Paris-Sorbonne.

"GRAND JURY" RTL - Le Monde



هكذا من الأهل

ÉTRANGER

La guerre dans l'ex-Yougoslavie

Le Conseil de sécurité va être saisi des résultats de la conférence de Genève

Les coprésidents de la conférence de Genève sur l'ex-Yougoslavie, MM. Vance et Owen, ne s'attendaient pas à l'acceptation de leur plan de paix sur la Bosnie-Herzégovine tel quel, samedi 30 janvier, par les trois parties belligères, a déclaré vendredi leur porte-parole, M. Fred Eckhard.

Le gouvernement bosniaque à majorité musulmane critique ce plan qui, dans sa forme actuelle, consacre, selon lui, la division ethnique du pays. Le ministre bosniaque des affaires étrangères, M. Haris Siladzic, a estimé, vendredi, qu'il « légalise les avancées de l'agresseur ». « Nous ne savons

pas exactement pour le moment ce que sera ce plan », a-t-il dit.

De son côté, le chef des Serbes bosniaques, M. Radovan Karadzic, a déclaré le même jour que « tout le paquet est acceptable sur la plupart de ses points ». Cependant, M. Karadzic continue d'exiger une consultation référendaire. Dans un entretien à un journal suisse, M. David Owen a jugé cette idée « absurde, bizarre et offensante de la part d'un homme qui est en partie responsable de violations de droits de l'homme, dont la purification ethnique ».

« Il y a encore des questions non résolues, et les coprésidents seraient heureusement surpris si

elles étaient réglées à la ansième heure. Mais je ne pense pas que cela corresponde à leur attente », a déclaré M. Fred Eckhard. En tout état de cause, les coprésidents, Cyrus Vance (ONU) et Lord Owen (CEE), feront dimanche rapport au secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali du résultat de leurs efforts de paix.

Le Conseil de sécurité devrait se saisir de cette question au milieu de la semaine prochaine. Ce débat est très attendu à Genève, où, dans les milieux de la conférence, on accuse le diplomate américain d'effectuer un travail de sape des efforts de paix des médiateurs de la CEE et de

l'ONU en encourageant l'intransigeance du gouvernement musulman. La diplomatie russe s'est montrée très active pour amener le camp serbe à composer. Moscou et les Douze européens ont également entrepris une série de négociations auprès du camp croate, souligne-t-on de sources diplomatiques.

En ce qui concerne les affrontements en Croatie, les présidents serbe et yougoslave, MM. Milosevic et Cosic, ont rejeté vendredi une invitation des coprésidents de la conférence de Genève à se rendre au Palais des Nations pour y rencontrer le président croate Franjo Tudjman. — (AFP, Reuters)

elle mènerait ni quel objectif politique elle poursuivait, et un retrait hâtif n'aurait pas été le bon. Mais il ne faut tout de même pas se cacher que cette « issue heureuse » sera atteinte au prix d'un abandon total par la communauté occidentale des principes fondamentaux qu'elle est supposée défendre. Elle entérinera globalement les gains territoriaux de l'armée serbe et prendra acte des déplacements de population effectués au nom de la « purification ethnique ». Elle offrira aux Serbes un répit qu'ils pourraient bien mettre à profit pour se préparer à de nouvelles aventures. Elle créera une mosaïque de régions imbriquées que les divers chefs de guerre n'auront de cesse de modifier à leur profit.

La reprise des combats en Krajina entre Serbes et Croates, sous l'œil des « casques bleus », donne un avant-goût de ce que pourraient être les relations entre les communautés dans une Bosnie « pacifiée ». Le représentant des Serbes de Bosnie, M. Radovan Karadzic, n'a d'ailleurs pas caché, dans un entretien avec Der Spiegel, que son acceptation du plan Vance-Owen n'avait pour but que de ménager une trêve dans la poursuite de son objectif fondamental : la création d'un État serbe indépendant en Bosnie, prélude à son rattachement à la Grande Serbie.

On dira qu'il n'y a pas d'autre solution que le plan Vance-Owen. Mais vaut-il qu'il soit accepté par la négociation qu'impose la force. Certes. Mais le soulagement suscité par le moindre mal sera, en lui-même, le symbole de l'échec européen.

DANIEL VERNET

MOLDAVIE : pendant la visite du président Snegur à Paris

Crise politique ouverte à Chisinau

Le président de la République de Moldavie, M. Mircea Snegur, a quitté Paris, samedi 30 janvier, à l'issue d'une visite officielle de deux jours en France. Dans un entretien accordé au Monde jeudi soir, il a évoqué les difficultés de cette ex-République soviétique, tiraillée entre la Russie et la Roumanie.

M. Mircea Snegur se déplace rarement hors de l'ex-URSS, et cette visite en France, où il a signé, vendredi 29 janvier, un traité d'amitié et de coopération, était même son premier voyage présidentiel en Occident. Mal lui en a pris : au moment même où le président moldave entamait ses entretiens à Paris, la crise politique éclatait au grand jour à Chisinau, où les dirigeants du Parlement ont annoncé leur démission, vendredi, pour, ont-ils dit, dénoncer la paralysie de leur assemblée et les « risques de totalitarisme ».

Le révélateur de cette crise est la délicate position géopolitique de la Moldavie, avec laquelle Bucarest affiche ouvertement ses velléités de réunification, mais qui a beaucoup de mal à faire abstraction du demi-siècle passé dans le giron soviétique. M. Snegur, un ancien communiste, tentait depuis décembre de faire adopter une loi prévoyant un référendum destiné, dit-il, « à consolider les principes de l'indépendance de l'État moldave ». Tout en se défendant de « roumanophilie », le président espérait ainsi obtenir de la population, dont 35 % n'est pas d'origine roumaine, un vote contre la réunification. Mais ce projet s'est heurté à une forte opposition au Parlement et en est, pour l'instant, resté, reconnaît M. Snegur, « en stade de discussion ». Les démissions de vendredi en sonneront apparemment le glas.

Négociations sur la Transnistrie

La dépendance de l'économie moldave à l'égard des ex-Républiques soviétiques amène plutôt M. Snegur à regarder vers l'Est. C'est en raison de ces liens étroits que la Moldavie a signé, le 22 janvier, au sommet de Minsk, les accords de coopération économique au sein de la CEI : mais elle a refusé, comme l'Ukraine et le Turkménistan, de signer les statuts de la CEI : « Là, explique-t-il, il s'agit déjà de créer des superstructures des comités, des organisations militaires, des organes qui vont nous dire comment de nous devons produire pour l'URSS... C'est très dangereux. La Russie propose déjà, en fait, une confédération. On a connu ça pendant qua-

rantie n'a, ça suffit ! » Quant aux mises en garde de Bucarest, lancées notamment par le ministre roumain des affaires étrangères, M. Melescanu (le Monde du 16 janvier), contre des liens trop forts avec la CEI, elles sont fraîchement accueillies : « La Moldavie a sa propre politique étrangère, rétorque M. Snegur. Elle est capable de définir elle-même sa stratégie. Mais, bien sûr, si la Roumanie veut nous aider à intégrer l'Europe, nous lui serons très reconnaissants... »

Pour l'heure, la jeune République, qui a connu un conflit sanglant l'an dernier avec sa communauté roussophone de Transnistrie, a un autre problème : celui du statut de cette région séparatiste, où est toujours stationnée, contre la volonté de Chisinau, la XIV^e armée russe, en collusion ouverte avec les rebelles roussophones. Le chef de cette armée, le général Lebed, se répand en déclarations tonitruantes, affirmant par exemple que le retrait de ses troupes prendra « dix à quinze ans ». « Ce n'est pas le général Lebed qui décidera du retrait mais les négociations avec Moscou », nous répond le président Snegur, qui indique s'être mis d'accord avec M. Eltsine au sommet de Minsk pour se voir à ce sujet à la fin de la première quinzaine de février, à Moscou.

Mais à Moscou, précisément, le climat est-il propice à ce genre de négociations ? « Cela dépend d'où on se place, dit-il. Du point de vue du Parlement russe, non, bien sûr. Mais compte tenu du gouvernement actuel et de la position du président, j'ai confiance ». Existe-t-il un risque que le général Lebed ou ses troupes n'exécutent pas une éventuelle décision de retrait ? M. Snegur en doute : « Le problème essentiel, admet-il, est plutôt l'atmosphère politique à Moscou ».

Les discussions avec les « séparatistes » de la rive gauche du Dniestr, reconnaît-il, « sont très lentes et n'ont pas produit de résultats notables ». L'idée d'une confédération regroupant la Moldavie, la République de Transnistrie, du Dniestr et la Gagouzie, où vit une minorité turque, « revient souvent mais sans avenir. La meilleure variante est de créer des zones ayant une administration propre aux compétences clairement définies ». Cela fait, en somme, beaucoup de problèmes pour une République de moins de 4,5 millions d'habitants à l'économie plus que précaire. « C'est notre destin », commente, philosophe, le président. Mais, espère-t-il, « la France va favoriser l'entrée de la Moldavie dans les structures européennes et la CEI... ».

SYLVIE KAUFFMANN

TURQUIE : après l'assassinat du journaliste Ugur Mumcu

Les adversaires de l'intégrisme manifestent leur colère

ISTANBUL

de notre correspondant

Le célèbre industriel Jak Kambli a échappé, jeudi 28 janvier, à une tentative d'assassinat à Istanbul. Quatre assaillants ont tiré sur la voiture de M. Kambli, dans les jardins du campoté, mettant en fuite les terroristes, qui ont laissé sur les lieux un lance-roquettes dont ils n'ont pu se servir. La voiture des terroristes a été retrouvée plus tard par la police. Le premier ministre, M. Demirel, a déclaré que l'État connaissait les coupables, dont l'arrestation serait imminente. M. Kambli est l'un des artisans du rapprochement économique entre la France et la Turquie. Membre de la communauté juive, il est également président du Comité pour la célébration du cinquantième centenaire de l'émigration juive dans l'Empire ottoman et coauteur pour ses idées kémalistes.

La police aurait aussi déjoué une autre tentative d'attentat visant un journaliste très connu d'Istanbul. Par ailleurs, une trentaine de militants du Hizbollah ont été arrêtés dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat d'Ugur Mumcu, l'éditorialiste du quotidien de gauche Cumhuriyet tué dimanche dernier dans un attentat à la bombe à Ankara (le Monde du 26 janvier). Des ressortissants étrangers figuraient parmi les suspects arrêtés.

Ils seraient à l'origine de l'assassinat de deux autres journalistes kémalistes tués il y a quelques années, ainsi que du meurtre d'un officier du chah d'Iran enlevé à Istanbul le 27 décembre dernier.

L'Iran au banc des accusés

La presse accuse l'Iran d'être responsable d'une tentative de déstabilisation. Ces événements pourraient aboutir à une crise diplomatique entre les deux pays, et le ministre de l'intérieur iranien a dû s'écarter son voyage officiel en Turquie à la suite d'une manifestation hostile devant le consulat d'Iran à Istanbul.

D'autre part, des centaines de milliers de personnes ont défilé sous une pluie battante, mercredi à Ankara, à l'occasion des funérailles d'Ugur Mumcu. Il s'agit de la plus importante manifestation de l'histoire de la République turque. Plus de cent mille personnes, au total, ont également manifesté dans le reste du pays. « Il ne s'agit pas de funérailles, mais d'un sursaut », a titré à la une le quotidien Milliyet. Les locaux du Cumhuriyet ont été submergés par des citoyens en pleurs et en colère. Des pétards et des cierges jonchaient les lieux du crime, où sont organisés des veillées. Toutes les couches sociales de la société, toutes les organisations de la société civile continuent à

exprimer leur indignation, notamment par le biais de fautes-part de décès dans les journaux.

Plusieurs facteurs expliquent ce vaste mouvement spontané de la population, qui marque un tournant important de la vie politique en Turquie. Avant tout, la personnalité de la victime. Journaliste réputé pour son intégrité, Ugur Mumcu symbolisait les valeurs républicaines de la laïcité, la démocratie et les principes kémalistes. Deuxièmement, la frange laïque kémaliste social-démocrate de la Turquie profonde était inquiète des progrès de l'influence des islamistes durant ces dernières années. La mort de Mumcu lui a donné l'occasion de faire entendre sa voix. « A bas les mollahs ! », s'écrit la laïcité ! ». « La Turquie ne deviendra jamais comme l'Iran ! » étaient les slogans le plus souvent repris par les manifestants, avec ceux dénonçant l'absence du premier ministre, M. Suleyman Demirel, et du président de la République, M. Turgut Ozal. — (Interim)

Rencontre entre les présidents Ozal et Clinton le 8 février à Washington. — Le président turc Turgut Ozal doit être reçu le lundi 8 février à la Maison Blanche par le président Bill Clinton, a-t-on appris vendredi 29 janvier auprès de l'ambassade de Turquie à Washington. — (AFP)

idents



Dans un restaurant clandestin à Sarajevo

SARAJEVO

de notre envoyée spéciale

Il n'y a pas d'heure pour les obsèques. C'est comme un bruit de fond, dans la nuit. Un « anapa » s'élève : il tire en rythme, comme à l'heure de la batterie. Les rues sont plongées dans une obscurité déchaînée de temps en temps par des balles traçantes.

Coincé entre deux barres d'immeubles, un restaurant clandestin ne s'ouvre qu'aux amis. Ici, on ne paie pas. Le patron est en treillis, un revolver armé sous le bras. On se demande quels services ont bien pu s'échanger pour avoir droit à bénéficier gratuitement d'un tel « tiffin ». Du bon vin, des œufs, du jambon, du pain, viennois au goût sucré... Il y a là des hommes en tenue léopard et gilet pare-balles. Certains affirment qu'ils viennent de sortir des camps serbes où les gardiens brillaient les doigts des détenus comme on casse un morceau de sucre. Autrefois ils faisaient partie de la bande du fameux « Yuka », mi-bordel, mi-héros populaire, qui lava une bande armée, habillée d'uniformes noirs, pour défendre Sarajevo. Ils ont depuis rejoint l'armée régulière bosniaque. Un autre « client invité » dîne en tapant sur sa machine à écrire. Il est le rédacteur en chef d'une publication traitant des étirements aux droits de l'homme. La photo du propriétaire du lieu, ancien ministre de l'intérieur, est accrochée au mur. Il est en tenue de camouflage, un béret sur la tête.

On se moque ici du couvre-feu fixé à 22 heures comme d'une guigne. Il faut bien vivre un peu.

AGATHE LOGEART

Le barrage de Peruca a été pas menacé d'effondrement, selon les Croates. — Les autorités croates ont affirmé, vendredi 29 janvier, avoir dressé des plans d'évacuation pour les populations vivant en aval du barrage de Peruca, mais qu'il n'y avait pas de danger d'effondrement imminent. Le barrage, repris aux forces serbes par l'armée croate, avait été endommagé la veille dans des combats. Le « ministre de la Défense » de la « République serbe de Krajina » (autoproclamée en Croatie), M. Stojan Spanovic, a affirmé de son côté que la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) devait reprendre dès samedi le contrôle du barrage. — (AFP)

Mission d'enquête de l'ONU sur les viols. — Une mission de l'ONU en Yougoslavie possède les preuves et la pratique systématique du viol dans l'ex-Yougoslavie, mais se voit incapable d'évaluer le nombre de femmes qui en ont été victimes, ont annoncé vendredi les Nations unies. « Le viol a été commis par les combattants de toutes les parties dans le conflit de l'ancienne Yougoslavie (...). Nous avons des preuves que des femmes croates,

Contorsions européennes

Suite de la première page

Cela n'allait pas de soi. Il suffit de rappeler l'état des opinions publiques dans les différents pays pour s'en convaincre. Les Français — et les Britanniques — n'arrivaient pas à faire taire leurs sympathies pour les Serbes, tandis que les Allemands, les Danois et dans une moindre mesure les Néerlandais, soutenaient les indépendances croate et slovène.

Sans les institutions communautaires, sans la volonté de ne pas compromettre toute politique extérieure commune avant même qu'elle ait vu le jour, Sarajevo 1992 aurait pu ressembler à Sarajevo 1914. « Nous nous serions retrouvés à Belgrade et vous à Zagreb », lançait un diplomate français à des interlocuteurs allemands.

Les Allemands ne sont pas en reste. Si l'on en croit un éditorial récent de la Frankfurter Allgemeine Zeitung, l'« éditorial » avec un malin plaisir les alliances franco-serbes des guerres passées contre les Allemands, et regrette que « ces souvenirs agréables pèsent plus lourd que la mort et les destructions » propagées par la Serbie. Bref, le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a raison d'être formel : « Le sang-froid des hommes politiques a empêché l'éclatement de la Communauté ».

Sans aller, comme M. Philippe Séguin, jusqu'à critiquer cette « exclusivité communautaire », on peut se demander si cette volonté de sauver coûte que coûte la cohésion des Douze dans une affaire où ils étaient profondément divisés n'a pas eu pour conséquence une paralysie de l'action des Européens collectivement et individuellement. Il y a certes d'autres causes à l'incapacité manifestée à mettre un terme aux affrontements.

Outre l'accumulation insoupçonnée des haïnes, les erreurs d'appréciation commises dès la chute des régimes communistes et l'obstination « des États-Unis ne sont pas les mêmes. Mais la défaillance d'une politique claire et nette s'est toujours heurtée, chez les Douze, au souci de ne pas brusquer le partenaire, de ne pas rompre le consensus, fût-il artificiel. Alors que, comme le dit le ministre alle-

mand des affaires étrangères, M. Klaus Kinkel, « les crises se sont développées plus vite que les instruments de leur gestion », l'impératif communautaire s'engendré des compromis paralysants. A moins qu'il n'ait servi de feuille de vigne à une impuissance évitée.

Le prix à payer

Il eût été grotesque que la Communauté inscrive le 11 décembre, dans le traité de Maastricht, la perspective d'une politique extérieure et de défense commune — après plus de dix ans de « coopération politique », — et qu'elle se divise huit jours plus tard à propos de la reconnaissance des nouvelles Républiques yougoslaves. Des démarches communes constituent donc « déjà un progrès considérable » (François Mitterrand). Mais la recherche effrénée de positions acceptables par tous n'a pas pu être appliquée : les initiatives (souvent d'origine française, il faut le souligner) pour l'intervention de l'ONU puis l'envoi de « casques bleus » ont été mises en œuvre avec retard, en attendant l'assentiment de tous les reconnaissances des nouvelles Républiques a été décidée à contretemps... La Communauté a perdu de son aura dans les pays d'Europe centrale et orientale, menacés par les soubresauts du post-soviétisme.

L'expérience est amère. Les Douze peuvent trouver un autre motif de consolation en pensant qu'ils apportent une contribution essentielle à la conférence de Genève présidée par MM. Vance et Owen, et que leurs efforts ne seront peut-être pas totalement vains. Mais, en attendant, les Serbes, peut-on espérer, finiront bien par accepter les propositions des coprésidents. Sera-ce pour autant « l'issue heureuse de ce conflit », dont a récemment parlé le président de la République dans un entretien aux deuxièmes chaînes de télévision française et allemande ?

Sans doute pourrait-on ainsi éviter à la fois une intervention militaire dont personne ne sait ni où

Davos (Suisse), que contrairement à la Russie et à la Biélorussie, son pays ne livrait pas de pétrole à la Serbie en violation des sanctions imposées par le Conseil de sécurité de l'ONU. « Il n'y a pas un seul litre de pétrole ukrainien à bord » des barges yougoslaves sur le Danube, a-t-il déclaré en réponse aux accusations portées contre l'Ukraine aux Nations unies. — (AFP)

Le général Mackenzie critique sévèrement les Nations unies. — Le général canadien Lewis Mackenzie, qui a dirigé l'année dernière les forces de l'ONU à Sarajevo, a sévèrement critiqué, vendredi 29 janvier, à Ottawa la manière dont les Nations unies mènent leurs opérations de maintien de la paix. Le général Mackenzie s'en est pris à « la bande de diplomates et de politiciens » qui prennent les décisions concernant les opérations de maintien de la paix. Évoquant la réouverture de l'aéroport de Sarajevo afin de permettre l'arrivée de l'aide humanitaire, il a estimé que « c'était un plan impossible (...). Il n'y avait eu une seule chance de marcher. Maintenant les gens meurent ». — (AFP)

EUROPE

ALLEMAGNE : le sixième anniversaire de l'accession de Hitler au pouvoir

Des manifestations antiracistes sont organisées à travers tout le pays

Le sixième anniversaire de l'arrivée au pouvoir des nazis, le 30 janvier 1933, est l'occasion, pour les opposants aux actions racistes et xénophobes, de se mobiliser à nouveau. Des milliers de personnes ont défilé à Kassel, dans la Hesse, pour protester contre la poursuite des attentats contre les foyers de demandeurs d'asile - l'un d'entre eux a encore été incendié dans la nuit de mercredi à jeudi à Plau, dans l'ex-RDA, sans faire de victime.

Des manifestations semblables ont réuni vingt mille personnes à Kiel, dans le Nord, et douze mille personnes à Bielefeld, dans l'Ouest. On attendait, samedi, quelque cent mille personnes à Berlin, où les mots « Plus jamais ! » seront affichés sur la porte de Brandebourg. Le président fédéral, M. Richard von Weizsäcker, devait participer à une église lumineuse reliant le centre de la ville de Rostock au faubourg de Lichtenhagen, où s'étaient déroulées au mois d'août dernier de violentes attaques contre un foyer de demandeurs d'asile par des jeunes néonazis, sous l'œil approbateur de la population du quartier.

Le chancelier Kohl a de son côté affirmé que « la démocratie est profondément enracinée en Allemagne » et a rejeté l'idée que l'on puisse assister à un retour du nazisme dans son pays : « Nous, les Allemands, nous avons appris que la liberté, la justice, la paix, sont des conditions essentielles pour la coexistence, dans notre pays et dans la communauté internationale », a-t-il ajouté.

Cet optimisme et cette confiance dans la pérennité des vertus démocratiques de l'Alle-

magne nouvelle ne sont pas entièrement partagés par tous les commentateurs. Ainsi, M. Joachim Fest, codirecteur du quotidien des milieux d'affaires *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, constate que l'on assiste, avec l'apparition publique des symboles du régime hitlérien, à « une tentative de transgression du dernier tabou existant en République fédérale, celui de la condamnation morale des années-Hitler. Les gesticulations de jeunes gens avec les drapeaux de l'armée du Reich et la croix gammée nous font comprendre avec une dérision ostentatoire que la stigmatisation [du nazisme] a perdu sa fonction dissuasive ».

Une interrogation angoissée

Joachim Fest fait porter la responsabilité de cet état de choses à l'état d'esprit de « l'Allemagne » et de pourfendeur de tout interdit qui s'est, selon lui, imposé dans l'Allemagne des deux dernières décennies.

Il rejette la l'interrogation angoissée des anciens « soixante-huitards » ouest-allemands, qui se demandent aujourd'hui comment une génération imprégnée des valeurs de tolérance, d'humanisme et de rejet du fascisme a pu cogérer une jeunesse qui semble aujourd'hui disposée à écouter le chant des sirènes néonazies, particulièrement lorsque celui-ci prend la forme de disques de groupes de rock d'extrême droite, dont les textes déclament, selon la police, « une brutalité et un mépris de l'être humain sans pareils ».

L. R.

GRANDE-BRETAGNE

Le nouvel ambassadeur est arrivé en France par le tunnel sous la Manche

Le nouvel ambassadeur de Grande-Bretagne, Sir Christopher Mallaby, a gagné la France, vendredi 29 janvier, par le tunnel sous la Manche.

Sir Christopher, cinquante-six ans, avait troqué le matin à Farnborough son costume et son chapeau contre des vêtements de travail, une veste fluo de sécurité, des bottes en caoutchouc et un casque de chantier, et s'était mis en route. Il a voyagé jusqu'à Sangatte à bord d'un train utilisé par les ouvriers travaillant encore sur le chantier du tunnel. Il est arrivé à Calais après trois heures et demie de voyage avec des arrêts fréquents et quelques portions du trajet parcourues à pied.

Le tunnel sous la Manche, est « une des merveilles du monde moderne » qui permettra à la Grande-Bretagne et à la France « de mieux se connaître », a déclaré Sir Christopher, qui était précédemment ambassadeur à Bonn, depuis 1988.

AMÉRIQUES

Haïti : attendre dans la peur ou prendre la mer

Seul un retour à la démocratie pourrait dissuader de nouveaux boat-people de tenter leur chance, en dépit du déploiement naval américain

FOUR-A-CHAUD (Haïti)
de notre envoyé spécial

« S'il n'y a pas de solution à la crise, si le pays n'est pas réorganisé, on va être obligé de prendre la mer et d'envahir Clinton », lance Lionel, l'un de ces milliers de réfugiés qui s'acheminent vers les côtes de Floride. Sur la petite plage de sable noir de Four-a-Chaud, à une trentaine de kilomètres à l'ouest de Port-au-Prince, quatre embarcations sont en construction. « Ces barques servent pour la pêche et le transport du charbon de bois », soutient Benoît Lévesque, un des ouvriers du chantier naval improvisé. En dépit de l'impressionnisme des déploiements de navires américains au large des côtes haïtiennes, au moins quatre ou cinq canots chargés de réfugiés ont appareillé au cours des deux dernières semaines, selon les habitants de Four-a-Chaud.

Les légalistes reprennent espoir

Pour le moment, Lionel préfère attendre. L'an dernier, il a été capturé en mer par « Hamilton » (c'est le nom qu'il donne aux garde-côtes américains) et renvoyé en Haïti après cinq jours de détention sur la base américaine de Guantanamo (dans le sud-est de Cuba). Avec ses amis du village, il suit la prestation de serment de Bill Clinton, autour d'un transitoire aux piles fatiguées. « Clinton a dit qu'il nous aiderait, il est meilleur que Bush », dit-il.

Pour Lionel, la solution de la crise a un nom et un visage : c'est « Titi », surnom du président Jean-Bertrand Aristide renversé il y a seize

mois. « Lorsque Titi était président, on pouvait donner son opinion librement, sans recevoir de coups de bâton », affirme-t-il, tout en reconnaissant que son niveau de vie ne s'était guère amélioré au cours des sept mois de pouvoir du président exilé. Autour de lui, les jeunes et les moins jeunes acquiescent. Constant, un adolescent dont le seul bien est un baladeur qui lui permet d'écouter les nouvelles toutes les journées, raconte qu'il y a trois jours, le jeune de Léogane a été arrêté par les militaires et tabassé pour avoir déclaré devant une caméra de télévision américaine que le président Aristide devait être rétabli dans ses fonctions. Colin MacLean, le bougan (grêtre vaudou) du village, refuse de faire des prédictions. Tapi dans la pénombre de son temple, il se plaint de la misère, chaque jour plus dramatique, qui frappe les habitants de Four-a-Chaud.

« Les Américains ont toutes les cartes en mains », entend-on dans les campagnes comme dans les milieux politiques de la capitale. La visite à Port-au-Prince, le week-end dernier, de M. Jesse Jackson, membre influent du Parti démocrate, est perçue comme un signal positif par les partisans de M. Aristide. Au cours d'une messe dans l'église Saint-Gérard de Port-au-Prince, le pasteur noir américain a demandé le retour au pouvoir du président Aristide et le rétablissement de l'ordre démocratique. M. Jackson, qui doit rendre compte de sa mission au président Clinton, a délivré le même message au commandant en chef de l'armée haïtienne, le général Raoul Cédras.

« Depuis quelques semaines, le secteur légaliste reprend espoir sous l'effet conjugué des promesses de la nouvelle administration américaine et de l'entrée en lice des Nations unies », souligne un diplomate européen. « L'objectif est le retour du président constitutionnel. Mais il ne faut pas de

doute que le camp au pouvoir va multiplier les manœuvres dilatoires », ajoute-t-il. Au lendemain du départ de M. Dante Caputo, l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies, qui avait annoncé un accord avec les autorités de fait pour l'envoi d'une mission d'observateurs internationaux et la reprise du dialogue entre toutes les parties haïtiennes, le général Cédras a affirmé au micro d'une radio de Port-au-Prince que « l'armée n'avait signé aucun accord ».

Dans une interview à la télévision dominicaine, le premier ministre Marc Bazin n'a pas caché son objectif dans les négociations avec M. Caputo : obtenir la levée de l'embargo et la reprise de l'aide internationale. M. Bazin a cependant rejeté mercredi soir les conditions mises par l'ONU et l'Organisation des États américains au déploiement des observateurs, estimant qu'il y avait un « risque de mise sous tutelle internationale du pays ».

Seize mois de violences

Une fraction de l'armée et des milieux d'affaires demeure résolument hostile à toute perspective de retour du président Aristide, soutenu par plus de 80 % de la population, selon la majorité des observateurs. « Un certain nombre de soldats, plus ou moins manipulés, craignent d'être lâchés par leurs chefs dès qu'ils entendent le mot négociation », commente un homme politique à propos de la révolte, mercredi, d'une poignée de militaires au « Camp d'application » de Petres, dans la banlieue de Port-au-Prince.

Pour les partisans du président

Aristide, le déploiement de plusieurs centaines d'observateurs internationaux permettrait de réduire les attentats aux droits de l'homme et de préparer le retour du président exilé. Moins brutale qu'il y a quelques mois, la répression n'a pas cessé, en particulier dans les campagnes. Alors même que M. Jackson se trouvait à Port-au-Prince, l'un des organisateurs de son voyage, M. Antoine Izemery, un commerçant proche de M. Aristide, a été arrêté par la police. Depuis plusieurs jours, M. Izemery, dont le frère Georges avait été assassiné après le coup d'État, était victime de tracasseries de la part des militaires. Les observateurs internationaux devront également rassurer ceux qui craignent la vengeance des « hommes lavalasiens » (de Lavalas, le nom du mouvement de M. Aristide) selon l'expression d'un commerçant de la banlieue résidentielle de Pétière.

Les concessions du président Aristide, qui a promis l'amnistie aux militaires et s'est prononcé contre les actes de vengeance, suffiront-elles à éviter tout débordement ? Après seize mois de violences - la « Plate-forme des droits de l'homme » a dressé la liste de 1 667 cas documentés d'exécutions extra-judiciaires entre octobre 1991 et novembre 1992 -, la population est-elle prête à accepter l'impunité pour les coupables ? Ce débat était au centre d'un colloque organisé à la mi-janvier à Port-au-Prince par plusieurs organisations favorables au retour du président Aristide. La plupart des participants se sont prononcés en faveur « du jugement et de la punition conformément à la loi des criminels et de leurs complices ». « Si l'espoir d'une justice véritable revient, la population ne se vengera pas », affirme l'un des animateurs du colloque.

JEAN-MICHEL CAROIT

ASIE

LOIN DES CAPITALES

Quand les Saïgonnais « mangent » le Têt

HO-CHI-MINH-VILLE
de notre envoyé spécial

« VILLA cinq nuits que je ne dors pas. Je n'ai jamais vu ça ! » Truong n'en revient pas. Dimanche 24 janvier, à 4 heures du matin, sur le boulevard Nguyen-Hue, des jeunes sont en train d'armer leurs grosses motos Honda 450 cm³ de grappes de cinq cents pétards. À l'aide d'une ficelle, ils les attachent au garde-boue arrière. Dès qu'un jour et une nuit, le chauffeur démarre pour une ronde infernale. Des bandes de gosses sauteuses courent derrière pour ramasser les pétards qui n'ont pas explosé, au risque de se brûler les doigts. En plein centre de Ho-Chi-Minh-Ville, l'ancienne Saïgon, alors que s'annonce l'aube du deuxième jour de l'année, la fête du Têt bat toujours son plein.

Sur le trottoir, Truong vend bières « Saïgon » et colas secs. D'habitude, il repaie tables et chaises sur le coup de 11 heures du soir, et son patron le paie 3 000 dong la journée, l'équivalent de 4 francs. Mais, depuis près d'une semaine, il empêche 30 000 dong par nuit blanche. Il n'en reste rien. « Samedi matin, en rentrant chez moi, j'ai perdu 200 000 dong en jouant aux cartes », avoue-t-il en souriant, comme si cela n'avait aucune importance. « S'il y a un claquage son fidi, disent les Vietnamiens. « Le Têt n'est pas le Têt quand on ne gaspille pas son argent », dit Truong. Cette année, celle du Coq, Saïgon et Cholon s'en sont donné à cœur joie.

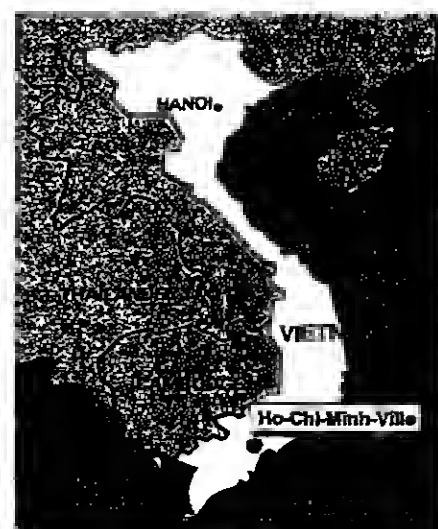
Une communion avec la nature

Sur tous les marchés de Cholon, la ville chinoise, et aux alentours du marché Ben-Thanh, le marché central de Saïgon, des kiosques aménagés pour la circonstance ont envahi les chaussées, offrant de la saucisse chinoise aux cartes de vœux. Remontant la rivière de Saïgon, de gros chalands ont transporté petits oranges aux centaines de fruits encore verts, arbustes du Têt aux fleurs jaunes à peine écloses, pieds de chrysanthèmes. Jusqu'à la veille du jour de l'an, le boulevard Nguyen-Hue s'est transformé en un vaste marché aux fleurs. Dès le début de janvier, la ville a vécu au son du tintamarre croissant des pétards et des jets de fusées car, au fil des jours, commerçants et entrepreneurs, selon la tradition, ont réuni leurs employés pour fêter le nouvel an.

« An Têt », les Vietnamiens « mangent » le Têt, ce qui veut dire banquets et tables familiales ouvertes. Selon ses moyens, tout le monde invite tout le monde. Il s'agit d'effacer toute querelle, d'oublier toute dette, de doter,

si possible, sa progéniture d'héritage. On nourrit également ancêtres, dieux et génies. Les autels des ancêtres débordent de victuailles et respirent l'encens qui brûle.

Le Jour de l'an, debout et les bras croisés, les enfants réclament leurs souhaits aux parents et aînés, en échange de quoi ils reçoivent, glissés dans de petites enveloppes rouges, des billets de banque neufs qu'ils vont aussitôt



gaspiller au jeu ou en pétards. Le Têt se consomme non comme un dévouement, mais plutôt dans une communion avec la nature. C'est un mélange de frénésie et de sérénité. C'est la fête traditionnelle du renouveau, qui, en dépit des dangers de l'organisation d'un quartier, n'a rien d'un carnaval. Chacun va, selon son rang et, toujours, ses moyens, de ses cadeaux et de ses vœux. Sans le moindre formalisme mais avec les plus grandes attentions, chacun recherche ainsi un accord avec soi-même.

« Effacer la mémoire »

Officiellement, la fête ne dure que trois jours. Cette année, cependant, elle s'est étalée sur au moins deux semaines. Certains ont fait leur calcul : chaque foyer, en moyenne, aurait consommé au Têt environ 100 000 dong. Comme Ho-Chi-Minh-Ville compte près d'un

million de foyers, 10 millions de dollars auraient été ainsi dépensés en pétards. A cela, il faut ajouter le prix des habits, du marché, des cadeaux, des banquets.

Certes, des dizaines de milliers de Viet-Kieu, les Vietnamiens d'outre-mer, censés être fortunés, sont revenus à Saïgon fêter l'événement. Mais cela n'explique pas pour autant comment les Saïgonnais, dont le revenu annuel par tête est estimé à environ 500 dollars, ont pu dépenser autant d'argent. « Incompréhensible », juge un entrepreneur qui ne sait plus combien de milliers de dollars il a lui-même, répartis entre employés, invités et parents.

« Ce Têt ressemble à un renouveau. J'ai l'impression qu'il efface la mémoire », résume un ancien officier supérieur de l'armée de Saïgon. Il est tout à la fois au milieu de ses enfants et petits-enfants qui viennent décliner souhaits et compliments. Des amis français lui ont offert deux bouteilles de bon gros rouge. Toute la nuit, les pétards ont fait exploser les pétards accrochés par rondsax ou aux branches des deux arbres de sa cour.

Ancien officier « fantôme », il a passé huit ans en « rééducation », de 1975 à 1983. Les jeunes ne peuvent se souvenir, mais lui n'oublie pas : c'est à l'abri des explosions de pétards que, en 1968, à l'occasion du Têt Mau Than, les Vietcongs avaient lancé leur offensive du Têt contre quarante agglomérations du Sud. A Saïgon-Cholon, ils avaient occupé plusieurs quartiers et il avait fallu des jours pour les déloger, rue par rue. Même l'ambassade des États-Unis avait été encerclée pendant plusieurs heures. Pour avoir été un échec militaire, cette offensive n'en avait pas moins retourné l'opinion américaine contre une guerre que les communistes, du coup, ne pouvaient plus perdre.

Vingt-cinq ans plus tard, les rites ont repris leurs droits. « Je n'en reviens pas », répète Truong. Il est visiblement ébahi. La cavalcade des explosions, des enfants finissant par s'endormir, accroupis sur des chaises pliantes ou dans les bras de leurs parents. Mais même ces derniers refusent de rentrer chez eux avant que le soleil ne soit déjà haut. Événement à la fois sérieux et joyeux, le Têt engage l'avenir. Il n'est pas question d'un manque le moindre fragment. « Après le troisième jour, je vais dormir pendant une semaine », affirme Truong. Comme beaucoup d'autres, il pourra alors retourner ses poches. Elles seront vides. Mais il aura de quoi rêver dans son sommeil. Et c'est aussi cela, le Têt.

JEAN-CLAUDE POMONTI

PÉROU

Les élections municipales sont un échec pour le président Fujimori

LIMA

de notre correspondante

Les actions terroristes du Sentier lumineux ne sont pas parvenues à empêcher le déroulement, vendredi 29 janvier, des élections municipales qui avaient lieu deux mois après l'élection des députés à l'Assemblée constituante. Les électeurs se dirigeaient vers les bureaux de vote à pied ou se faisaient transporter par des camions de l'armée à où les moyens de transport habituels étaient défilants. Les nouveaux « grève armée » sentieriste décrite dans la capitale d'où donc pas atteint son but, bien que les tentatives se soient multipliées ces derniers jours, faisant un mort et plusieurs blessés à Lima. En province, la consultation a eu lieu dans la quasi-totalité des districts alors qu'aux dernières élections, il y a trois ans, ou cinquante des électeurs n'avaient pu voter.

Analysant les premiers résultats partiels de cette consultation, on peut noter tout d'abord le succès du maire de Lima, M. Ricardo Delmont, une personnalité indépendante et charismatique. Le candidat officiel, Pablo Guilerrez, s'est désisté une semaine avant les élections afin d'éviter un désastre : les sondages ne lui attribuaient que 9 % des suffrages. Dans tout le pays, le président Fujimori, qui, selon les sondages, est soutenu par 60 % de la population, n'a, semble-t-il, pu faire élire qu'un seul maire, dans la ville de Tacna, située à la frontière avec le Chili.

Pour les partis traditionnels, le tableau n'est guère plus brillant. Le parti social-démocrate APRA de l'ex-président Alan García ne recueille que 2,3 % des suffrages dans la capitale, alors qu'il en obtenait régulièrement un tiers depuis plusieurs décennies. Il est vrai qu'il ne présentait aucun candidat de premier plan. Les autres partis conservent quelques bastions, mais sur le plan national ils obéissent quand même la place aux candidats indépendants, ou soi-disant indépendants, nombre d'entre eux étant des dissidents des grands partis.

Quelque 50 % des électeurs s'étaient abstenus ou avaient voté blanc ou nul en novembre dernier pour les élections à l'Assemblée constituante. Le président Fujimori avait alors remporté le scrutin par une forte majorité. Il essuie cette fois un échec cuisant.

NICOLE BONNET

Quarante
lors de

Président Diou

La tenue d'un
qui se servira à
L'ensemble
municipales
Fujimori
Lima
de notre
Les actions
lumineux
empêcher
vendredi
deux mois
Assemblée
électeurs
bureaux
à pied ou
camions
transport
habituels
défilants
nouveau
« grève
sentieriste
décrite
capitale
donc pas
atteint son
but, bien
que les
tentatives
se soient
multipliées
ces derniers
jours, faisant
un mort et
plusieurs
blessés à
Lima. En
province,
la consulta
a eu lieu
dans la
quasi-totalité
des districts
alors qu'aux
dernières
élections, il
y a trois
ans, ou
cinquante
des électeurs
n'avaient
pu voter.

Analysant
les premiers
résultats
partiels de
cette consulta
tion, on peut
noter tout
d'abord le
succès du
maire de
Lima, M.
Ricardo
Delmont,
une person
nalité indé
pendante et
charisma
tique. Le
candidat
officiel, Pa
blo Guiler
rez, s'est
désisté un
semaine
avant les
élections
afin d'éviter
un désastre
: les son
dages ne
lui attribu
aient que
9 % des
suffrages.
Dans tout
le pays, le
président
Fujimori,
qui, selon
les son
dages, est
soutenu
par 60 %
de la pop
ulation,
n'a, sem
ble-t-il,
pu faire
élire qu'un
seul maire
dans la
ville de
Tacna, si
tuée à la
frontière
avec le
Chili.

Pour les
partis tradi
tionnels,
le tableau
n'est guère
plus brillant.
Le parti
social-dém
ocrate AP
RA de l'ex
-président
Alan García
ne recueille
que 2,3 %
des suffra
ges dans la
capitale, al
ors qu'il en
obtenait
régulière
ment un
tiers depuis
plusieurs
décennies.
Il est vrai
qu'il ne
présentait
aucun can
didat de
premier
plan. Les
autres
partis con
servent
quelques
bastions,
mais sur le
plan natio
nal ils obé
issent quand
même la
place aux
candidats
indépendants,
ou soi-dis
ant indépen
dants, nom
bre d'entre
eux étant
des dissid
ents des
grands
partis.

Quelque
50 % des
électeurs
s'étaient
abstenus
ou avaient
voté blanc
ou nul en
novembre
dernier
pour les
élections
à l'Assem
blée consti
tuante. Le
président
Fujimori
avait alors
remporté
le scrutin
par une
forte major
ité. Il essu
e cette
fois un
échec cuisant.

NICOLE
BONNET

AFRIQUE

ZAIRE : cent cinquante militaires français transférés à Brazzaville
Quarante-cinq personnes ont été tuées lors des affrontements à Kinshasa

Selon les estimations de l'équipe belge de Médecins sans frontières (MSF) présente à Kinshasa, quarante-cinq personnes ont été tuées et cent trente et une autres blessées, lors des troubles qui ont ébranlé la capitale zairoise, jeudi 28 janvier. Les membres de MSF, qui ont visité les cinq plus grands hôpitaux de la ville, ont constaté que les victimes - dont la plupart ont été atteintes par balles - sont principalement des militaires.

Vendredi, la situation restait très tendue, et l'ambassade de France a commencé à regrouper ses ressortissants. On évalue à un millier le nombre des Français présents au Zaïre. Paris affirmait toutefois, en fin d'après-midi, ne pas avoir encore pris la décision d'évacuer ses ressortissants. Outre l'ambassadeur, ce sont d'autres Français, Christian Catiaux, employé de la société Uteco, a été tué - « délibérément », selon des témoins - par des militaires, qui exigeaient une rançon pour ne pas piller le domaine. Un Italien a également été tué. La mort d'un Israélien n'a pas été confirmée. L'ambassade de Belgique a signalé trois blessés parmi ses ressortissants.

Cent cinquante soldats français, en provenance de Bangui (République centrafricaine), sont arrivés vendredi.

■ **Erratum.** - Dans la chronique des événements au Zaïre depuis deux ans, publiée dans nos éditions du 30 janvier, nous avons écrit par erreur que, les 11 et 12 mai 1990, « plus de cinq cents étudiants » avaient été tués. Il fallait lire cinquante.

dredi soir à Brazzaville (Congo). La capitale congolaise est toute proche de Kinshasa, où une dizaine de ces militaires français ont aussitôt été dépêchés, afin de renforcer la sécurité autour de l'ambassade de France. D'autres troupes étaient attendues dans la soirée, à Brazzaville.

De son côté, le ministre belge de la défense, M. Léo Delcroix, a annoncé, vendredi, à Bruxelles, que trois cent trente para-commandos belges devaient s'envoler pour Brazzaville, afin d'aider à l'évacuation des ressortissants belges de Kinshasa. Au total, Bruxelles souhaite mobiliser quelque cinq cents militaires dans cette opération. Le président Mobutu a fait immédiatement savoir qu'il n'avait pas autorisé l'arrivée au Zaïre de troupes belges. En revanche, a précisé le chef de l'Etat, il a accepté l'arrivée des soldats français.

A Washington, le département d'Etat a dénoncé l'attitude du président zairois et, notamment, le refus de ce dernier « de coopérer avec le gouvernement de transition et de se soumettre à son autorité », ce qui « a conduit à la situation actuelle ». Les Etats-Unis d'Amérique envisagent pas, pour le moment, l'évacuation de leurs huit cents ressortissants au Zaïre. - (AFP, Reuters)

La mort de l'ambassadeur de France
Balles perdues ?

Le ministère des affaires étrangères a rendu hommage, vendredi 29 janvier, à Paris, à l'ambassadeur de France à Kinshasa, Philippe Bernard, tué jeudi soir, au cours d'affrontements entre soldats mutins et troupes fidèles au président Mobutu. La victime a été promue au rang d'officier de la légion d'honneur à titre posthume.

Le porte-parole du ministère, interrogé sur les circonstances de la mort de l'ambassadeur, a indiqué que ce dernier avait été « atteint par une rafale, qui l'a frappé à la poitrine, le tuant quasi instantanément ». Puis il a précisé : « L'ambassadeur se trouvait à son bureau, au 4^e étage de l'immeuble qui abrite la chancellerie [dans le centre de Kinshasa] à un angle de rue qui était le théâtre, à ce moment-là, d'affrontements entre soldats incontrôlés, qui procédaient à des tirs et à des pillages, et la Division spéciale présidentielle, qui essayait de rétablir l'ordre. »

Cette version diffère de celle avancée auparavant par le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, qui a déclaré, à Lisbonne, qu'il était en visite, que ce n'était pas une rafale perdue mais une rafale d'armes automatiques dirigée vers le bâtiment de la chancellerie qui avait tué l'ambassadeur. Pour la Quai d'Orsay, on ne peut infirmer que l'ambassade de France elle-même était visée. - (AFP)

Mali : le dictateur en cour d'assises

Depuis deux mois, la population se passionne pour les débats du procès de l'ancien chef de l'Etat, Moussa Traoré

BAMAKO
de notre envoyé spécial

Depuis le 26 novembre, le même écho résonne à Bamako. Partout, dans les rues, sur les marchés, on entend les mêmes mots, des silences calculés, des imprécations, des envolées lyriques. Des cyclomotoristes conduisant d'une main, le transistor à l'oreille. Les marchands de cachouettes, les vendeurs de cigarettes, les bergers, le long du fleuve Niger, les policiers dans leurs commissariats, les secrétaires, tous écoutent la radio jour après jour et suivent la retransmission en direct du procès historique - « Notre Nuremberg à nous », dit fièrement un journaliste malien : la mise en accusation, devant la cour d'assises, de Moussa Traoré, ancien chef de l'Etat du Mali, l'homme qui régna sans partage durant vingt-trois ans sur le pays, un général tétu, qui s'obstina jusqu'à la dernière minute à s'accrocher au pouvoir, au prix d'un massacre qui, de janvier à mars 1991, fit officiellement 106 morts et 708 blessés, 150 morts et 1 500 blessés selon les organisations humanitaires.

Louis XVI
Nuremberg, Bokassa

Juger M. Traoré « à la Bokassa ». Louis XVI, Nuremberg, Bokassa : des références qui ne suffisent pas pour bien cerner la nature de ce procès hybride et unique en Afrique. Officiellement, Moussa Traoré, son ancien chef d'état-major et ses ministres de la défense et de l'intérieur sont poursuivis pour assassinats, coups et blessures volontaires et meurtres. Le nouveau pouvoir judiciaire s'est borné à construire son accusation sur les seuls faits de répression commis entre janvier et mars 1991. Le nombre de morts et de blessés suffit à faire encourir aux accusés la peine capitale.

« Un exemple un précédent »

Si elle a clairement évité de faire le procès des vingt-trois années du régime Traoré, cette procédure « ordinaire, de droit commun », ne peut totalement s'affranchir d'une résonance de procès politique, puisque l'ensemble du gouvernement et les membres du « politburo » malien sont associés à l'accusation. Et l'ambiguïté du procès s'est trouvée renforcée par le choix de la justice malienne de ne pas poursuivre les officiers supérieurs de l'armée, qui étaient pourtant chargés d'élaborer les plans militaires pour vaincre « l'ennemi », c'est-à-dire la foule d'adolescents - et de mères venues à leur secours - pendant les journées de « la révolution démocratique ».

« L'armée a fait son mea-culpa : elle a retrouvé son âme républicaine », explique M. Boucaba Karamoko Coulibaly, ministre de la communication et porte-parole du gouvernement : est-ce qu'il faut aller chercher les poux dans la tête de ces gens maintenant ? ». « L'Etat malien marche sur des œufs ; le nouveau pouvoir avait besoin de l'armée pour consolider la démocratie », explique M. Tiébé Dramé, directeur de l'hebdomadaire *Le Républicain* et ancien ministre des affaires étrangères sous le gouvernement de transition. D'un autre côté, la poursuite des responsables des massacres de janvier et mars 1991 était une exigence très forte de la population et un engagement démocratique. »

Aujourd'hui, le peuple malien a le sentiment de réécrire son Histoire. Des journaux de quatre feuilles caricaturent Moussa Traoré assis sur un tas d'ossements, affichant à la « une » les victimes du bain de Taoudénit, un camp perdu dans les sables du Sahel d'où les opposants ressortaient rarement vivants. Les témoignages affluents, d'anciens syndicalistes, de leaders étudiants, de militaires tombés en disgrâce, torturés, emprisonnés sans jugement, les pieds attachés, condamnés à travailler dans des mines de sel.

« Ma vie est foutue »

Bamako écoute religieusement les débats, qui font parfois un juridisme laborieux, sursautant lorsque elle entend « Moussa » se considérer « toujours comme le chef légal de l'Etat du Mali », et peste contre cet homme qui se déclare « moralement responsable mais pas coupable » de tant de morts et de blessés. La cassette de la plaidoirie de M. Antoine Comte, du barreau de Paris, représentant les victimes, se vend déjà 5 000 francs CFA (100 francs) sur les marchés. Et M. Jacques Vergès, avocat de Moussa Traoré, qui devrait plaider au début de la semaine prochaine, se déplace en compagnie de gardes du corps.

Sur son lit d'hôpital, Keita Témérakou, treize ans, le tronc et les jambes paralysés par des éclats de grenade, se souvient du vendredi 22 mars 1991 : « Ce sont les grands qui sont venus nous chercher dans la classe pour aller avec eux à la manifestation ». Keita est tombé, les gens lui ont marché dessus et pour finir, un militaire lui a jeté une grenade à la hanche.

« Je m'en ramène à la décision des juges », dit-il, visiblement embarrassé de se prononcer sur ce procès. De toute façon on ne va plus au ballon. « La seule chose que je me demande, c'est : les militaires qui ont fait ça, ils le feraient sur leurs propres enfants ? », ajoute-t-il, en jouant avec les gants en caoutchouc du bloc opératoire. Sans être en mesure de mouvoir autre chose que la tête et les mains.

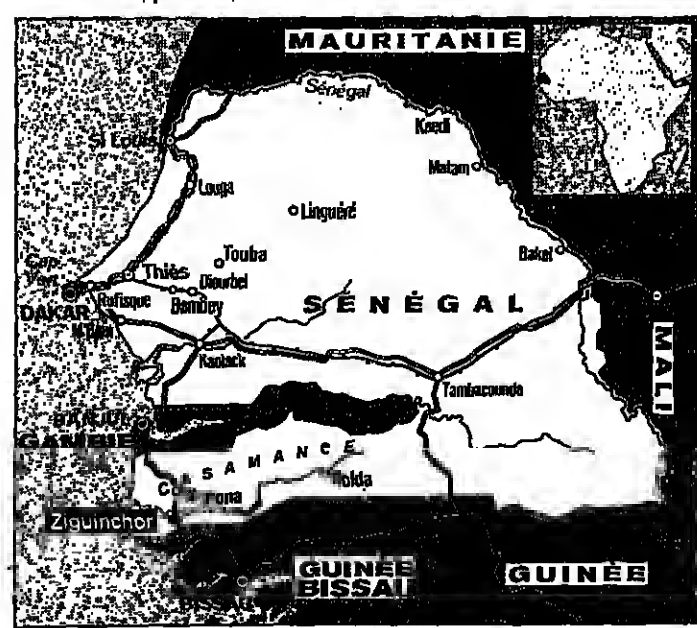
DOMINIQUE LEGUILLEDOUX

SÉNÉGAL : sous la protection d'un important dispositif militaire

Le président Diouf défie les séparatistes de Casamance

La campagne pour l'élection présidentielle du 21 février devait s'ouvrir samedi 30 janvier au Sénégal. Le président, M. Abdou Diouf, candidat à sa propre succession - face à huit autres postulants, - devait se rendre dimanche à Ziguinchor, capitale régionale de la Casamance. Un important dispositif de sécurité a été mis en place, la région étant en proie à des troubles en raison du refus des indépendantistes de voir s'y dérouler le scrutin.

C'est avec un déplacement sous haute surveillance que le président Abdou Diouf lance sa campagne. Trois jours avant son arrivée, entre mille et mille cinq cents militaires ont été envoyés en renfort en Casamance. Une quinzaine de jours auparavant, le gouvernement avait annoncé le retrait du Libéria des mille cinq cents Sénégalais participant à la force ouest-africaine d'interposition. Un départ justifié par « des impératifs nationaux ».



le dispositif de sécurité mis en place. Celui-ci est muselé. Depuis cinq mois, l'armée multiplie les opérations de ratissage. Pour le gouvernement, suivi en cela par l'ensemble de l'opinion publique sénégalaise, l'intégrité du territoire national ne saurait être mise en question. Mais ce principe est aujourd'hui défendu par la force, face à un mouvement de guérilla insaisissable.

Le Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC) s'est scindé en deux à la suite d'un cessez-le-feu qui avait été signé en mai 1991 avec le gouvernement, après plus de huit ans de conflit. Un « Front nord » a pris part au dialogue, solution rejetée par le « Front sud », dirigé notamment par une figure de la rébellion, l'abbé Augustin Diamacoune, réfugié en Guinée-Bissau depuis le déploiement de l'armée, eo août dernier.

Le mouvement séparatiste a réussi à tenir tête au gouvernement. C'est là l'échec le plus patent du président Diouf (arrivé au pouvoir en 1981, soit un an avant le début de la rébellion), dont le déplacement à Ziguinchor est qualifié, par l'ao de ses opposants, de « baroud d'honneur qui ne servira à rien ». « La vérité, c'est qu'il n'y aura pas d'élections libres et démocratiques en Casamance, estime l'un des candidats, M. Abdoulaye Bathily. Les gens craignent trop pour leur sécurité. » Une accusation en forme de défi, que le président Diouf va tenter de relever.

MARIE-PIERRE SUBTIL

Un « baroud d'honneur qui ne servira à rien »

L'« impératif national », pour le président Diouf, c'est que l'élection présidentielle ait bel et bien lieu en Casamance, malgré l'escalade de la violence qui confirme l'échec de l'Etat face à la rébellion indépendantiste. Au cours des cinq derniers mois, plus de deux cents personnes ont été tuées - que ce soit du côté de l'armée, des séparatistes, ou parmi la population civile - dans cette région isolée entre la Gambie et la Guinée-Bissau et rattachée au territoire national uniquement à son extrémité orientale.

Selon des organismes humanitaires, entre 20 000 et 25 000 habitants ont quitté la région pour la Gambie, la Guinée-Bissau ou le Sénégal. En janvier, les affrontements se sont multipliés et ont pris un tour de plus en plus meurtrier : ne quarantaine d'hommes ont été tués par l'armée, puis sept jeunes gens sont morts dans l'explosion d'une mine, vraisemblablement osée par des séparatistes.

Les indépendantistes, qui ont spécifié au boycottage de l'élection, ont obtenu ce que, manifestement, ils recherchaient : le climat est tel dans la région que nombre d'habitants n'oseront probablement pas entrer le risque de voter, malgré

■ **ANGOLA** : l'ONU a décidé de maintenir sa mission. - A l'unanimité de ses quinze membres réunis à New-York, le Conseil de sécurité de l'ONU a renouvelé, vendredi 29 janvier, pour trois mois - jusqu'au 30 avril - le mandat de la Mission de vérification des Nations unies en Angola (UNAVEM). Mais il a été décidé de replier le personnel de l'ONU sur Luanda et quelques autres localités de province, pour des raisons de sécurité. - (AFP, Reuters)

■ **RWANDA** : reprise annoncée des négociations. - Les pourparlers entre le gouvernement et les maquisards du Front patriotique rwandais (FPR) devaient reprendre, vendredi 29 janvier, à Arusha (Tanzanie). Cette nouvelle session a été retardée, en raison d'un désaccord sur la nomination du chef de la délégation gouvernementale. Au programme des négociations : l'intégration des forces du FPR au sein de l'armée nationale, le retour des réfugiés rwandais et la durée de la période de transition. - (AFP)

CHINE

Si le seul nom de Chine suscite le rêve, si chacun pressent que le voyage en terre chinoise demeure une aventure humaine somptueuse, chacun sait qu'il ne peut y avoir une seule et unique manière d'aborder ce pays-continent aux richesses infinies. Dans son Catalogue Voyages 1993, la Maison de la Chine a décidé de vous présenter 16 itinéraires correspondant à quatre grandes aires culturelles et géographiques : Chine classique des Han, Routes de la Soie, Ethnies de Chine tropicale, Univers tibétain. Ces itinéraires sont conçus pour des groupes restreints et prévoient la pension complète. Un accompagnateur sinologue est présent pendant tout le voyage, dès le départ de Paris.

Et pour préparer votre voyage, la Maison de la Chine vous invite à suivre la cycle de conférences, débats et projections de films, qu'elle organise dans le cadre de ses activités culturelles. Vous trouverez le programme détaillé de ces activités dans le « Supplément culturel ».

Extraits du catalogue Voyages 1993 de la Maison de la Chine :

LES GORGES DU YANGZI
22 JOURS 19 890 F

VENISES CHINOISES
20 JOURS 19 350 F

LES SCULPTEURS DE MONTAGNES
21 JOURS 18 700 F

LA MAISON DE LA CHINE
36, RUE DES BOURDONNAIS
75001 PARIS M^e CHATELET
Tél. 40 28 21 95 Lic. 175 541
3615 MAISON DE LA CHINE

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Code Postal _____ Ville _____

JE DESIRE RECEVOIR
GRATUITEMENT
☐ LE CATALOGUE VOYAGES 93
☐ LE SUPPLÉMENT CULTUREL

POLITIQUE

Le débat budgétaire dans les conseils régionaux

Nord-Pas-de-Calais : la coalition Verts-PS est mise en échec

LILLE

de notre correspondant

Au terme de deux jours de débats, le conseil régional du Nord-Pas-de-Calais a rejeté par 57 voix contre 40 et 16 abstentions le projet de budget pour 1993, pourtant sérieusement amendé, que présentait M^{me} Marie-Christine Blandin (Verts), présidente de l'assemblée. Les vingt-sept élus RPR et UDF, les quinze du Front national, les treize du groupe Borloo et les deux « chasseurs » ont voté contre, les vingt-sept socialistes, les huit

Verts et les cinq Génération Ecologie ont voté pour. Les quinze communistes se sont abstenus ainsi que le seul non-inscrit, élu à l'origine sur la liste GE.

Les calculs savants et les supputations compliquées ont révélé finalement leur vanité. Les choses sont simples et le demeurent : le conseil régional Nord-Pas-de-Calais n'a pas de majorité de gouvernement, et la droite entendait, une fois de plus, en faire la démonstration. Soudée aux « conseils » formulés voici quelques jours par M. Jacques Vernier, maire

de Douai, secrétaire départemental du RPR, qui appelait à ne pas bloquer l'institution (le Monde du 28 janvier), elle a choisi - usant, du Front national aux centristes de l'UPF en passant par le RPR, les « chasseurs » et les élus Borloo - d'empêcher l'adoption du budget en première lecture.

« Le projet que vous nous présentez n'est qu'un budget de compromis avec les hommes qui ont dirigé la région pendant si longtemps », a déclaré M. Jacques Legendre, sénateur RPR, président du groupe RPR-UDF. D'ex-

trée de jeu, de son côté, le groupe Borloo avait annoncé le couloir, demandant à la présidence de « repasser sa copie » et de revenir avec un projet rompu avec « les errements du passé ». Des frais de fonctionnement trop importants, un effort pour l'action économique insuffisant, le budget ne se renouvellerait pas suffisamment.

Il n'y avait donc, de ce point de vue, guère de surprise à attendre. Si surprise il y a eu - mais en était-ce vraiment une ? - c'est du PC qu'elle est venue. Lui qui avait donné son assentiment à la constitution d'un exécutif Verts-PS au moment de la mise en place de l'assemblée s'est abstenu sur ce budget, n'ayant pas décelé « le virage attendu ».

Pourtant, en dehors des treize élus du groupe Borloo, chacun des groupes de l'assemblée avait joué le jeu dans les règles : communistes et opposition avaient déposé des amendements « gagnés » (c'est-à-dire financés par des économies équivalentes opérées ailleurs) comme l'avait demandé la présidence, l'exécutif en avait accepté plusieurs, renonçant notamment à maintenir l'augmentation de 3,5 % de la fiscalité directe qu'il avait prévue.

La discussion s'est toutefois tendue sur un amendement concernant l'Agence régionale de développement, organisme associé du conseil régional, dont le groupe RPR-UDF entendait réduire de 10 millions de francs le budget de fonctionnement, établi à 21 millions. Il a fallu toute la persévérance, la force de persuasion de M. Michel Delabarre et des concessions importantes pour éviter que la droite ne l'emporte.

In fine, le projet allait toutefois être rejeté, non sans que M^{me} Blandin ait regretté « ces jeux politiques ». Il lui faudra donc revenir devant l'assemblée, mais avec quel projet ? Au long des discussions, la marge de manœuvre s'est restreinte : quelles concessions peut accepter encore l'exécutif sans risquer de se retrouver avec un budget qui ne serait pas le sien ? Mais celui d'une opposition... majoritaire ?

JEAN-RENÉ LORE

Bourgogne : impossible majorité

DIJON

de notre envoyé spécial

Pour éviter l'adoption du budget du conseil régional grâce aux voix du Front national, M. Jean-Pierre Soisson a suspendu, dans la nuit du vendredi 29 au samedi 30 janvier, les débats de l'assemblée régionale, qui reprendront le mardi 2 février. Auparavant, les huit élus lénistes avaient fait connaître leur intention de voter le budget, alors les élus UDF-RPR, réunis dans l'Union pour l'avenir de la Bourgogne (UAB), avaient annoncé qu'ils s'y opposeraient.

Dès le 25 janvier, devant une quinzaine d'élus du « Groupe des 20 » de Bourgogne (1), M. Jean-Pierre Soisson avait manifesté le désir de se démettre de ses fonctions si le budget était repoussé ou s'il était adopté grâce aux suffrages de l'extrême droite. Cette perspective de démission, qui pouvait susciter quelques appétits dans l'opposition, ne satisfaisait nullement les socialistes. Soutenant M. Soisson depuis dix mois, auraient-ils dû le suivre et laisser le champ libre à leurs adversaires ? Pouvaient-ils accepter le risque de se retrouver partenaires d'une majorité établie grâce au Front national ?

M. Soisson lançait vendredi en fin de matinée une mise en garde : « Lequel d'entre vous peut me remplacer et avoir une majorité ? » Question sans réponse. M. Eugène Tisserand (PS) renchérissait sur l'absence de majorité « claire », ce qui oblige, à-t-il dit, à rechercher des « terrains d'entente » faute desquels « l'institution serait bloquée ».

Le déjeuner, les conciliabules de couloirs et l'après-midi en commissions passés à l'examen des amendements ne permettaient pas de lever les incertitudes. La discussion générale ne clarifiait pas davantage la situation. Certes, l'UAB voyait quelques-uns de ses souhaits exaucés. Une « fleur » était faite à M. Marcel Lucotte (UDF-PR) dont le vœu de voir la SNCF rattachée à des missions de service public était adopté à l'unanimité avec l'insistance appuyée de M. Soisson. M. Lucotte n'était-il pas de ceux sur lesquels comptait M. Soisson ?

Avant que les groupes ne se réunissent pour arrêter définitivement leurs positions, le maire d'Auxerre a tenu à expliquer sa « position personnelle ». Plaidant pour que la région ait un budget et qu'il n'y ait pas de blocage, il a précisé : « Je ne souhaite pas gouverner avec le Front national, ni avec son concours ni avec son appui. C'est mon principal adversaire de droite. Ce n'est pas de ce côté-là que je me tourne. L'UAB a la clé des décisions budgétaires de ce soir. La situation que nous connaissons dans le fonctionnement et l'organisation du conseil régional ne saurait être prolongée. Je souhaite qu'après les législatives de nouvelles modalités puissent être dégagées. Dans ces conditions, je ne quitterai pas la présidence du conseil régional. Je suis président, je le reste. Je ne souhaite pas d'accord avec le Front national. Je souhaite un accord avec l'UAB. »

En séance, M. Pierre Jaboulet-Verchère, président du groupe léniste, dénonçait le « sectarisme » du président du conseil régional, ajoutant que « le peuple français n'a que mépris pour cette classe politique » dont le ministre « est le symbole peu alléchant ». Conformément à ce que disaient ses amis, M. Jaboulet-Verchère confirmait son approbation d'un budget qui, marquant une pause fiscale, répondait à « seuls intérêts des Bourguignons ». Puis M. Jean-François Bazin (RPR), président de l'UAB, rejetait, avec courtoisie mais fermeté, la proposition d'ouverture faite par M. Soisson. Il ne restait plus à celui-ci qu'à suspendre les travaux pour éviter l'adoption du budget grâce aux voix du Front national.

ANNE CHAUSSEBOURG

(1) Le groupe de M. Soisson, outre lui-même, compte : 10 PS, 2 MRG, 1 UDF, 2 FN, 1 Verts et 1 GE. L'UAB GE a quant à elle pour membres : M. Soisson, M. Marcel Lucotte (UDF-PR) et M. Jean-Pierre Soisson. Les vingt-trois élus de l'opposition (12 UDF et 11 RPR, depuis le départ de M. Dominique Perben, RPR, remplacé par M. Jean-Pierre Soisson) siègent au groupe de l'UAB (Union pour l'avenir de la Bourgogne).

ANDRÉ LAURENS

Recompositions

par Jean-Louis Saux

ALORS que les écologistes, soutenus de ne pas bloquer l'institution régionale, ont permis l'adoption des budgets de 1993 dans la plupart des conseils régionaux où ils occupent une position de groupe charnière, les élus RPR-UDF du Nord-Pas-de-Calais - aidés en cela par l'abstention du groupe communiste - ont choisi, vendredi 29 janvier à Arras, de faire obstacle aux propositions budgétaires de la majorité (relative) Verts-PS constituée autour de M^{me} Marie-Christine Blandin. Or, au même moment, à Lyon, où l'effort, avec succès, d'obtenir le concours d'une partie des écologistes, M. Charles Millon, président du conseil régional Rhône-Alpes, a regretté le rejet du budget de la région Nord-Pas-de-Calais.

C'est pourtant l'un de ses collègues du groupe UDF de l'Assemblée nationale, M. Philippe Vasseur, convenant que la fragile majorité Verts-PS pour écarter au lendemain des élections législatives, qui a mené principalement l'offensive contre le seul exécutif régional animé par des écologistes. Pour M. Vasseur, comme pour beaucoup

d'élus du Nord frustrés par l'habileté de M. Michel Delabarre, qui s'était effacé la 30 mars dernier au profit de M^{me} Blandin, de nouvelles élections régionales organisées dans la foulée d'un rez-de-marché de la droite aux législatives permettraient de clarifier la situation.

Paradoxalement, cette perspective ne semble pas inquiéter outre mesure certains des responsables socialistes de la région, qui pensent que l'attitude de la droite peut rejeter les écologistes dans leur camp. Premier secrétaire de la puissante fédération du Pas-de-Calais du PS, M. Daniel Percheron escompte que « l'esprit de revanche de la droite pourrait aboutir très vite à la recomposition d'un bloc de gauche » formé des communistes, des écologistes et des socialistes. Les plus politiques des Verts ne sont pas loin de partager ce sentiment lorsqu'ils jugent qu'il serait injuste et dangereux de voir la droite récupérer quelque 80 % des sièges dans la future Assemblée nationale avec seulement 40 % des voix.

M. Guy Hocquél, l'un des principaux animateurs des Verts dans la

Nord-Pas-de-Calais, explique ainsi que, n'étant plus, à en croire les sondages, les victimes du scrutin majoritaire, les écologistes ne doivent pas se comporter comme les « bourreaux » des socialistes. En clair, et contrairement aux dispositions de l'accord électoral passé entre les Verts et Génération Ecologie, il ouvre la voie à des accords ponctuels entre socialistes et écologistes dont on sait qu'ils profiteraient aux uns et aux autres.

Le blocage créé dans le Nord annonce donc un double débat : l'un au sein de la droite entre des élus surtout soucieux de reprendre au plus vite les leviers de commande et ceux qui ont d'abord le souci de se ménager des alliés pour mieux faire triompher leur candidat au deuxième tour de l'élection présidentielle ; l'autre chez les Verts entre les partisans d'une stricte autonomie et les tenants d'une pratique politique fondée sur le constat qu'en dépit de la promesse des sondages, les écologistes restent minoritaires dans le pays, pour pas mal de temps encore.

JEAN-RENÉ LORE

Rhône-Alpes : M. Millon reçoit le renfort de Génération Ecologie

LYON

de notre bureau régional

Le conseil régional de Rhône-Alpes a adopté, vendredi 29 janvier, son budget primitif par 82 voix contre 63 et 10 abstentions. Le texte présenté par l'exécutif UDF-RPR, sensiblement amendé, a été approuvé grâce aux dix voix de Génération Ecologie.

« L'exercice de démocratie directe », selon l'expression de M. Christian Brodhag, président du groupe des Verts, auquel s'est livrée l'assemblée n'a pas été d'une transparence parfaite, tant les interruptions de séance et les querelles de procédure ont émaillé les trois jours et les deux

séances de la session budgétaire. Mais il a permis à l'exécutif, emmené par M. Charles Millon (UDF-PR), de dépasser le handicap de sa majorité très relative.

M. Millon s'était donné une marge de manœuvre en proposant un budget primitif très en retrait, marqué par une baisse de 6 % par rapport à celui de 1992. Il a donc pu accepter plusieurs propositions d'augmentation de lignes de crédits sans trop se dégrader de sa volonté de rigueur économique. Cent vingt millions de francs ont ainsi été insulés, portant le budget total à 4,4 milliards de francs. Cette augmentation sera financée par la fiscalité, notamment une hausse de la carte grise. Enfin, les répartitions internes à certains chapitres budgétaires, comme celui des transports, ont été modifiées.

La plupart de ces inflexions ont été proposées par les deux groupes écologistes, qui se sont parfois livrés à une surenchère. Finalement, les Verts, considérant que « si une partie du chemin avait été parcouru, il en restait beaucoup à faire », se sont abstenus. Ils ont regretté que, dans le Nord-Pas-de-Calais, leurs amis n'aient pas rencontré « le réalisme » qui les a animés en Rhône-Alpes.

Le groupe Génération Ecologie (1), estimant que ce budget initialement part de ses propositions, l'a approuvé au nom de l'« indépendance » et de la « responsabilité ». Le groupe Solidarités, composé de sept membres dont la plupart ont appartenu au PS, a adopté la même attitude. Les groupes PS, PC et FN (2) se sont, pour des raisons différentes, opposés à l'équilibre, fruit, selon eux, de « marchandages » et d'« improvisations ».

Certains élus de droite ont exprimé leurs réticences aux concessions accordées. Il a fallu plusieurs réunions de l'intergroupe UDF-RPR pour que M. Millon et le président de la commission des finances, M. Pierre Mazaud (RPR), les convainquent des contraintes d'une majorité relative et de l'intérêt d'un dialogue avec les « écologistes réalistes ». Ceux-ci mêmes que M. Millon souhaite voir associer à la majorité qui sortira des urnes en mars prochain.

BRUNO CAUSSE

(1) GE compte onze élus. Mais un de ses membres, M. Dominique Mignot (Alternative rouge et verte), a voté contre le budget.

(2) Une élue du FN, M^{me} Germaine Burgaz, a annoncé avoir été exclue du groupe. Elle a voté le budget.

Alsace : abstention des socialistes et des écologistes

STRASBOURG

de notre correspondant régional

Le projet de budget présenté par M. Marcel Rudloff (CDS-UDF), président du conseil régional d'Alsace, n'a recueilli, vendredi 29 janvier, que 21 voix sur 47 sièges. Les élus de l'UDF et du RPR ont voté pour. Seuls les huit conseillers du Front national ont voté contre. Les membres des autres groupes de l'assemblée (PS, Verts, GE et régionalistes) se sont abstenus.

Les élus socialistes avaient très vite annoncé qu'ils s'abstiendraient lors du vote final, ce qui assurait que le projet de budget ne serait pas rejeté. Le président du groupe, M. Gilbert Estève, avait en effet obtenu l'assurance que la région financerait un projet culturel à Scléstat, dont il est le maire. Sur-tout il entendait, ainsi, empêcher les Verts d'être les maîtres du jeu.

La semaine dernière, M. Antoine Waechter, porte-parole des Verts, avait présenté un contre-projet prévoyant une moindre augmentation de la fiscalité et une forte réduction des crédits destinés à la réalisation de projets routiers. Il mettait en cause, en outre, la gestion de M. Rudloff, « le recordman du cumul dans le passé, qui a pris l'habitude de laisser la bride sur le cou aux services ».

MARCEL SCOTTO

LIVRES POLITIQUES

JACQUES DELORS ARTISTE ET MARTYR
de Bernard Maris. Albin Michel, 326 p., 98 F.

LA DÉMOCRATIE MALADE DU MENSONGE
d'Alain Echegoyen.
François Bourin, 228 p., 110 F.

D'UN homme présenté comme « le premier à avoir lutté contre le mensonge et tenté de faire de cette dernière une arme politique » on passera à un essai sur « la démocratie malade du mensonge ». Comme les auteurs ne se sont pas donné le mot, c'est qu'il doit y avoir une part de vérité, à tout le moins un parfum d'actualité, dans cette fixation sur le mensonge politique.

Dans le premier cas, le peintre veut saisir son modèle sous ses multiples facettes et le montrer dans toutes ses vérités, mais sans s'effacer derrière son sujet. Si Jacques Delors est peint en « artiste et martyr », c'est par un autre artiste qui s'investit personnellement et sans complexe dans ce travail. Il applique sa manière et son talent à l'interprétation d'une personnalité et d'un destin qui lui sont étrangers, pas totalement étrangers cependant. A l'évidence, il y a eu entre Bernard Maris et Jacques Delors une rencontre, sans doute pressentie par le premier et ressentie fortement par lui en cours de route, comme le prouve son étude. Le résultat en est un mélange de fulgurantes percées empathiques et de traits d'ironie, balancé entre grâce et recul de son sujet, tantôt es-tant à distance. La fascination reste tempérée par l'imperfection, l'adhésion par la causticité.

Les lecteurs du Monde connaissent la verve et l'acuité de Bernard Maris, que même la lecture critique d'ouvrages économiques ne désarme pas. Ils le retrouveront s'exerçant cette fois sur un personnage public, plus que sur une

Démocrate sincère, démocratie mensongère

doctrines, s'essayant plus à la psychologie et à la politique qu'à l'économie. S'il voit un artiste dans « l'ingénieur social » qu'est Jacques Delors, c'est parce que celui-ci le don de rendre intelligents ses interlocuteurs, parce qu'il possède cette clarté d'indigène, qu'il paraît-il, intrigue François Mitterrand. Le secret en est dans une forte capacité de travail et d'absorption qui, aidée par une prodigieuse mémoire, lui a permis d'accumuler une somme astronomique de connaissances ; la vocation pédagogique et le naturel d'un parler simple, celui des origines sociales et de la confrontation avec les syndicalistes, font le reste. Per desueto tout, il y a une intuition des rapports sociaux qui font de Jacques Delors, dit-on portraitiste, plus « un homme de prescience que de science ».

Ve pour l'artiste, mais le martyr ? L'auteur ne fait pas référence qu'au chrétien en proie au doute, prêt au sacrifice. « L'impossible de comprendre Delors, note-t-il, en évitant la foi, celle qui pousse sur le même chemin européen Monnet, Adenauer, Schuman, de Gasperi ? On peut ajouter que Delors a pris chez Mounier la hantise de la politique, pire pour un chrétien que l'obsession sexuelle, la tentation du verbe, plus cruelle que celle de la chair, saint Jacques souffrant au-delà de saint Antoine. » Bernard Maris se réfère aussi à la fragilité de son personnage, à l'écroulement auquel le vouant l'orgueil d'avoir eu raison avant les autres (la politique contractuelle, la formation permanente, le Marché unique, la subsidiarité, etc.) et l'éternel sentiment de contrition, parce qu'il faut payer, parce qu'il souffre de ses erreurs, bref le doléisme qui est dans le doléisme.

Plegiant la rhétorique de son modèle, qu'il analyse avec

humour, Bernard Maris écrit qu'il a voulu calculer la probabilité, au seuil de fiabilité de 5 %, que Delors devienne président de la République. Toutefois, lorsqu'il met la dernière touche au portrait épique de son héros, l'inquiétude perce : certes, grâce à sa sincérité Jacques Delors est devenu « un génie médiatique », mais, ajoute Bernard Maris, « pour ça aussi, malheureusement, il passera dans la politique comme une comète. Comme Mendès. Les enfants du siècle ont leur temps, ceux de Mouchel les siècles ».

C'est ici qu'un autre analyste de la scène politique prend le relais, pour dénoncer l'abus du mensonge dans les nouvelles mœurs démocratiques. Alain Echegoyen sait bien que la démocratie « ne fait jamais l'économie des mensonges ritualisés » qui lui ont permis de naître et de se maintenir, mais il estime qu'elle en rejoue un peu trop, beaucoup trop, dans sa pratique quotidienne. Plusieurs exemples majeurs (l'affaire du sang contaminé, le mythe des élections primaires, la corruption, le contenu des programmes politiques), pris parmi bien d'autres, lui permettent d'étayer sa démonstration.

Plus que toute autre forme de gouvernement, explique-t-il, la démocratie est absorbée par le pouvoir. A quelque niveau que ce soit, les hommes politiques y consacrent tous leurs efforts et tout leur temps. Dès lors, ces démocrates ne cessent de se couper du peuple et de ses intérêts, en prétendant rester proches de l'un et des autres. Le désir de pouvoir, jamais reconnu comme tel, l'emporte sur les autres motivations. Les politiques s'enferment dans un système autonome, un microcosme, qui est le champ clos de leurs préoccupations réelles, et il n'est avec le reste de la société que des relations

artificielles, fondées sur la paraitre, les sondages, les techniques de la communication marchande. Pour masquer leurs véritables occupations et exister autrement, ils se prêtent à la mise en scène de mensonges ou de leurs divers : faux débats, programmes-bidon, doctrines et clichés obsolettes, en laissant aux médias l'apanage d'une médiation qui impose ses conditions, pour être reconnue comme telle, comme scène où se montent les spectacles et comme territoires dont il faut respecter les protocoles. On est loin, très loin, de toute éthique de discussion.

L'originalité de l'ouvrage d'Alain Echegoyen est moins de révéler des perversions de la démocratie, que chacun connaît ou ressent, que d'en mettre au jour les processus et les ingrédients qui les ont produits. Ainsi voit-on mieux comment remédier au mal et l'auteur suggère, de ce point de vue, un certain nombre de mesures structurelles et de réformes des comportements dans la tenue du débat démocratique. Meie, pour en finir avec « une démocratie de simulacre, faite d'images et de simulations », il estime qu'il convient de faire aussi le ménage des idées reçues. Il écrit : « Les deux piliers des identités anciennes, la sociologie de l'électorat et les projets de société sont à présent périmeés. Et ceci, encore, qui est d'actualité : « Aujourd'hui, le choix entre la gauche et la droite est la nouvelle version d'un mensonge démocratique. »

Ce n'est pas un appel à l'abstention mais une invite à un repensonnement des électeurs, avec leur participation raisonnée, sur des questions essentielles dans leur vie et pour leur avenir : la bioéthique, le chômage, les banlieues, l'Europe... Une invite à une démocratie retrouvant l'authenticité, qui est l'une des formes de la vérité.

L'ESQUA (RPR)

L'AUROY (PS)

Le conseil régional de Rhône-Alpes a adopté, vendredi 29 janvier, son budget primitif par 82 voix contre 63 et 10 abstentions. Le texte présenté par l'exécutif UDF-RPR, sensiblement amendé, a été approuvé grâce aux dix voix de Génération Ecologie.

هكذا من الأمل

La préparation des élections législatives

Suite de la première page

Lorsque, à l'automne, se dessine la perspective de la Haute Cour, Rennes la rationnelle se laisse à son tour gagner par l'inquiétude et les fantasmes. Les rumeurs se nourrissent du silence. Chacun se découvre un ami médecin qui a « vu » Edmond Hervé se présenter embreuillement au service des urgences. On a aperçu une ambulance devant son domicile un au pied de la mairie. On parle de « source sûre » de tentatives de suicide. On affabule au sujet de déboires conjugaux.

Glacés par son intimité, même ses plus proches se mettent à douter de sa solidité. Un de ses amis, alerté un soir par un journaliste d'une nouvelle rumeur de suicide, vient en avoir le cœur net et téléphone à son domicile. Edmond Hervé raconte lui-même la scène. Il décroche. A l'autre bout du fil, la voix familière s'exclame, soulagée : *« Ah ! tu es donc bien chez toi ! »* Surpris de l'effet que cette situation des plus banales seyait à provoquer chez son ami, Edmond Hervé s'enquiert des raisons de cet appel et apprend ainsi qu'on le disait transféré d'urgence à l'hôpital.

Que faire ? En démentant, il accreditait. Encore une fois, il préférait se taire. Même lorsqu'on le provoquait. Le 14 septembre, le conseil municipal fut sa rentrée. « Est aussi celle d'un jeune din du front national, M. Lionel Toqué, qui se donne le remuement. A l'ouverture de la séance, il demande la parole : « Il est clair désormais que pour l'opinion publique française M^{me} Dufoix, A. Fobus et vous-même faites figure d'accusés », déclare-t-il, avant d'ajouter ce s'adressant directement à M^{me} Dufoix : « Je ne demande pas si vous pouvez, comme longtemps, comme si de rien n'était, exercer une charge municipale de cette importance. »

Encouragés d'un geste par

Edmond Hervé, les élus socialistes quittent la salle, suivis spontanément par l'ensemble des conseillers municipaux. Le maire reste seul, face à son adversaire, qui continue, imperturbable, la lecture de son texte. La séance est ensuite suspendue deux minutes. Lorsqu'elle reprend, Edmond Hervé se saisit du micro, la voix blanche : « L'indulgence n'a jamais existé dans cette assemblée ; je suis, tout comme vous, un homme d'engagement et de conviction, et l'insulte ne m'abaisse pas, pas plus qu'elle m'abattra tous les démocrates qui sont ici. » Puis, il fait lecture de l'ordre du jour.

Un mois plus tard, deux tracts circulent dans la ville. Le premier annonce d'un ancien militant socialiste, médecin, M. Patrick Brosnault, il annonce sa candidature à Edmond Hervé, qui, indique le tract, « ne remplit plus les conditions suffisantes pour avoir à nouveau la confiance du peuple, notamment en raison de sa responsabilité litigieuse dans le scandale de la

une primaire « sauvage »

M. Jean-Claude Guibal, maire (UDF-CDS) de Menton, a confirmé, vendredi 29 janvier, sa décision de se présenter dans la quatrième circonscription des Alpes-Maritimes (*Le Monde* du 28 octobre 1992). Il y affrontera, notamment, M. Emmanuel Aubert, député (RPR), actuellement en poste sans interruption depuis 1968, qui a recueilli l'adhésion de l'UDF comme candidat unique de l'opposition parlementaire. A la tête d'une liste soutenue par l'UDF, M. Guibal avait ravi, en 1989, la mairie de Menton à M. Aubert, qui a dû partir depuis 1977.

Dans une «lettre aux électeurs» de la circonscription, M. Guibal explique sa décision de ne pas accepter l'investiture accordée à son rival. «Cette investiture automatique, vous la désapprouvez», écrit le maire de Menton. Et c'est étonnant que, dans notre circonscription, la droite est sûre de l'emporter. Nous ne pouvons accepter que la démocratie soit confiée depuis Paris par des hommes d'appareil qui ignorent tous nos problèmes et les nos espoirs. Il n'est pas impossible que cette «primaire sauvage» fasse l'objet d'une mesure de rétorsion de la part du RPR dans le même département.

transmission du sida par la transfusion sanguine». Ce «communiqué de presse n° 1» ne sera jamais suivi d'un «n° 2».

L'autre tract, daté du 29 octobre, est l'œuvre de M. Gilles Munier, qui se présente comme un « *commissaire, spécialiste des relations entre les pays du Maghreb et du Proche-Orient* », et secrétaire général des Amitiés franco-irakiennes, ayant obtenu à ce titre du président Sadam Hussein, en octobre 1990, la libération d'otages français, « *dont trois Bretons* ». Dans un texte truffé de fautes d'orthographe, M. Munier fait part à son tour de sa candidature dans la circonscription de Rennes-Nord « *pour s'opposer à la réélection d'Edmond Hervé* ». Impliqué dans le scandale du sang contaminé par le virus du sida.

Le 2 novembre, Edmond Hervé se décide tout de même à parler. Mais seulement pour une brève déclaration devant la presse renouée, dans laquelle il répond à la question posée par le député Bernard Kouchner, ministre de la santé, qui, après les révélations de l'affaire Mérioux, s'accuse le ministre de l'époque de « laxisme » et à la proposition de « responsabilité », et à la proposition de « démission », et à la proposition d'« honneur » lancée par M. Auriant Fabius, premier secrétaire du PS, dans les colonnes du *Monde*. Le soir même, à l'initiative du premier adjoint, M. Martial Gebillard, il se livre de soutien au maire de Rennes, signifiant que la majorité est remise à la presse. Exceptionnellement, les conseillers ont pris place dans la salle du conseil avant Edmond Hervé. Et lorsque celui-ci fall son tour de parole, il déclara qu'il n'avait rien de l'opposition, conduite par M. Gérard Pouchet (CDS), l'acquiescent débort.

L'ampleur du débat suscité sur le plan national et la pression de ses milieux alarmés par les bruits de la fuite exigent davantage. Aux sollicitations de la presse et de la radio-télévision nationales, Edmond Hervé préfère sans hésiter le quotidien local *Ouest-France* pour s'exprimer. Depuis le début de l'affaire, celui-ci s'est adopté un ton très mesuré, se refusant notamment à entrer compte des rumeurs qui circulent. Le maire les aborde de glissement, le 16 novembre, dans le cadre d'un entretien qu'il accorde au journaliste de l'agence *France Presse* : « La vérité elle peut attendre. Je n'ai pas donné toute cette poche de vie à la société, à l'intérêt général, pour brutalement en faire la victime de saffaires ».

Le lendemain, un mémoire d'une dizaine de pages, tiré à quinze mille exemplaires, est diffusé dans la ville. Edmond Hervé y expose, point par point et dans un style bref, la chronologie de son action ministérielle dans le domaine de la transfusion sanguine, préparant ainsi la défense qu'il développera le 10 décembre devant l'Assemblée nationale.

De l'avis unanime de ses proches laboratoires, l'entretien accordé à *Jeune-France* contribue à « libérer » le maire de Rennes. « A partir de ce moment-là, confie M. Martial Billard, compagnon de longue date qui a vécu à ses côtés tous ces moments difficiles, on a vraiment tout repris. On a retrouvé l'homme que nous connaissions, prêt à se battre jusqu'au bout. »

En ville, le climat se détend, les meurs se calment et la solidarité manifeste. Le maire reçoit de nombreux témoignages de soutien, une association baptiste Justice vérité avec Edmond Hervé est née, à l'initiative d'un conseiller municipal de la majorité, ancien directeur de l'université de Rennes, Claude Durand-Friaborgne.

le 16 décembre, et l'émotion
elle soulève tant dans l'atmosphère
de la ville, que dans les esprits, que
ment ressonner encore la ville et
historiques locaux ont fait preuve
ne absolue réservée. « Chacun a
son rôle à jouer », a dit le maire
M. Yves Fréville, député
d'Ille-et-Vilaine et fils du
défunt, de M. Hervé à la mai-
rie de Rennes. Comme la plupart
des élus, M. Fréville a tenu à
M. Fréville, d'ailleurs, a
de voter le renvoi en Haute-
r de M. Hervé le 16 décembre.
nous ne nous sommes pas concer-
nous avons pris chacun cette
de nous consacrer à nos
Fréville, je suis prêt à aller
Edmond Hervé sur l'importance
dossier rennais, mais pas sur
l'aire du sang», observe de son
le chef de file de l'opposition
unicipale, M. Gérard Fouchet.

La proximité des élections législatives ne semble pas devoir modifier ce « bon ton rennais ». Tous l'affirment : « On ne joue pas électoralement avec ce genre de choses. » Pourtant, la circonscription de M. Hervé, qui couvre une partie de la ville de Rennes et quelques cantons plus ruraux au nord, est particulièrement convoitée.

Face à lui, le maire de Rennes
retrouve M. Yves Cochet, un des
porte-parole des Verts sur le plan
national, conseiller municipal de
Lorient. Fils du fondateur du MRG
à Lorient, il est lui-même un
vrai notoriété dans la partie
urbaine de la circonscription. Avec
14 % des voix aux élections muni-
cipales de 1989, il avait failli pla-
cer les Verts à la tête de la ville.
Les deux hommes, le cochant le pas
ne passe pas. M. Cochet est aussi
secrétaire, habileur (un pen), que
M. Hervé est acide et sévère. L'un
des Verts n'hésite d'ailleurs pas à
qualifier M. Cochet de « grand
maître grandiloquent » du maire.
« Nos rapports sont tendus, mais
corrects », constate M. Cochet. Notre
journaliste réciproque nous empêche
de nouer des relations suffisamment
serrées pour discuter de l'avenir
de la ville.

en dépit du so-

avec lequel M. Pierre Méhaignerie, député d'Ille-et-Vilaine, président du conseil général et dirigeant national du CDS, veille sur le flanc démocrate-chrétien, l'union n'a pu se faire. Des trois candidats en lice au départ, MM. Jean-Pierre Dagnon (UDF), Yves Pottier (RPR) et Yvon Jacq, personnellement soutenu par M. Jacques Chirac, il en reste deux aujourd'hui. M. Dagnon ayant finalement accepté de se présenter dans l'autre circonscription rennaise, celle de I. Jean-Michel Boucheron (PS), président de la commission de la défense de l'Assemblée nationale.

Au profil très local, mais bico
 implanté, de M. Potier, le RPR a
 préféré l'image de chef d'entreprise
 performant de M. Jacob, PDG du
 groupe Legris industries. D'autant
 que celui-ci avait opportunément
 fait s'attirer l'attention reconnaissable
 de M. Chirac en devenant le principal
 sponsor du bateau *Ville-de-
 Paris*, qui concourait pour la
 coupe d'Europe à l'ancra en 1991. Mais
 le désigné officiel de la
 droite, Jacob, conseiller régional et
 conseiller municipal de Rennes, n'a
 pas du tout été du goût de M. Poé-
 tier, qui maintient sa candidature
 indépendante et vient de démissionner
 de ses fonctions de secrétaire
 départemental du RPR.

Pour l'opposition, l'enjeu de ces
législatives est de taille, car l'adver-
saire de M. Hervé en mars 1993
sera, selon toute probabilité, celui-
ci, demain, l'affrontera pour les
municipales. Réélu confortable-
ment en 1988 avec 55,51 % des
voix et reconduit dès le premier
tour aux élections municipales de
1989, le maire de Rennes apparaît
cette fois plus fragilisé.

Au reflux national annoncé des députés socialistes est venue s'ajouter une polémique locale passionnée à propos du métro VAL pour la ville de Rennes, dont le choix a été entre autres, celui de la commune de Saint-Jacques, puis des vingt-neuf communes qui la bordent. Rejeté le 11 et 15 janvier dernier, le district de l'opposition, qui dénonce son déséquilibre disproportionné pour les communes de la ville de 100 000 habitants, ce projet pour le bien être l'un des principaux thèmes du débat électoral. On ira sur la « folie financière » de Hervé, ou nulle sa « mégamanoie » à l'heure de la campagne, affirme qu'il va condamner, sur de nombreuses années la vacuité d'investissement de la ville, ou encore l'évaluation budgétaire défectueuse par le maire... On ne faut pas que cela soit une affaire ordinaire contre un député radicaliste ordinaire.

PASCALLE ROBERT-DIARD

■ M. Cambadélis et M. Lalonde présentent contre la droite. — Jean-Christophe Cambadélis, député (PS) sortant et candidat à la députation arrosaise, élu député de Paris, a déclaré, vendredi 14 janvier, que la décision de Brice Lalonde de se présenter à la première circonscription de la capitale est un événement politique et une déviation idéologique contre M. Jacques Chirac, puisqu'il a choisi une circonscription tenue par la majorité « gauchiste » (le député sortant est Jacques Dominati, le candidat de la droite est Jean-Pierre Lecoq). Ce choix signifie, selon Cambadélis, que le président de la Commission-Ecologie « trahit le centre gauche-droite par l'implicite de sa présentation contre la droite ».

A la veille du « comité de suivi » des accords de Matignon

Conformément au plan, rapport rédigé par une commission

rieur établi en cours de l'été 1988, lors de la signature des accords de Mistinguon sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, un « comité de suivi » s'unit à Paris, du 2 au 4 février, les représentants de l'Etat, du RPCR et du FLNKS pour dresser un bilan de la politique conduite sur le territoire, cinq ans avant le référendum d'autodétermination prévu en 1998. L'île d'Ouvéa, à une prise d'otages par un commando du FLNKS aboutit à la mort, le 5 mai 1988, de dix-neuf Indépendantistes et de deux militaires, se remet lentement de ces événements sanglants.

ILE D'OUVÉA

de notre envoyé spécial

Le perruche d'Ouvéa va-t-elle disparaître ? Cet oiseau emblématique de l'île, que les encyclopédies ont répertorié sous le nom de *nymphique cornue*, va disparaître des cocoteraies du district de Saint-Joseph pour aller angrillager chez des collectionneurs ? Depuis que des jeunes d'Ouvéa se livrent à ce trafic rémunérateur, l'inquiétude andit.

Autre espèce endémique, le nabis n'est certainement pas en voie d'extinction. Les plants ont plutôt tendance à proliférer dans les jardins, en bord de route, le long des champs gommés, partout. Les autorités s'en émeuvent mais le nabis n'a pu être éradiqué. Il est consommé localement, comme « herbe » est discrètement vendue à Nouméa, où elle fait l'objet de délicats des globe-trotters ou de jeunes gens de bonne famille.

Le commerce a rapporté des sommes bien plus coquettes à l'élevage de porcs ou à la trachéa. A Ouvéa, le « développement » relève encore du rêve. Au lendemain des accords de Matignon, la distribution d'emplois de type TUC est résumée à un errassement ancien dont les débits de crédit et leurs fournisseurs de fumée ont généralement été limités. A l'extrême sud de l'île, il y a un décor enchanteur de blanc et de mer cristalline, projet de gîte touristique du Méditerranée d'avortir. Des traditions coutumières l'ont para-

...se passe-t-il donc à Paris ? Certes, la fréquence des saccages d'écoles et de dispensaires est en train de diminuer. Certes, des écoles nouvelles ou des dispensaires ont été construits ou restaurés. Mais le temps, les blessures causées par la guerre, le manque de l'enseignement à l'antenne de la province des années 1914-1918, traumatisés par les événements sanglants de 1939-1945, le manque de l'enseignement, l'empressement des médecins et des infirmières métropolitaines à quitter leur pays, traduit la persistance d'un état de...

ée a été dressé dans un

rapport rédigé par une «mission du dialogue», composée de responsables politiques, autunniers et religieux. Le document évoque «les *allégances tribales* qui s'estompent», la «*perte d'autorité de certains chefs*», l'«oisiveté» d'une jeunesse qui se sent «*exigrie, frustrée, en total désarroi*». «La société *autunnienne est malade de désunion*», conclut le rapport après avoir inventorié les *lreures* autunniers, politiques ou religieuses qui déchirent le tissu social insulaire.

...ela s'ajoute une m...

diffuse à l'endroit des accords de Matignon, an dépit du lent travail de pédagogie auquel se livrent les partisans de l'Union caldonienne (CNC), la composition majoritaire du SI, l'institution communale peut travailler dans de bonnes conditions, l'institution provinciale, elle, se heurte à une multitude de traverseries. Son sché original est d'être un produit des accords de Matignon. Un jour, les vitres du bâtiment sont brisées. Un autre, le temple protestant de Wadrala, rasuré par ses soins, sera bédouiné de slogans hostiles.

C'est la tribu de Gossannah, incluse dans l'extrême-nord, qui entretenait cette hostilité latente. Le feu de feu Djubelly Wés, l'assassin de Jean-Marie Tjibou, la tribu effiehe fièrement sa volonté de rester en merge. Les accords de Matignon n'ont tout qu'à poluer le monde nak avec l'argent », explique Wés, un des frères de Djubelly, dont le sépulchre de quillages marque l'entrée du village.

ici, on ne paye pas les factures d'électricité, on a décrété le sport était « l'opium du peuple » et on a banni partis politiques et églises. *ell y a des choses qui divisent les nakas : la politique et la religion ; seule la coutume nous mettra de tous nous rassembler*, dit Aizik, un eure membre du clan W66. Cette quête ressourcement se traduit par réhabilitation de la médecine traditionnelle au détriment de la médecine européenne. On se dit ainsi convaincu que certaines plantes permettent de guérir cancers et le sida.

En fait, la redécouverte de la fortune n'est pas propre aux « réduçibles » de Ganssarnah. Meko et Takedji, des clans voisins affiliés à l'Union calédonienne, qui avaient quitté leurs affaires pour des motifs politiques, sont en train d'emprunter les chemins coutumiers pour réintégrer. Au seuil de la jeunesse, Ouvrée se prend de passion pour l'occuminisme coutumier. Comme s'il e'agissait d'un réflexe de survie.

FRÉDÉRIC BOBIN

L'installation de l'Académie universelle des cultures

M. François Mitterrand, en instal- sont confrontés les sociétés moderne

l'un, vendredi 29 janvier au palais du Louvre, l'Académie universelle des Lettres, du 30 janvier au 1^{er} février (le *Mémoire* du 30 janvier), elle déclara : « un méprisage de culture » et *Wacziargue*, au lieu de se mépriser, les cultures se combattent, leur affrontement s'achève le plus souvent par leur commune défaite », et déclarait le chef de la délégation française, *André Malraux*, « le vide, la fuite dans les reconquêtes factices, celle de la démagogie ou des exaltations de la haine, c'est le triomphe de la tribu sur la nation... » et *Quel pays peut dire aujourd'hui qu'il n'est pas préservé ?*, a demandé le président de l'Académie, *André Malraux* : pas ou nom de l'identité que tentent de se justifier les pires nationalismes ? N'est-ce pas l'identité culturelle que le racisme et la xénophobie opposent aux difficultés de l'intégration ?

Assurant que « les pères » auxquels

ont « une dimension culturelle plus profonde que jamais », M. Mitterrand s'est souvenu un réhabilitation de « l'éducation civique », déclarant : « Dans la plupart de nos pays, la loi pénale, pénétrée des principes de la Déclaration des droits de l'homme, proclame la présomption d'innocence, nous nous imposent le secret de l'instruction, l'indépendance des tribunaux, notre morale affirme le droit de chacun au respect de son honneur et de sa vie privée. Je vous demande ce qu'il en est en vérité. Nourrie par les médias et les sondages, l'opinion publique exige et tranche. Le désir de châtier l'emporte sur l'esprit d'équité. »

Le chef de l'Etat a enfin évoqué « la tragédie du chômage » et sa dimension culturelle, en appelant à un partage du travail.

SOCIÉTÉ

Pour obtenir une meilleure application de la loi Veil

Des centres d'interruption volontaire de grossesse demandent de nouveaux statuts

Les difficultés que rencontrent les femmes pour avorter restent nombreuses. Réunie samedi 30 janvier à la faculté de médecine de Cochin, à Paris, avec le Mouvement français pour le planning familial (MFPF) et l'ANCIC (Association nationale des centres d'interruption volontaire de grossesse et de contraception), les médecins du centre d'interruption volontaire de grossesse (CIVG) de l'hôpital Louis-Mourier à Colombes (Hauts-de-Seine), en grève depuis le 4 novembre dernier (le Monde du 24 novembre 1992), ont réclamé de nouveaux statuts pour les centres, en vue de favoriser une meilleure application de la loi Veil.

Enceinte de huit semaines, cette femme a des sanglots dans la voix. Elle n'a pu obtenir un rendez-vous à l'hôpital Beaujon, à Paris, où elle souhaitait avorter. Elle ignorait que, faute de moyens suffisants, le centre refuse les avortements après huit semaines de grossesse (la loi autorise un tel acte jusqu'à dix semaines). Autres villes, autres problèmes. A Toulouse, ce n'est un secret pour personne que s'il existe un centre d'interruption volontaire de grossesse à l'hôpital parce que la loi en fait obligation, tout concourt à ce que les femmes se retournent vers le privé : délais d'attente, nombre de semaines de grossesse extrêmement limité... Et dans le milieu médical, on raconte que les femmes enceintes qui ont obtenu une IVG n'ont pas intérêt à se représenter une seconde fois. A Béziers, les femmes sont reçues par une équipe compétente. Mais, bien qu'il pratique annuellement 500 IVG et 3 000 consultations gynécologiques, le centre d'IVG et de contraception de l'hôpital, après dix-sept ans d'existence, n'est toujours qu'un local préfabriqué exigü dont les cloisons trop minces interdisent toute conversation privée.

Les exemples cités, tant par le planning familial (MFPF) et l'Association nationale des centres d'IVG (ANCIC) que par les médecins du centre de l'hôpital Louis-Mourier à Colombes, dans leur diversité ne laissent guère de doute. Dix-huit ans après son vote au Parlement, la loi Veil a toujours du mal à être appliquée, et pour une femme qui désire se faire avorter, trouver un établissement hospitalier relève de la course d'obstacles.

En région parisienne, l'insuffisance du public trouve sa compensation dans un privé prospère (un tiers des IVG se font dans le secteur public et deux tiers dans le privé). En province, les situations varient d'un département à l'autre. Dans certaines, Grenoble ou Vienne (Isère) par exemple, tout le monde semble satisfait. Mais à Béthune (Pas-de-Calais), un médecin pare, tout seul, au refus pressé. A son grand regret, il n'a guère de temps pour parler et donner des informations sur les méthodes contraceptives aux femmes, qui en ont pourtant souvent grand besoin. Et encore, les habitants d'Obernai (Bas-Rhin), eux, n'ont même plus de centre. Ils doivent aller dans une autre ville ou bien dans une clinique.

Les vilains petits canards de l'hôpital

Quand le privé prend le relais du public défaillant, c'est pour le meilleur et pour le pire. Le meilleur arrive lorsque les cliniques qui, selon la loi, ne peuvent pas dépasser un certain nombre d'IVG (moins de 25 % des accouchements et actes chirurgicaux), déclarent les avortements sous une autre nomenclature et sans profiter financièrement de la situation. Le pire appartient aux moins scrupuleux qui, jouant d'une offre et d'une demande en leur faveur, adaptent leurs prix. Pour compléter le tableau, il faut aussi se souvenir qu'il arrive encore que des femmes ne puissent avorter dans les délais prévus par la loi. Plus de trois mille d'entre elles gagnent chaque année l'Angleterre ou la Hollande.

Cette situation malsaine a été plusieurs fois dénoncée, par le MFPF ou par l'ANCIC. Sans grand succès. La décentralisation a fait éclater les responsabilités et obligé les hôpitaux à repenser leur gestion en termes d'économies. Les difficultés des CIVG, qui ont toujours fait figure de vilains petits canards dans l'hôpital et dont les activités n'ont jamais été considérées

comme valorisantes, s'en sont trouvées accentuées. La crise fait apparaître au grand jour l'ambiguïté et la fragilité de leurs statuts. Ambiguïté, car les centres sont, la plupart du temps, rattachés administrativement aux services de maternité, et cette union bénéficie rarement aux CIVG. Fragilité, car les médecins qui y exercent n'étant que vacataires ne peuvent plaider directement pour leur centre lors des affectations du personnel et des choix budgétaires.

L'histoire de la création de ces centres apporte une explication à leur situation actuelle. Heureux d'avoir obtenu, après un long combat, la libéralisation de l'avortement, les médecins militants ont cru que tout était gagné et n'ont pas veillé aux conditions d'ouverture des centres. Ils ont accepté des locaux pas toujours adaptés et ont fermé les yeux sur leur statut de vacataires... Beaucoup pensaient que la profonde hostilité manifestée par une grande partie des obstétriciens-gynécologues s'émousserait avec le temps. Que la raison l'emporterait et, que l'avortement étant autorisé, le corps médical attaché au service public aurait à cœur d'offrir le meilleur service possible aux femmes en détresse. Ils croyaient que ces médecins, désirant voir le nombre d'IVG toujours diminuer, accorderaient l'importance à l'information sur la planification des naissances et les méthodes contraceptives. Dans le meilleur des cas, les médecins hostiles à l'avortement s'en tiennent au statu quo. Et c'est ainsi que les CIVG se développent suivant la bonne ou la mauvaise volonté de l'administration et du corps médical. Mais toujours marginalement. De façon presque honteuse et non comme un service indispensable à la santé publique, à la vie des femmes. Car après tout, c'est bien pour éviter les accidents, parfois mortels, provoqués par les avortements clandestins que les parlementaires acceptèrent de voter la loi Veil.

Au CIVG de Louis-Mourier, la remise en cause constante des



postes de vacataires et le refus de reconnaître le travail accompli en matière de contraception et de prévention contre les maladies sexuellement transmissibles ont mis le feu aux poudres. Depuis le 4 novembre, l'équipe est en grève. Mais, contrairement à ce qu'espéraient la direction de l'hôpital et l'Assistance publique, le « prêt » pour un an, par Louis-Mourier, des vacations supprimées n'a pas remis les grévistes au travail. Cela fait deux fois qu'ils connaissent ce genre d'incident et ils ne veulent pas que cela leur arrive à nouveau l'an prochain. Cette fois, ils font un bilan et réalisent que leur statut ne leur apporte rien. Leur rattachement à un service de maternité ne leur permet même pas d'utiliser ses équipements tels que les laboratoires, par exemple. Aussi réclament-ils aujourd'hui l'autonomie de leur centre avec la création de postes de médecins hospitaliers, un renforcement des activités de prévention et de dépistage des MST, une réelle possibilité d'informer les femmes, et une contribution à la

recherche sur la stérilité. Samedi 30 janvier, ils espéraient faire contribuer à leurs réflexions, d'autres centres. Le MFPF et l'ANCIC estiment eux aussi qu'il est temps de donner aux centres d'interruption volontaire de grossesse du service public les moyens d'exister complètement.

Le ministère de la santé reconnaît que le système actuel est loin d'être parfait. Il souligne qu'il vient de publier une brochure rappelant aux médecins que l'avortement peut se faire autrement que par anesthésie générale, méthode coûteuse et plus dangereuse que les méthodes par anesthésie locale. Mais surtout, il vient de former une commission réunissant des praticiens et des administratifs chargée d'étudier comment améliorer le fonctionnement des CIVG. Les médecins de Louis-Mourier, qui ont longtemps réfléchi sur la question, n'ont pas été reçus. Ils espèrent encore.

CHRISTIANE CHOMBEAU

Selon les statistiques du ministère de l'intégration

Plus de 120 000 étrangers se sont installés en France en 1991

La population étrangère vivant en France connaît une relative stabilité, puisque l'installation de 123 000 personnes en 1991 a été compensée par les départs (40 000 environ) et les acquisitions de la nationalité (95 000). Ces chiffres, publiés vendredi 29 janvier par la direction de la population et des migrations (DPM) du ministère des affaires sociales et de l'intégration, précisent ceux récemment publiés par le Haut Conseil à l'intégration (le Monde du 17 décembre 1992).

Les controverses, parfois curieuses, à propos des « chiffres de l'immigration » ont en au moins le mérite de conduire l'administration à clarifier sa présentation de ces statistiques. Le Haut Conseil à l'intégration (HCI), créé en 1989, a donné l'exemple. Le rapport annuel de la direction des populations et des migrations a profité du mot d'ordre de transparence (1). Le document, qui totalise avec méticulosité les innombrables statuts d'étrangers, établit que 123 413 étrangers ont définitivement immigré en France en 1991, soit 8 000 de plus que l'année précédente (+ 6,6 %). A ces entrées définitives s'ajoutent l'immigration temporaire qui concerne principalement les étudiants (22 468 en 1991) et les demandeurs d'asile (47 380), qui sont censés repartir. On compte enfin quelque 34 000 saisonniers, dont 18 000 vendangeurs.

40 000 sorties par an

Ces chiffres rappellent qu'un pays comme la France vit aussi par son ouverture sur le monde. Ils traduisent en réalité des tendances diverses : un accroissement relativement fort des arrivées de travailleurs non européens (18 000 au lieu de 14 600 en 1990), surtout africains et asiatiques, de réfugiés politiques et d'étudiants, mais une diminution du regroupement familial et des demandes d'asile. (47 000 contre 55 000 en 1990, tendance confirmée par les chiffres de 1992, inférieurs à

30 000). On oublie souvent que les flux d'immigration comportent, aussi des sorties du territoire. A l'exception des expulsions et des formules de retour aidé par l'Etat, statistiquement marginales, elles sont mal connues en France qui, à l'inverse de l'Allemagne, ne dispose pas de registres communaux d'entrées et de sorties des étrangers. La DPM évalue le nombre des sorties volontaires à environ 40 000 chaque année, soit une forte diminution par rapport au début des années 80, où on les estimait à 70 000 par an.

Avec plus de 120 000 entrées et quelque 40 000 sorties, le solde migratoire s'établit autour de 80 000 personnes. Mais il faut encore tenir compte de deux autres flux : d'une part, les naissances et décès d'étrangers en France, et d'autre part, les acquisitions de la nationalité française qui correspondent à des « sorties juridiques ».

Si la statistique des décès d'étrangers est connue avec précision (environ 20 000 par an), celle des naissances d'étrangers, estimée à 45 000, est incertaine en raison de la complexité du code de la nationalité. Le solde des naissances d'étrangers sur les décès est donc proche de 25 000.

Quant aux acquisitions de nationalité, elles ont concerné 95 000 personnes en 1991, nombre le plus élevé depuis la dernière réforme du code de la nationalité, en 1973. Près de la moitié de ces nouveaux Français sont originaires d'Afrique (33,7 % de Maghreb, 13,2 % d'Afrique noire), et 27 % d'Europe, dont 20 % d'un pays de la CEE. L'augmentation des acquisitions de nationalité française s'explique par l'envol des naturalisations (+ 11,3 % entre 1990 et 1991) et par la forte augmentation des déclarations de nationalité concernant des enfants mineurs nés en France de parents étrangers. Ces derniers associent de plus en plus nationalité, intégration et sécurité pour leurs enfants, dont ils font des Français aussitôt que possible.

PHILIPPE-BERNARD

(1) Aspects de l'immigration et de la présence étrangère en France 1991-1992, par André Leboucq. A paraître en février à la Documentation française.

ENVIRONNEMENT

Malgré un jugement du tribunal administratif

M. Michel Barnier refuse un projet de ligne à très haute tension en Savoie

Dans un jugement rendu le 28 janvier, le tribunal administratif de Grenoble a débouté trente-sept communes et associations locales hostiles à la construction d'une ligne de 95 kilomètres à très haute tension de 400 000 volts, entre la France et l'Italie, par la vallée de la Maurienne (Savoie). Les opposants, parmi lesquels M. Michel Barnier, député (RPR) et président du conseil général de la Savoie, envisagent de nouvelles formes d'action.

LYON

de notre bureau régional

Entre EDF et M. Barnier, rien ne va plus. La société nationale avait pourtant multiplié les présentations pour tenter, dès le départ, de lever les oppositions des communes et des associations de protection de la nature. Pour son projet évalué à 700 millions de francs, elle avait prévu de consacrer 170 millions à des mesures d'insertion dans le paysage, en proposant de démonter une partie du réseau déjà existant dans les alpages de la Haute-Maurienne que la nouvelle liaison, entre Montmélan et Picois, doit traverser à la hauteur du col du Petit-Mont-Coin.

Malgré ces compensations, jugées considérables par EDF, le front du refus n'a fait que s'amplifier, renforcé par l'hostilité grandissante de M. Barnier. Avec les écologistes, ce dernier conteste essentiellement « l'utilité publique » de cette liaison. « EDF doit cesser sa politique productiviste d'exportation pour se consacrer à la satisfaction des besoins nationaux », indique-t-il, en réclamaient, un débat national sur la politique énergétique.

Cette connexion des réseaux français et italiens doit permettre de « renforcer les échanges européens et améliorer la sécurité des approvisionnements », estime pour sa part EDF. Cet argument, justifiant « l'intérêt général » de l'ouvrage, a été

repris par le tribunal administratif de Grenoble pour valider la déclaration d'utilité publique, signée par le préfet de la Savoie le 18 juillet 1991. Mais les opposants ne sont toujours pas réchus à accepter que cette jonction justifie de nouveaux investissements dans l'électrocinétique pour approvisionner des pays qui, comme l'Italie, ont refusé ce choix.

Pour M. André Billardon, ministre de l'énergie, a confié une mission d'expertise et de concertation à un préfet, M. Claudius Brusse. Il rend, son rapport le 15 avril, deux semaines après les législatives. Ici là, aucun permis de construire ne devrait être signé.

MICHEL DELBERGHE

Trébeurden veut achever son port

SAINT-BRIEUC

de notre correspondant

La commune de Trébeurden (Côte-d'Armor) a décidé d'achever à son compte les travaux de mise en eau profonde de son port, qui avaient été interrompus au terme d'une longue bataille judiciaire entre la commune et les opposants au projet (le Monde daté 8-9 mars 1992). Forte d'une décision du tribunal administratif de Rennes (le Monde du 3 avril 1992), la commune va devenir maître d'œuvre des travaux de finition. Elle vient de lancer un appel d'offres pour remplacer l'entreprise Campenon-Bernard, qui a jeté l'éponge.

Le coût de l'opération est de 2,5 millions de francs. Le maire (apparenté PS) de Trébeurden, M. Alain Guennec, qui souhaite que le port soit opérationnel dès l'été 1993, a affirmé devant le conseil municipal qu'une partie des indemnités gagnées lors du procès de l'Amoco-Cadix servirait à financer le chantier. Il a assuré, d'autre part, qu'un entrepreneur s'était fait connaître pour l'exploitation du port.

P. Le N.

Pour faire face à un vieillissement prématuré de ses centrales nucléaires

EDF va remplacer, dans un premier temps, treize couvercles fissurés de réacteur

EDF va commander « une demi-douzaine de couvercles de réacteur dans les semaines qui viennent », a annoncé, vendredi 29 janvier, M. Pierre-Yves Tanguy, inspecteur général pour la sûreté nucléaire à EDF. Ils viendront compléter le stock de sept autres (six pour les réacteurs de 900 mégawatts, un pour ceux de 1 300 mégawatts) déjà échotés pour remplacer ceux sur lesquels des fissures ont été détectées dans plusieurs centrales nucléaires. Ces nouvelles acquisitions permettront à EDF de faire face, dans un premier temps, à cette « maladie » générique qui atteint le parc électronucléaire

français avec une fréquence supérieure aux premières prévisions (le Monde du 27 janvier).

« Rendu possible par la standardisation de nos installations, ce système de couvercles badeleurs nous permet de remplacer immédiatement les pièces défectueuses », et donc de limiter au maximum l'arrêt des centrales concernées, a expliqué M. Tanguy. Les techniciens auront alors quelques mois de répit pour déterminer si les fissures peuvent être réparées, ou s'il convient de changer tous les couvercles touchés. Même si « la solution à privilégier est probablement le remplacement », aucune décision n'est prise pour l'instant. « Nous nous sommes engagés à définir notre politique à ce sujet pour la fin de l'année », a précisé M. Tanguy.

Le traitement de ce problème sera « coûteux, notamment en perte de disponibilité ». Un couvercle vaut de « 30 à 50 millions de francs », et 500 millions de francs ont déjà été dépensés en 1992 pour les contrôles et les systèmes de détection de fuites. Mais, a souligné M. Tanguy, ces chiffres doivent être comparés aux 10 milliards de francs qu'EDF dépense chaque année pour l'entretien de ses centrales.

Bilan de sûreté « positif » pour 1992

L'inspecteur général pour la sûreté, qui présentait son rapport annuel, n'en a pas moins estimé que 1992 s'était présenté « sous un éclairage nettement positif ». Comme l'année précédente, les incidents les plus graves n'ont pas dépassé le niveau 2 sur l'échelle de gravité (qui en compte 6). Le bilan est de trois incidents de niveau 2 (un en 1991), et 103 de niveau 1 (102 en 1991).

La disponibilité — le temps de fonctionnement — des centrales a atteint 72 % pour les 34 tranches de 900 mégawatts, et 70 % pour les 18 tranches de 1 300 mégawatts.

Un recul par rapport à l'année précédente (72,5 % et 71 %), dû à l'accroissement de la durée des arrêts annuels, en particulier pour des contrôles de sûreté et des réparations, notamment sur les couvercles de cuve. Le remplacement des mêmes couvercles a entraîné une hausse de la « dose moyenne » reçue par les travailleurs : 2,6 hommes-sieverts, contre 2,7 en 1991. Ces chiffres devraient cependant baisser rapidement, grâce à l'utilisation, désormais systématique, de robots dont le mise au point fut plus longue que prévu.

M. Tanguy s'est félicité de « l'amélioration de la qualité des travaux de maintenance » et d'une « adhésion croissante » du personnel à la « culture de sûreté ». Son rapport n'en rappelle pas moins deux incidents dus à des défaillances humaines. Un agent a été licencié pour avoir arrêté par maladresse trois des quatre tranches de la centrale de Paluel (Seine-Maritime) (le Monde daté 18-19 octobre 1992). En mai dernier, une entreprise sous-traitante a fourni des documents falsifiés pour éviter d'avoir à vérifier toutes les soudures qu'elle avait réalisées dans la centrale de Dampierre (Loiret).

JEAN-PAUL DUFOUR

Le SNETAP (enseignement agricole) quitte la FEN. — Le Syndicat national de l'enseignement technique agricole public (SNETAP) a décidé, vendredi 29 janvier, de quitter la Fédération de l'éducation nationale (FEN) et de se joindre à d'autres organisations « pour la construction d'un nouveau fédéralisme ». Le SNETAP (3 300 adhérents), majoritaire dans son secteur, est le quatrième syndicat à sortir de la FEN depuis le début de la crise au sein de la centrale enseignante.

M. Jean le tribunal

SPORTS TENNIS

La presse

هكذا من الأهل

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Le meurtre d'une fillette devant la cour d'assises de la Moselle

Les dessins de Christian Giacchetto

En dépit de nombreux incidents, les experts psychiatres ont expliqué, vendredi 29 janvier, à la cour d'assises de la Moselle, que Christian Giacchetto - accusé d'avoir violé et tué une fillette à Metz le 25 février 1989 - n'était pas un malade mental, mais seulement un « débile ».

METZ

de notre envoyé spécial

Christian Giacchetto regarde la salle avec des yeux ronds. Manifestement, il ne comprend pas ce qui se passe. Certes, un psychiatre le désigne comme « un débile moyen » mais, dans le public, nombreux sont ceux qui effleurent le même regard sidéré. Entre le langage des experts et le comportement de la justice, l'aveuglement ne se situe pas entre l'une ou l'autre des disciplines, mais bien au milieu d'une logique. Depuis le début des débats, vendredi 29 janvier, l'audience ne cesse d'être interrompue par des incidents... Reprises, nouvelles suppositions, enchevêtrement, et les rares moments où le procès semble se poursuivre normalement sont remplis par le discours hermétique

des experts psychiatres que la présidence s'efforce de faire traduire en langage clair. Les suspensions résultent principalement de l'absence des avocats de la défense, qui exigent régulièrement que tel ou tel propos soit inscrit au procès-verbal. Convoqués que leur client ne passe pas le minimum de facultés mentales nécessaires pour se défendre dans un procès criminel et que ses aveux ne sont que la conséquence de pressions policières sur un homme particulièrement fragile et influencable, les avocats font natter tous les éléments susceptibles de leur être utiles devant la Cour de cassation au Caur européenne. L'absence de suspensions à chaque incident.

« Un anormal mental »

Les défenseurs ont notamment obtenu qu'il leur soit donné acte qu'un expert hématalogique avait découvert en 1989 que Giacchetto était porteur d'anticorps de la syphilis. Or, selon l'enquête rapide menée par l'avocat général, le médecin de la prison n'était pas informé, et Giacchetto n'a donc pas été soigné. « Cela

ne constitue pas une urgence... », précise l'expert, qui n'a pas demandé un traitement. Dans la mesure où sa seule mission était de pratiquer une analyse de sang et d'en communiquer les résultats au juge d'instruction. Toutefois, il admet qu'il n'est pas prudent de prescrire des soins, en ajoutant benoîtement : « Logiquement, on devrait le faire. » En tout cas, selon les experts, Giacchetto ne présente pas les symptômes d'une épilepsie nerveuse.

Cheque spécialiste a son appréciation sur les capacités de Giacchetto. Le médecin légiste parle de « débilité » ou de « problème de développement intellectuel ». En rappelant qu'il n'a commencé à marcher et à parler qu'à l'âge de sept ans. Toutefois, il affirme avoir « constaté » pendant une demi-heure avec Giacchetto, à la prison. Un verbe qui laisse rêver, même si la présidence parvient à nouer de courts dialogues avec l'accusé. Pour le docteur Jacques Leyris, ce n'est pas « un malade mental », mais sûrement « un anormal mental ». Aux yeux du docteur Raymond, il s'agit d'un sujet « incontestablement débile », mais il précise : « Non, au plan clinique, ne paraît

relayer d'une pathologie mentale avérée. » Le docteur Bonstein la considère comme « vulnérable et impressionnable », mais, comme son confrère, il imagine mal qu'il ait pu faire de faux aveux sous la pression.

D'ailleurs Giacchetto a fait des dessins aux policiers. Si les traits sont naïfs, ils représentent en particulier divers objets vides dans les véhicules en stationnement juste avant que la petite Christelle soit enlevée de la voiture où sa mère l'avait laissée pour quelques instants. Plus clairs que les propos de Giacchetto, ces dessins constituant, par leur relative précision, une lourde charge. Dans son langage, il explique : « C'est parce que les filles, ils m'ont fait faire des dessins, tellement, ils m'ont avoué (sic), ils m'ont donné des coups. » C'est aussi l'opinion de la défense, qui attend la déposition des policiers, prévue le lendemain, pour leur demander si Giacchetto a réellement fait ces dessins de sa propre initiative. Pour l'heure, Giacchetto s'ennuie et jure de se venger si on continue à l'accuser.

MAURICE PEYROT

Ancien maire socialiste d'Angoulême

M. Jean-Michel Boucheron est renvoyé devant le tribunal correctionnel par la cour d'appel de Paris

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, présidée par M. Guy Joly, a délivré, vendredi 29 janvier, un mandat d'arrêt contre M. Jean-Michel Boucheron, député non inscrit de la Charente, ancien maire (PS) d'Angoulême, actuellement en fuite en Argentine. Elle a également renvoyé M. Boucheron devant le tribunal correctionnel pour « faux, usage et recel de faux en écritures de commerce, trafic d'influence et ingérence », ce qui lui fait encourir dix ans d'emprisonnement.

Le 20 décembre 1992, l'Assemblée nationale avait voté une deuxième fois le levé de l'immunité parlementaire du député de la Charente, « aux fins de délivrance d'un mandat d'arrêt », à la demande du garde des sceaux, au nom du procureur général près la cour d'appel de Paris. M. Boucheron, qui a ouvert un restaurant à Buenos-Aires, a été inculpé le 22 février 1991, mais

ne s'est pas présenté à la dernière convocation de M. Joly, le 9 décembre 1992. Il est soupçonné d'avoir reçu 746.000 francs de bureaux d'études qui servaient d'intermédiaires entre des entrepreneurs de travaux publics, désireux d'obtenir des marchés, et la ville du syndicat intercommunal du Grand Angoulême.

Non-lieu aux quatorze autres inculpés

Liés au Parti socialiste, ces bureaux d'études - la SCCA (Société de coordination, de commerce et d'assistance) et la SEPC (Société d'étude, de pilotage et de coordination) - étaient dirigés de fait par M. Michel Gabaudet, qui est également renvoyé devant le tribunal correctionnel pour « faux, usage et recel de faux en écritures de commerce, trafic d'influence et complicité d'ingérence ».

Le réquisitoire de M. Bruno Barral, substitut du procureur général près la cour d'appel de Paris, souligne « les relations permanentes d'intérêt qui unissent Jean-Michel Boucheron et Michel Gabaudet », ainsi qu'il « les pratiques avouées de celui-ci d'être le favori de celui-là ».

De juillet 1986 à mars 1987, M. Boucheron fut salarié de la SEPC. Le réquisitoire précise également que M. Baucheran, « membre de longue date du Parti socialiste et maire d'Angoulême depuis 1976, exerçait une influence importante sur l'activité départementale de ce parti quant à ses ressources et à ses dépenses », en particulier lors des campagnes électorales - mais laissait à Michel Gabaudet le soin de « conseiller utilement les candidats à un marché ». En créant et en animant la structure SCCA, ajoute le procureur, leur inten-

tion avouée était de joindre ces deux activités et de collecter des fonds par le système, désormais connu, de la fausse facturation qui permettait d'obtenir d'entreprises soumissionnaires le versement à leur profit d'un supplément de prix.

La chambre d'accusation a en revanche accordé un non-lieu aux quatorze autres inculpés, pour insuffisance de charges ou au titre de l'amnistie des délits liés au financement direct ou indirect des campagnes électorales ou des partis politiques, contenue dans les lois du 20 juillet 1988 et du 15 janvier 1990.

Permis eux, MM. Pierre Domani, animateur des bureaux d'études SCCA et SEPC, René Espérguère, gérant de la SEPC, Alain Hernandez, gérant de la SCCA, et M. Pascale de Verga, gérante d'une société qui aurait versé de l'argent à la SCCA.

L'assassinat d'un garde-chasse en 1946

La Commission de révision rendra le 5 mars sa décision dans l'affaire Mis et Thiennot

Après trois heures d'audience à huis clos, la commission de révision des condamnations pénales, qui examinait, vendredi 29 janvier, la nouvelle requête en révision de Raymond Mis et Gabriel Thiennot, a mis sa décision en délibéré au 5 mars prochain. Accusés d'avoir tué un garde-chasse, le 29 décembre 1946, à Mazières-en-Brionne (Indre), Mis et Thiennot avaient été condamnés à trois reprises avant d'être graciés, en octobre 1954, par la président René Coty.

Si la commission, présidée par M. Pierre Guerdier et composée de cinq magistrats de la Cour de cassation, décide que les éléments nouveaux apportés par les avocats de Mis et Thiennot, condamnés à quinze ans de réclusion criminelle, sont suffisants, elle saisira la chambre criminelle de la Cour de cassation, qui jugera l'affaire. Si elle estime, comme le lui a demandé l'avocat général François Rabut, que ces éléments sont insuffisants, l'affaire sera définitivement classée.

A leur sortie de l'audience, Mis et Thiennot, qui étaient accompagnés de quelques membres de leur comité de soutien, ont peu parlé. « J'ai encore confiance, on s'est exprimé, je pense qu'on a été écouté », a déclaré Raymond Mis. « Je venais d'arriver dans le pays, j'ai dit que je ne savais pas pourquoi les gens m'en voulaient tant », a ajouté Gabriel Thiennot. Tous deux étaient assistés de M. Arnaud Lyoo-Caen, Frédéric Thiriet et Jean-Paul Thibault.

Mis et Thiennot, qui sont

Eléments inconnus au jour du procès

La commission de révision a été créée par la loi du 23 juin 1989. Avant cette date, les requêtes en révision étaient soumises à l'appréciation discrétionnaire du garde des sceaux qui décidait de saisir ou non la Cour de cassation. La commission peut être saisie par le condamné ou sa famille et prend en compte l'ensemble des faits nouveaux ou les éléments inconnus de la juridiction au jour du procès, de nature à faire naître un doute sur la culpabilité du condamné. Disposant d'un pouvoir d'enquête et de recherches, la commission, si elle donne un avis favorable, saisit la chambre criminelle de la Cour de cassation, qui, dès lors, statue comme une cour de révision.

Outre l'affaire Mis et Thiennot, la commission de révision devrait examiner au mois de mars l'affaire Seznec, autre grande affaire judiciaire du XX^e siècle.

Plus de trente-huit ans après le verdict

Une demande de révision pourrait être déposée dans l'affaire Dominici

Une requête sera vraisemblablement déposée ces jours-ci pour obtenir la révision du procès de Gaston Dominici, condamné à mort en 1954 pour le meurtre, en 1952, de Sir Jack Drummond, de sa femme et de sa fille, à annoncé vendredi 29 janvier à Digne-les-Bains (Alpes-de-Haute-Provence) son petit-fils, M. Alain Dominici. Son avocat, M. Gilbert Collard, a précisé : « C'est une phase nouvelle, avec des faits nouveaux, d'une affaire mal instruite, mal jugée, dont la vérité a été occultée pour des raisons politiques, dans le contexte historique de l'après-Libération. » Sir Drummond, blochi-

miste de réputation mondiale, « était lié à l'Intelligence Service britannique (...) et son voyage en Provence avait d'autres motifs que purement touristiques », a poursuivi M. Collard, en estimant que cette piste « a été négligée », tout comme celle de deux ouvriers agricoles, maintenant suspectés.

La demande de révision sera déposée devant la commission de révision de la chambre criminelle de la Cour de cassation, à Paris. Vendredi, M. Jacques Charrier, l'un des avocats de Gaston Dominici, avait estimé qu'une révision du procès était « improbable ».

SPORTS

TENNIS : Monica Seles remporte les Internationaux d'Australie

La preuve par trois

La Yougoslave Monica Seles, numéro 1 mondial, a remporté, samedi 30 janvier, pour la troisième fois consécutive, les Internationaux d'Australie de Melbourne, en battant en finale l'Allemande Steffi Graf, sa dauphine (4-6, 6-3, 6-2).

Ce fut un match d'une rare dureté. En ce début de saison, il convient d'intimider son adversaire pour poursuivre plus confortablement la tournée du circuit international. A vingt-trois ans, Steffi Graf entendait bien retrouver son titre de championne du monde que lui a sauté Monica Seles en 1991 et, tout d'abord, reprendre la couronne australienne qu'elle avait coiffée de 1988 à 1990 avant d'être relayée par la Yougoslave. La, à dix-neuf ans, Monica Seles domina, insolente, le tennis féminin.

Sous une chaleur accablante, les deux joueuses, rivées derrière la ligne de fond de court, se sont battues comme des diables. L'Allemande ajustait ses vêtements sous des coups de poing, trouvant de beaux revers coupés que la Yougoslave, rythmée par ses célèbres couronnements, lui renvoyait inlassablement.

Ménée un set à zéro, Seles a réussi à enrayer la résistance de son adversaire en la clouant loin du filet et en l'empêchant de

finir ses points à la volée. Elle remporta ainsi la trente et unième tournée de sa carrière et le huitième titre du Grand Chelem sur les quatorze qu'elle a disputés.

Sa victoire est d'autant plus nette que Steffi Graf - dant l'Australie apparaît comme une seconde petite : elle aime s'y promener incognito dans les rues. Y passe la révolte et s'aligne dans le Hopman Cup, un tournoi d'exhibition mixte, en attendant les Internationaux - effleure avoir retrouvé son niveau de jeu d'antan, lorsqu'elle était numéro 1 mondial.

Son service et sa frappe ont à nouveau gagné en puissance, mais cela n'est plus suffisant face à Seles lors de trois des quatre rendez-vous du Grand Chelem sur la surface synthétique rapide de Flushing Meadows et de Melbourne au sur la terre battue de Roland-Garros.

La Yougoslave empoche 278.000 dollars (1,5 million de francs environ). Elle accroît son avance au classement mondial sur ses rivales. Il ne manque à son palmarès qu'un seul titre du Grand Chelem : Wimbledon. Le gazon anglais est le dernier refuge de l'Allemande où elle a battu en finale sa rivale, en juillet.

B. M.

RUGBY : Coupe du monde 1995

La France dans la même poule que l'Ecosse

La France et l'Ecosse ont été placées dans la même poule pour la prochaine Coupe du monde de rugby organisée en 1995 en Afrique du Sud. Comme lors des deux premières Coupes du monde, en 1987 et 1991, les seize équipes ont été réparties, vendredi 29 janvier, en quatre poules. Les deux premières de chaque poule seront qualifiées pour les quarts de finale.

L'Afrique du Sud jouera le match d'ouverture contre l'Australie le 25 mai 1995 au Cap. La finale se disputera le 24 juin à l'Ellis Park de Johannesburg. La composition des poules est la suivante :

- Poule A : Australie, Canada, Afrique du Sud, 3^e qualifiée européenne.

- Poule B : Angleterre, Samoa occidentales, qualifiée américaine, 2^e qualifiée européenne.

- Poule C : Nouvelle-Zélande, Irlande, 1^{re} qualifiée européenne, qualifiée asiatique.

- Poule D : Ecosse, France, qualifiée du Pacifique, qualifiée africain.

o FOOTBALL : Championnat de France. - Metz a battu Strasbourg (3-0), vendredi 29 janvier sur son terrain, en match avancé de la vingt-troisième journée du championnat de France.

EN BREF

o Le Juge Jean-Pierre réplique à M. Michel Vauzelle. - Le juge-magistrat Thierry Jean-Pierre a fait part, vendredi 29 janvier, de son intention de porter plainte pour diffamation contre le garde des sceaux, M. Michel Vauzelle, à la suite des propos tenus le 12 janvier sur France 2. Interrogé sur le grogne des magistrats contre le nouveau code de procédure pénale, M. Vauzelle s'en était pris à Thierry Jean-Pierre, qu'il avait accusé de mener une action politique contre le gouvernement. « C'est un procès d'intention qu'on me fait depuis longtemps. Maintenant, j'en ai assez d'être accusé d'être responsable d'un groupe politique au d'avoir le comportement d'un militant politique », a déclaré le magistrat.

o M. Pierre Gire, ancien directeur du Festival atlantique d'art lyrique, a été remis en liberté. - M. Pierre Gire, ancien directeur du Festival atlantique d'art lyrique, a quitté la prison de Nantes (Loire-Atlantique), jeudi 28 janvier, après près de vingt-deux mois de détention provisoire. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes (Ille-et-Vilaine) avait ordonné, le même jour, la mise en liberté sous contrôle judiciaire de M. Gire, accusé d'avoir détourné plus de 10 millions de francs et inculpé de faux en écritures publiques, usage de faux et détournement de fonds (le Monde du 12 mars 1991). Ces sommes auraient servi à payer certaines des vedettes invitées à son festival. « Je vais publier un livre écrit pendant mon incarcération et traitant de l'affaire », a déclaré M. Gire, très amical par une grève de la faim entamée avant Noël.

o J'espère le publier avant les élections législatives », a-t-il ajouté en précisant qu'il n'avait jamais nié ses responsabilités, mais que « tous ceux qui sont mêlés à cette affaire ont vraiment perdu la mémoire ».

o M. Mélenchon : « hors de cause » dans l'affaire de la SAGES. - M. Jean-Luc Mélenchon, sénateur de l'Essonne, ancien adjoint au maire de Massy, cité dans la requête du 6 juillet dernier émise par M. Renaud Van Ruymbek, au sujet du dossier SAGES (le Monde du 30 janvier), a indiqué, vendredi 29 janvier, qu'il avait pris contact avec le magistrat rennais, lequel lui avait déclaré avec précision « qu'il ne le convoquerait pas et qu'il n'avait pas l'intention de le faire », après l'inculpation de M. Claude Gernon, député (PS) de l'Essonne et maire de Massy. Considérant qu'il est « hors de cause » dans cette affaire, M. Mélenchon a précisé qu'il ne se sent tenu « à aucune solidarité de principe avec n'importe qui, pour n'importe quoi ». « La SAGES, a-t-il ajouté, ce n'est pas une galère ! »

o Réactions après l'arrestation d'un chirurgien de Saint-Gaudens. - L'Association des usagers de l'administration et des services publics (ADUA) a demandé, vendredi 22 janvier, au ministre de la santé, M. Bernard Kouchner, de « s'expliquer clairement » sur les conditions de sécurité garanties aux Français qui subissent une opération chirurgicale. Cette interpellation fait suite à l'arrestation, jeudi 28 janvier, du docteur Loufi (Laurent) Haman, qui exerçait depuis huit ans les fonctions de chirurgien à l'hôpital de Saint-Gaudens (Haute-

Garonne), sous le couvert d'un diplôme falsifié. M. Haman, d'origine libanaise, faisait état d'un diplôme d'Etat délivré en 1984, le certificat d'études spéciales (CES) de chirurgie générale, requis pour pratiquer en France. L'enquête aurait fait apparaître que ce diplôme était un faux. Le chirurgien n'a obtenu, à l'université de Bordeaux-II, qu'un certificat universitaire de chirurgie générale, qui lui permet bien d'exercer dans son pays d'origine, mais pas en France. M. Haman pratiquait - à la satisfaction générale, semble-t-il - près de la moitié des interventions de chirurgie générale effectuées à l'hôpital. Selon l'ADUA, « l'affaire de Saint-Gaudens est inquiétante, car elle jette un doute sur la rigueur avec laquelle certains hôpitaux recrutent leur personnel ».

o Le jugement des cinq trafiquants britanniques de Lyon-Perrache mis en délibéré. - Le tribunal correctionnel de Lyon a entendu, vendredi 29 janvier, les plaidoiries des avocats de James O'Dea, Terence Stuart, Alan Morgan, Michael Cook et Jeffrey Thurgood, les cinq Britanniques interpellés par des agents des douanes, le 6 juin 1990, à Lyon-Perrache, en possession d'une tonne de haschisch (le Monde du 30 janvier). La veille, le représentant du ministère public avait respectivement requis des peines de 12 ans de prison, pour le premier, et de 8 à 9 ans pour les trois suivants, assorties d'amendes de 500.000 francs, ainsi que 18 mois d'emprisonnement contre le dernier, simple convoyeur du camping-car. Le jugement a ensuite été mis en délibéré au 25 février prochain. - (Bureau régional.)

(continued from page 6)

100

هكذا من الأعمال

CULTURE

MODE

La pendule et le porte-monnaie

A Paris, les défilés de haute couture de l'été 1993 se sont déroulés dans un climat d'incertitude et de pression financière

« Revoir Paris, retrouver ses amis, c'est inouï, oh, la, la ». Sur des échantillons de Luis Mariano, d'Yves Montand, de Joséphine Baker, les mannequins d'Oscar de la Renta ont défilé à l'Ecole des beaux-arts, clôturant la saison de haute couture de l'été 1993 sous la griffe Balmain.

Oscar de la Renta est à la haute couture ce qu'Escada est au prêt-à-porter. En mieux. Cinquante-six modèles sans surprise et sans reproche, sortis d'un faux temple grec à colonnes peintes en or, mais avec cette touche qui rend à Paris son titre de capitale : il y a des tailleurs et des couleurs très Saint Laurent, des robes de crêpe et des cardigans très Chanel, des boléros brodés très Givenchy. A ce compte-là, Oscar de la Renta, le fournisseur de la jet-set, est incontestable. Voilà une synthèse professionnelle de la mode parisienne vue par un œil américain, une sorte de carte postale du luxe dédicacée. « Bonjour Paris ».

Une nouvelle ère a commencé. La haute couture défile sous influence. C'est justement au moment où les années Reagan s'éloignent, où le modèle idéal n'est plus la *Prêt-à-Porter*, mais l'Anglaise romantique, que les méthodes de gestion à l'américaine arrivent à Paris. Désormais, comme en football, on parle de « transferts ». Soudain, un morceau de temps s'est décroché. Les financiers entendent se mêler eux-mêmes de création, se paient des signatures comme ils achetaient hier des œuvres d'art, applaudissent au premier rang en se donnant des airs de mécènes. Voilà une coquetterie tout droit venue des années 80. Que se passe-t-il ? La crise économique a pétrifié les esprits.

Sur les podiums, les couturiers semblent dire, à l'image des présidents américains : « Je ne zappe pas, sinon mon patron me virerait ». Derrière eux, c'est tout le métier qui meurt doucement, vide de sa mémoire. Comme si tous les hommages, les rétrospectives de la fin des années 80 - Saint Laurent, Givenchy, Dior - les expositions, livres illustrés, boutiques redécouvertes, n'avaient fait qu'accélérer la destruction d'un monde. On a du mal à penser qu'il y a encore trente ans, les robes circulaient sous housse, par peur de la copie, que les stars s'étaient elles. Le problème de la haute couture aujourd'hui, c'est qu'elle n'a plus rien à cacher : deux jours après le défilé, le vidéo est présenté en boutique chez Versace. Emmanuel Ungaro cherche le rare : il le trouve parfois, dans des plissés à la Fortuny, renouant à ses arrangements floraux. Mais où est l'attente ? Le mystère ? Le fruit défendu ? Madonna chez Versace ?

Stratégie à court terme

Les mannequins, Naomi Campbell, Christy Turlington ? Il faut les voir, littéralement mitraillés par les paparazzi. Ensuite chez Chanel. A la sortie, Cindy Crawford (accompagnée par Richard Gere) s'engouffre dans une limousine bleu nuit. « Ça doit être une personnalité », souffle Bernadette Chirac à la dame en vision qui l'accompagne.

Mais même la course à l'image s'épuise. C'est la stratégie à court terme qui l'emporte : après cinq collections de Claude Montana, chez Lanvin, plus rien. Un contrat a bien été signé avec le stylistique Domioique Morlotti (qui n'a jamais fait de haute couture), mais le collection n'a pas eu lieu. Le 1^{er} décembre, Jean-Louis Scherrer est congédié par ses propriétaires, Seibu-Hennès. Par qui est-il remplacé à la bourse ? Par Erik Mortensen, transfuge de chez Balmain, dont la collection, présentée le 25 janvier, a été froidement accueillie. C'était terrible, on reconnaissait encore la technique des ateliers, comme écabouillée par une main de fer : des vieilles jeunes dans des justaucorps rouge vif et blancs, des robes du soir pour une parodie de bal, ce côté « Faites-moi Mogador », avec de

leur collection de bout. En mars, il fera sa boutique d'accessoires, place Vendôme.

Chez Lacroix, le budget broderie est tombé de 800 000 francs à 200 000 francs. Partout on resserre les effectifs : trente personnes licenciées chez Givenchy et trente-quatre chez Scherrer. Ici, l'atelier de prêt-à-porter a été « cédé » à Gaston Jauret : la collection est signée par un ancien assistant du couturier, qui a travaillé dans la ligne du maître, donc co complète contradiction avec d'Erik Mortensen.

« La mousseline, c'est physique... »

« On est comme des numéros sur des carions de passage. Je donne tout mon métier, mais le cœur n'y est plus. Les gens d'argent vont

Lapidus, trente-quatre ans, a offert une collection dédiée au cinéma : s'il n'a pas vu tous les films qui servent de nom de baptême à ses modèles, il se dégage au moins de ces grands pantalons bollywoodiens, de ces robes chinoises, et de cette veste brodée « pellicule » le plaisir qu'il a eu d'en faire un parti pris, le générique d'une histoire qui commence, après vingt-sept procès contre son père... « J'ai appris le droit avec les avocats, la couture avec les petites clientes et, le reste, c'est l'expérience. Ce métier n'est pas fou. Je ne suis pas passiste. Je ne cours pas après l'histoire, mais après une certaine façon de considérer la vie et la beauté. D'autres pays fabriquent moins cher et mieux que nous. Alors essayons de défendre notre savoir-faire, de garder le marché du luxe, par la qualité. Voilà pour



Deux modèles de Christian Lacroix

villeines robes fleuries de grosses roses bien chères (150 000 francs de broderies). Pourquoi tout ce gâchis ? L'événement, lui, a fait date : c'est la première fois qu'un couturier (Scherrer), entré de son vivant, est remplacé, sous sa griffe, par un autre.

En janvier 1993, Jean-Louis Scherrer, aurait théoriquement été les trente ans de sa maison de couture. Il a confié l'affaire à l'évocat Jean-Denis Bredin, le même à s'être occupé du procès engagé par Yves Saint Laurent contre la maison Dior en 1960. « Les hommes, disait le propriétaire d'alors, M. Boussac, on les tient par la peau et par l'argent (...). Il n'y a que les chiffres qui parlent... » Boussac était un industriel. Il a fait école. La grande tendance est aux valeurs sûres ou demi-sûres, qui rassurent les financiers en mal de rentabilité immédiate. « C'est la pendule et le porte-monnaie », soupire le broderier François Lesage, dont les ateliers n'ont commencé à travailler que quinze jours avant les défilés : la plupart des maisons ont réduit

finir par tuer ce métier. En dix ans, la couture est devenue méconnaissable », déplore un ouvrier. Les grands couturiers ne forment plus d'élèves. Se souvient-on que ces maisons furent d'abord des écoles ?

La complexité qui unit une maison de couture à son couturier est moquée. Il suffit d'écouter une première d'atelier parler de la mousseline - la grande tendance de la saison - pour comprendre : « C'est vivrai. Ça bouge. On peut rester des heures sans rien obtenir, et tout d'un coup, ça prend le geste, on ne sait pas pourquoi, c'est physique. On ne peut pas compter les tissus. C'est une question de toucher, d'envie. Il faut que le couturier nous donne envie de transporter son rêve, qu'il nous fasse confiance... »

Cette envie, lorsque'elle se produit, aime les désirs. Il s'agit alors de quelque chose qui n'a rien à voir avec les chiffres, qui n'a pas de prix : redonner à ces femmes riebes l'envie de porter autre chose que des caleçons noirs. Donner des coups au cœur. Olivier

quel la haute couture est moderne, même si elle est à contre-temps : elle défend une idée de l'excellence, elle rejette la loi du goût, à travers toutes ses expressions... »

Yves Saint Laurent, seul à être applaudi

Cette idée de l'excellence se retrouve chez deux couturiers, dont les défilés sont un peu des rituels : Hubert de Givenchy, Yves Saint Laurent. Le premier - est-ce une forme d'élégance ? - n'a pas eu de devoir rendre hommage à Audrey Hepburn, son amie de toujours. Technique savante, tailleurs d'officiers, solitaires de crêpe, blouses plus légères que des fourrures. Une leçon de couture. Mais la différence est là : quand Hubert de Givenchy garde le souvenir des femmes qu'il a connues, Yves Saint Laurent y ajoute celles dont il a rêvé.

La mode de Saint Laurent est l'expression sincère d'un tempérament, aidé par tous les moyens que lui fournit son métier. Il épure comme pour se définir davantage. Ce sont des contours, des mouvements. Jamais les volumes ne semblent avoir été aussi proches du dessin : la coupe d'un pantalon sévillan, les vestes aux tailles à peine suggérées, l'ombre noire d'un smoking, une robe comme un trait sur la page, nerveux et concis, la fidélité à cette ligne, qui se promène, s'évapore, ce corps qu'il habille de ou, un soufflé de mousseline, et quelques bijoux.

Il mène la salle. Une façon de dire : « Mais qu'est-ce que vous faites sans moi ? » Ainsi, Yves Saint Laurent est le dernier, le seul à être applaudi, embrassé, comme la première fois, ce jour où à vingt et un ans, le 29 janvier 1958, il devenait le successeur de Dior, « un grand jeune homme triste qui prépare son rendez-vous avec les femmes du monde entier... ». Rien ne semble avoir figé cette sensation de vie, de plaisir. Rien, ni les honneurs ni la solitude de la gloire et, récemment, depuis la fusion-absorption de l'entreprise par Sanofi, le fait d'être assimilé, paradoxalement, à un artiste officiel.

LAURENCE BENAÏM

Les reines et le rêve

Si Marlène Dietrich revenait aujourd'hui dans la gloire de sa beauté, Christian Lacroix l'habillerait. Sa collection est faite pour elle, pour les reines ou sourires écaillés, qui en jupe amphière à carreaux de couleurs, vont directement du palais au bal musette et chaloupent en gilet de dentelle sur des arrangements de Kurt Weill, cachant leurs jambes dans de longs pantalons fluides, les dévoilant sous la mousseline...

Lacroix prétend épurer son style, et il y parvient, sans rien lui ôter de sa générosité, de sa luminosité. Jusque dans la majesté des larges jupes, des boléros d'or, des broderies féériques, des étoiles curieuses, des boutons étouffés de pierres, la gaieté scintille. Il y a beaucoup de blanc et noir, de la chantilly peinte au socle, des teintes paille, et quand même du rouge flamme, et est immense manteau de tissu épais,

d'un gris profond, comme graphité, appelé « peau d'éléphant ». L'Afrique est de plus en plus souvent évoquée, une Afrique d'Antinée.

Chez Christian Dior, on rêve l'Italie de Gian Franco Ferré, habitée par de longues dames en longues jupes asymétriques, qui évanouissent une jambe dénudée. Elles se drapent d'une beauté, prenant des notes de nymphes et d'arabes mythiques, portant un débaucheur de cuir sous un tailleur bon chic, émettent le blanc, la douceur du rose pêche, les couleurs éteintes, comme vues dans l'ombre d'une chambre dont les volets clos filent la lumière crue du dehors. Elles jouent au bal des fantômes dans des tasses peints de paysages bucoliques, dans des capes et de trépassés, comme si les tasses précieuses n'avaient pas de se dérouler. Un éblouisse-

ment de somptuosité, et, qu'il s'agisse de fourreaux, de émolines, de tuniques drapées, un miracle d'harmonie.

C'est aussi dans l'harmonie que commence le défilé Chanel de Karl Lagerfeld. Coffrées en crans serrés tenus par des pinces et qui font la tête petite, les jeunes filles se balancent, moulées dans des tailleurs fluides d'un beau bleu ardoise, font valser des vagues de mousseline, avec, en clin d'œil, l'impression du tweed Chanel. Progressivement, elles se dépoilent de leur fausse sagesse, à coups de corselet de plastique transparent. La plastique prend de plus en plus de place et d'importance, se découpe de fleurs peintes, finit par construire d'étranges formes qui rappellent des emballages cadeau à demi défaits. La couture imite les succès du prêt-à-porter, peut-on alors rêver.

COLETTE GODARD

MUSIQUES

L'épanouissement selon Parveen Sultana

Le récital, unique, de la chanteuse indienne au Théâtre de la Ville fut un bonheur

Parveen Sultana vit à Bombay. Elle est aujourd'hui l'une des plus grandes voix de l'Inde, où le chant est tenu pour une émanation divine, où la voix humaine tient le premier rôle dans la hiérarchie des instruments. Parveen Sultana, avec ses airs de dive orientale, a conquis Paris, le 28 janvier, au Théâtre de la Ville.

Il y a quelque chose de générique - le sourire, le rayonnement - dans sa manière d'interpréter de très classiques raga du soir, on des pièces romantiques *thumres*, d'une extrême délicatesse, composées par son gourou, professeur de musique et maître à penser, Chinmoy Lahiri. La chanteuse, agile, glisse sur les vagues déferlantes de rythmes complexes joués par les tablas (Abhijit Banerjee) avec une aisance peu commune, se livrant à de véritables exercices de transmutation vocal - de l'aigu au grave, du doux à l'éruptif, de l'éclat au murmure.

Parveen Sultana rend les sons palpables : les spectateurs « ressentent » ces longues notes tenues sans effort, on ces modulations vibratoires qui donnent le frisson. O'abord totalement épidermique, improvisé sur des bases quasi géométriques - dans la salle, les exclamations admiratives furent comme en Inde, - le chant de Parveen Sultana s'arrondit au fil du récital, jusqu'à la romance.

Dans un univers vocal aussi fin,

l'harmonium qui l'accompagne (Binoy Pathak), si prisé par le public indien, fait figure de gros balourd. La semaine précédente, toujours au Théâtre de la Ville, Sulochana Brahaspati, autre grande dame de la musique savante indienne, avait donné deux concerts, l'un en forme de tentative de mariage entre la musique d'Inde du Nord et la musique baroque occidentale (1), l'autre en solo. Elle avait alors choisi de se passer des services de l'harmonium, un instrument hérité des missionnaires européens, pour ne garder que le son transmuté de la vièle *saranggi* (Sultan Khan) ; Zakir Hussain était aux tablas. La brillante de Parveen Sultana, l'érudition et la force de Sulochana Brahaspati sont des lueurs qu'une oreille occidentale peut s'offrir sans risques, tant ces chanteuses savent le plaisir de l'offrande.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

(1) Sulochana Brahaspati, Zakir Hussain se produisent en compagnie d'Alain Zaepffel, Veronique Dietsch et l'Ensemble Gravidia. Album : *Leçon des Indes et Raga de la nuit avancée*, 1 CD AFAA/Sur Mesure K617017.

Albums : Parveen Sultana et Dilek Khen, *De l'aube à la nuit*, 1 CD Ethnic/Audiodis B6748. Sulochana Brahaspati : *Raga Dilek Khen*, 1 CD Raga Mishra Bhairavi, 1 CD Nimbus Records NIS305 distribué par WMD.

Suede, quatre garçons dans le vent

Il reste au groupe anglais à mériter son succès médiatique

La jeunesse des groupes de rock'n'roll britannique ressemble souvent à la petite enfance de la Belle au bois dormant. Les bonnes fées - en l'occurrence, la presse spécialisée - se penchent sur leur berceau et leur assurent un avenir radieux, jusqu'à ce que le premier album sorte et que la fée Carabosse (un journaliste en mal de supériorité intellectuelle) prononce sa malédiction.

A ce jour, Suede n'a pas rencontré sa Carabosse. Le couturier a collectionné les « une » d'hebdomadaires spécialisés (*Melody Maker* puis *New Musical Express*) et y a ajouté celle de *Q*, un mensuel réputé pour son conservatisme. C'est d'autant plus remarquable que le groupe n'a aujourd'hui publié que six titres, répartis sur deux 45 tours, publiés par le label Nude, qu'un accord de licence lie au groupe Sony. Ces six chansons, ajoutées à quelques concerts, ont fait un début de légende qui a trouvé son inaugurateur dans les chemises à grand col et les jeans serrés de Brett Anderson, le chanteur qui perpétue la tradition des androgynes maigrements inaugurée par Mick Jagger il y a trente ans.

Judi 28 janvier, Suede se produisait pour la première fois hors d'Angleterre, à la Maison de Radio France, dans le cadre des « Black Sessions » organisées par Bernard Lecoq, l'animateur de France-Inter. On se battait pas tout à fait à l'entrée du studio, mais tout le monde n'y a pas trouvé de place. Les quatre jeunes gens (Brett Anderson, chant ; Bernard Butler, guitare ; Simon Gilbert, batterie ; Matt Osman, basse) sont entrés sur scène l'air mauvais, préoccupé. Ils ont sauvagement attaqué *Metal Mickey*, le titre qui a donné son nom à leur second 45 tours.

La mélodie est suave, délicate, elle évoque irrésistiblement des succès de vingt ans, ceux de David Bowie au temps de *Ziggy*

Stardust, par exemple. Brett Anderson bouge assez peu, toujours en se déhanchant, c'est un garçon intéressant à regarder, comme ses camarades, d'ailleurs.

Finalement, c'est sûrement là que se trouve la supériorité de Suede : c'est un joli groupe. Leurs chansons, à quelques exceptions près (*Metal Mickey*, *My Insalable One*) ne tiennent pas les promesses des premières mesures, et le groupe (sa rythmique surtout) n'est pas toujours à la hauteur de ses ambitions. Le son, approximatif dès le début, se dégrade au point de ressembler à celui d'un *ghetto blaster* en fin de piles. Un peu plus d'une demie-heure après le début des hostilités, Suede a quitté la scène avec l'air écumé d'un groupe qui n'a pas réussi son coup. Ils avaient de justesse gagné un succès à statuer.

THOMAS SOTINEL

Album à paraître en mars, tournée en mai.

Un nouveau directeur à l'École d'art lyrique. - Alain Arnaud, conseiller technique pour la musique et la danse au cabinet de Jack Lang, a été nommé directeur de l'École d'art lyrique de l'Opéra de Paris par la direction de l'établissement public, a annoncé vendredi l'Opéra de Paris. Il prendra ses fonctions le 1^{er} février, et remplacera le ténor Michel Sénéchal, qui avait quitté ce poste il y a plus d'un an. Alain Arnaud a enseigné la philosophie avant d'entrer aux services culturels de la mairie de Paris, puis au ministère de la culture. Inspecteur général des spectacles, il a été chargé de mission à la direction de la musique, puis à la direction du théâtre. Il a mené parallèlement des activités de critique lyrique dans la presse écrite et à France-Musique.

MARIE TUDOR 10 fév. 1993
créteil Tél : 49 80 18 88

Le Monde L'ÉCONOMIE

BILLET

France Télécom vache à lait

France Télécom serait-il en train de devenir « zinzin » ? L'opérateur public de télécommunications change-t-il de vocation pour devenir, à l'égal de la Caisse des dépôts ou des grandes compagnies d'assurances un des investisseurs institutionnels ? La question n'est pas forcément saugrenue. France Télécom a rendu public, vendredi 29 janvier en fin de journée, l'acquisition auprès de l'Etat de 2,5 % du capital des Assurances générales de France (AGF) et de 0,5 % de l'Union des assurances de Paris (UAP). L'investissement atteindra environ 1 milliard de francs, à raison de 700 millions de francs pour 2,5 % des AGF (510 francs par action) et environ 300 millions pour 0,5 % de l'UAP (de l'ordre de 600 francs par titre). Manifestement, il s'agit d'une nouvelle opération de privatisation partielle à vocation budgétaire. Elle s'inscrit dans la logique de la vente par l'Etat de participations dans le Crédit local de France, Elf-Aquitaine, Total et tout récemment Rhône-Poulenc. Elle en diffère néanmoins sur un point. Jusqu'à présent, les « cessions d'actifs » s'étaient faites sur le marché boursier. Cette fois, c'est une entreprise publique qui est mise à contribution. Il faut dire que le prix d'achat des actions UAP est nettement supérieur au cours de Bourse et fait ainsi réaliser une belle opération à l'Etat. Pour France Télécom, ce débours n'est pas le premier. Invité à suivre l'augmentation du capital de Bull au printemps dernier, l'opérateur reprenait - toujours à l'Etat - 5 % de Thomson SA. Cette fois, la direction du Trésor a davantage respecté les formes. L'investissement de France Télécom peut présenter une certaine logique financière. Notamment dans l'hypothèse d'une privatisation prochaine des AGF, désormais réclamée par le patron de la compagnie d'assurances, M. Michel Albert. En somme, il s'agit presque d'un moindre mal ! Pour autant, la vocation d'un opérateur de télécommunications n'est pas de devenir le « pompier » des finances publiques pour la seule raison qu'il dispose d'une trésorerie pléthorique. Le gouvernement se met une nouvelle fois dans la position de se faire accuser de vendre par petits morceaux les bijoux de famille pour expédier les affaires courantes. Et les partisans de la privatisation de France Télécom en sortent renforcés. Tout cela pour 1 milliard de francs. Une somme certes considérable, mais infime au regard d'un déficit budgétaire qui pourrait atteindre 250 milliards de francs cette année.

E. L. et C. M.

En commercialisant les sièges vides

Air France casse ses prix

La compagnie nationale Air France vient de lancer une initiative commerciale dénommée « Prix de cœur ». Il s'agit de tarifs à très bas prix proposés à partir du 6 février, concernant dans un premier temps les destinations européennes et les Etats-Unis. L'aller-retour Paris-New-York sera proposé à 2 100 F, le billet similaire Paris-Londres à 680 F et Paris-Rome à 1 380 F. « Air France vendra quelques jours avant le départ, sous sa propre marque, directement et par le réseau des agences de voyages, les places susceptibles de rester libres à bord de ses vols réguliers à des prix réduits », indique le groupe dans un communiqué du 29 janvier. Ces prix seront proposés pour des périodes de temps limitées, au départ de Paris et de villes de province. Les billets ne seront pas remboursables et les dates de voyage, une fois les places réservées, ne pourront pas être modifiées.

Cédée par le groupe Pinault-Printemps

La chaîne de magasins Armand Thiéry est reprise par Bidermann

Le groupe de confection masculine Bidermann International a acheté, vendredi 29 janvier, 87,6 % du capital de la Société des magasins Armand Thiéry (SOMAT) au groupe Pinault-Printemps, contraint d'alléger le fardeau de ses 19 milliards de francs d'endettement. Son PDG, M. François Pinault, avait récemment fait part de son intention de céder, dès 1993, 5 milliards de francs d'actifs.

Le retournement est étonnant. Il y a quelques mois, Bidermann International semblait à bout de souffle. Endetté par le rachat, fin 1989, de l'américain Cluett Peabody, englobé dans une conjonction morose, incapable d'obtenir de ses actionnaires la recapitalisation nécessaire : 1991 s'était achevée par 120 millions de francs de pertes pour 4,36 milliards de chiffre d'affaires. Les neuf premiers de 1992 s'étaient soldés par une nouvelle chute de son activité (-12,9 %) (Le Monde du 28 octobre 1992).

Le 20 janvier encore, sa filiale spécialisée, Bidermann Uniformes, annonçait la fermeture de son unité de Loire-Atlantique. Vendredi 29 janvier, pourtant, la société a racheté au groupe Pinault-Printemps les 87,6 % du capital d'Armand Thiéry qui lui manquaient, pour un montant proche, dit-on, de 300 millions de francs (1). « Bien joué », commentent à chaud des professionnels. De fait, Bidermann met la main sur une société (658 millions de francs de chiffre d'affaires en 1992) qui, avec ses 53 magasins à l'enseigne Armand Thiéry et ses 6 autres sous la marque Brunel, apparaît à la forme de distribution la plus dynamique - celle des franchises et succursales. « Jusqu'ici », explique M. Georges Jolles, vice-PDG de Bidermann International, « notre groupe était essentiellement présent sur le haut de gamme. Ce rachat

nous permet de nous affirmer sur le rayon de gamme, qui représente tout de même 60 % des ventes en France ».

Ce rétablissement, M. Maurice Bidermann, fondateur et PDG du groupe, le doit, sans doute, à son entourage. Il le doit aussi à l'amitié que lui porte M. Lofk Le Floch-Prigent, PDG d'Elf Aquitaine, actionnaire à hauteur de 20 % du groupe de confection et, propriétaire, désormais, de la maison Yves Saint Laurent. Il le doit beaucoup, enfin, à l'habileté d'un montage financier qui, pour réussir, a dû faire un détour par les Etats-Unis.

Premier acte : Bidermann International obtient des actionnaires minoritaires de sa filiale américaine, Bidermann Industries - la BANEXI, le Crédit lyonnais, le GAN et le SOGERAP (filiale d'Elf Aquitaine) notamment, - une augmentation de

capital de 53 millions de dollars (plus de 280 millions de francs). Elle est aussitôt suivie du désendettement de la filiale d'entre-Atlantique (par rachat de sa dette à long terme contre paiement cash), puis d'un abaissement de la participation de Bidermann International dans Bidermann Industries, de 66 % à une simple majorité de contrôle (un peu plus de 50 %). Deuxième acte : l'argent ainsi recueilli aux Etats-Unis permet non seulement d'alléger la dette du holding français, mais aussi de constituer l'apport nécessaire au rachat d'Armand Thiéry.

PIERRE-ANGEL GAY

(1) Selon les termes de l'accord, le groupe Pinault-Printemps conserve la propriété de la marque Brunel et celle du magasin « boulevard Haussmann », à Paris, directement détenu par le grand magasin.

900 millions de francs de résultat net

Paribas renoue avec les bénéfices en 1992

Après avoir enregistré en 1991 la première perte de son histoire (184 millions de francs), le groupe Paribas remonte la pente et, « dans un environnement toujours très difficile pour l'activité bancaire », selon le président du directoire, M. André Lévy-Lang, affiche en 1992 un résultat net de 900 millions de francs.

Les opérations en capital contribuent au bénéfice net à hauteur de 400 millions de francs et les opérations en revenus à hauteur de 500 millions de francs. En dépit d'un recul apparent par rapport à 1991, les provisions restent à un niveau élevé. Si la dotation nette aux provisions s'établit à 7,8 milliards de francs contre 9,5 milliards, 3,2 milliards de francs avaient été provisionnés en 1991

au titre des difficultés exceptionnelles de Paribas Suisse et non pas à celui de l'activité « normale » du groupe.

Les plus-values sur cessions d'actifs ont fortement augmenté à 2,8 milliards de francs contre 1,2 milliard. Cette progression ne se traduit pas dans le résultat des opérations en capital compte tenu de la quote-part prise par Paribas dans les pertes de trois filiales : Ciments français, la SCOA et La Rochette. Selon M. Lévy-Lang, le gain final de 500 millions de francs liés à la cession du contrôle de Ciments français à Italcementi est ainsi totalement effacé par la quote-part des pertes du groupe cimentier pour l'exercice 1992.

Le débat sur le respect de la vie privée en Grande-Bretagne

M. John Major poursuit deux journaux en diffamation

Le débat sur le respect de la vie privée et la liberté de publication de la presse, alimenté par de nombreuses affaires ces derniers mois, a été relancé, jeudi 28 janvier, par la décision du premier ministre, M. John Major, de poursuivre personnellement deux journaux en diffamation.

LONDRES

de notre correspondant

L'« affaire Major » ne pouvait tomber mieux ou plus mal. Le gouvernement n'a, en effet, toujours pas annoncé officiellement ses intentions concernant les recommandations du rapport remis par Sir David Calcutt (le Monde du 17-18 janvier), qui préconise une législation draconienne pour mettre un terme aux « exco » imputés à la presse, notamment en matière de non-respect de la vie privée.

La décision de M. Major d'assigner deux journaux en justice pour diffamation - fait sans précédent depuis vingt-cinq ans de la part d'un premier ministre en exercice (1) - concerne la publication d'un article de trois pages de l'hebdomadaire de « gauche » New Statesman and Society, ainsi qu'un autre article paru dans Scallywag, un magazine satirique de faible tirage publié à Londres. Ces deux journaux évoquent les rumeurs concernant une prétendue maîtresse de M. Major.

Sous le titre « Le curieux cas de la « maîtresse » de John Major », l'article du Statesman constitue une synthèse de toutes les rumeurs qui circulent à Westminster depuis plus d'un an et demi, concernant une « aventure » prêté au premier ministre avec M^{me} Claire Latimer, directrice d'une petite entreprise de restauration à domicile qui organise régulièrement des cocktails au restaurant et au 10 Downing street, résidence officielle du premier ministre. Cet article est, notamment, constitué de citations émanant de différents journalistes, qui, tous, concluent à l'absence totale de preuve pour accréditer ces rumeurs.

Une affaire « délicate »

L'opposition n'a, apparemment, pas l'intention d'exploiter cette affaire. M. John Smith, le chef du Parti travailliste, la qualifiant de « délicate », et M. Paddy Ashdown, le chef de file des démocrates-libéraux (lui-même au centre d'une controverse semblable il y a quelques mois), estiment qu'il s'agit d'une question qui ne regarde que M. Major.

Il n'est cependant pas sûr que le premier ministre ait eboisi la bonne parade, dans la mesure où une action en justice assure aux articles de presse une grande publicité. Il est vraisemblable, d'autre part, que la presse, notamment celle dite « de caniveau », ne va pas en rester là.

Cette nouvelle affaire relative au respect de la vie privée ne devrait cependant pas inciter le gouvernement à ériger, comme le recommande Sir David Calcutt, un tribunal statutaire chargé de réprimer les manquements à la déontologie professionnelle. Cette instance remplacerait l'actuelle commission de plaintes en matière de presse. Le premier ministre s'est personnellement montré hostile à la création de ce tribunal, mais plusieurs membres du gouvernement sont favorables à une législation pour protéger la vie privée.

L. Z.

(1) Le dernier en date fut M. Harold Wilson, en 1968 : le journal International Herald Tribune avait publié des informations sur la vie privée du premier ministre.

« L'autodiscipline est la seule voie »

nous déclare le président de la commission britannique des plaintes en matière de presse

Sir David Calcutt a remis au gouvernement britannique un rapport préconisant une répression des excès de presse (le Monde du 17-18 janvier). Lord McGregor of Duris, président de la commission des plaintes en matière de presse, est, lui, un fervent défenseur de la liberté absolue de la presse, comme il nous l'a affirmé au cours d'un entretien.

« La moins que l'on puisse dire est que vous ne partagez pas le point de vue de Sir David... »

« Ses propositions sont, selon moi, extrêmement dangereuses, et conduiraient inévitablement à la censure, notamment parce que, au départ, les journaux se seraient livrés à l'autocensure. Le gouvernement et les hommes politiques sont toujours soumis à la tentation de la censure. D'un côté, ils recherchent de façon effrénée son attention ; de l'autre, ils détestent les critiques, tout spécialement lorsqu'il s'agit de leur vie privée. Or, il est très difficile de distinguer chez une personne publique ce qui a trait au comportement sexuel relevant légitimement de sa vie privée et ce qui peut influer sur la conduite de ses responsabilités. »

« Pensez-vous qu'une personne publique ait droit à une vie privée ? »

« Les révélations à propos d'une personne publique et de la personne privée à laquelle elle est liée sont essentielles au fonctionnement de la démocratie. Des innocents en souffrent, mais c'est le prix à payer. »

« M. Major lui-même n'est pas épargné... »

« Fui-je en ce cas. Autant que je puisse en juger, il ne contient pas un seul fait précis. Ce sont des inépuissables ragois de bas étage et je suis horrifié ! »

« Mais qui est concerné, le premier ministre ou M. John Major en tant qu'individu ? »

« Les deux, je pense, parce qu'il n'y a pas de séparation possible. Le débat dure depuis une cinquantaine d'années sur la nécessité ou non d'avoir une loi sur la vie privée. En Grande-Bretagne, nous n'avons aucune garantie de liberté d'expression, aucune garantie constitutionnelle pour la liberté de la presse et pas de

Trompeuse accalmie pour le chômage

Suite de la première page

Le fléchissement s'explique aussi par la baisse des arrivées à l'ANPE à l'issue d'un contrat à durée déterminée ou d'une mission d'intérim, l'un et l'autre signe d'un recroquis moins fréquent à ces formes d'emploi en raison du ralentissement de l'activité économique. Mais il n'en reste pas moins que les licenciements économiques, au nombre de 50 000 au cours du mois, ne cessent de déferler : ils ont augmenté de 14,9 % par rapport à l'année précédente et ont atteint 534 000 en 1992.

Si les entrées en chômage ont temporairement diminué, les sorties, elles, qui sont censées révéler le dynamisme du marché du travail, continuent leur descente aux enfers. Elles se sont réduites de 8 % en un mois et de 5,1 % en un an. Dans cet ensemble, les reprises d'un emploi sont en chute vertigineuse (-29,7 % en un mois, -7,5 % en un an), qui se traduit même de 20 % sur l'année sans les contrats emploi-solidarité (CES, ex-TUC). Plus grave, ce mouvement se produit malgré l'efficacité des différents dispositifs dits de « traitement social » qui, à l'exception de deux mesures, les contrats d'adaptation et le crédit-formation pour les jeunes, accueillent tous plus de monde qu'en 1991.

Changer de comportement

Justement, la fin de l'année permet de faire le point quantitatif sur ces actions publiques. Les emplois familiaux, qui font l'objet d'un crédit d'impôt, ont permis le placement de 145 667 personnes. Les exonérations de charges pour l'embauche d'un premier salarié et pour les jeunes en ont concerné, respectivement, 77 165 et 115 115. Les contrats de retour à l'emploi ont bénéficié à 101 223 chômeurs de longue durée et les contrats emploi-solidarité à 558 181 jeunes adultes et d'origine étrangère, contre 404 000 l'an dernier. Pratiquement toutes les formules de stages, de formation ont fonctionné à plein.

Inégalement, on assiste à un développement des conventions de conversion (94 000) et, à nouveau, des préretraites FNE (43 400), ce qui tendrait à prouver que les interventions de M^{me} Martine Aubry pour améliorer les plans sociaux commencent à porter leurs fruits.

Dans ce contexte, les limites du genre apparaissent clairement. Poursuivre à un moindre degré en fin d'année, l'opération en faveur des chômeurs de longue durée n'a pas empêché l'augmentation du nombre de chômeurs et après six mois de recul, ils étaient 885 600 en décembre (+1,1 % en un mois, 0 % en un an). Certes, l'ancienneté moyenne est revenue à 330 jours, soit 30 de moins que l'an passé, mais la durée moyenne d'attente pour retrouver un emploi, qui est de 251 jours, s'est allongée de 19 jours en un an.

Malgré les efforts déployés et son évidente obstination, la politique gouvernementale peut de moins en moins contenir le chômage. Il est de ce point de vue significatif que, dans son communiqué, le ministère du travail en appelle à « un changement de comportement pour sauvegarder l'emploi ». De fait, aucun indice ne permet, autrement, d'espérer une amélioration prochaine. Les offres d'emplois déposées à l'ANPE, soit 25 700, se sont effondrées de 11,4 % en un mois et de 31,1 % en un an. Les journées de chômage partiel (1,3 million) ont augmenté de 49,4 % depuis 1991. Agents de maîtrise, techniciens et cadres sont 24 % de plus à l'ANPE, par rapport à l'an passé, etc.

Il faut craindre le pire pour la suite : en données brutes, les inscrits à l'ANPE sont maintenant 3 076 000, en augmentation de 1,6 % en un mois. Avec 47 700 chômeurs supplémentaires, c'est la hausse la plus forte, pour un mois de décembre, depuis une dizaine d'années. Fin février, et dans les semaines à venir, la tension va devenir extrêmement forte sur le dossier du chômage. Pour tous, majorité actuelle ou future, demandeurs d'emploi ou salariés,

ALAIN LEBEAUNE

depuis deux ans, ainsi que le nombre de plaintes. Je dis très sérieusement qu'une culture liée à l'observation de ce code de bonne conduite est en train de se développer au sein des journaux.

« Mais le Times » lui-même publie en première page un article pour évoquer cet article sur une prétendue « maîtresse » du premier ministre... »

« Depuis deux cents ans, les Anglais demandent aux journaux de leur fournir un « régime » à base de sexe et de violence... Ils l'obtiennent dans les « tabloids », aucun doute là-dessus. Mais les journaux de qualité, publiés aussi des articles de fond pour dire à quel point il est vulgaire de publier ce type d'histoires ! »

« C'est d'une grande hypocrisie... »

« Mais les Anglais sont hypocrites jusqu'au bout des ongles pour ce genre de choses ! Je crois qu'il y a un grand malentendu sur la nature de la presse populaire. Ces journaux sont écrits et publiés pour les gens les moins cultivés, les moins éduqués de la population. Il faudrait protester non contre la presse « tabloid », mais contre la pauvreté du système éducatif britannique qui produit les lecteurs des journaux « tabloids ».

« Pensez-vous que la presse « tabloid » a une responsabilité majeure dans la crise de la monarchie ? »

« Dans la mesure où c'est elle qui a révélé ces informations sur la monarchie, oui. Mais pour parler en monarchiste qui souhaite que la monarchie survive, et non en tant que président de cette commission, je dirai ceci : nous savons maintenant que les chances de survie de la monarchie dépendent de sa capacité à s'adapter à un monde démocratique, dans lequel les faits et gestes de la vie privée sont inévitablement publiés dans la presse. Si, comme le prince et la princesse de Galles, vous faites d'un mariage un énorme spectacle hollywoodien, dans le but d'améliorer les relations publiques de la monarchie, alors, si ce mariage se brise, cette cassure devient un spectacle hollywoodien. Je pense que leur comportement, inévitablement commenté, devra changer. »

Propos recueillis par LAURENT ZECCHINI

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 25 AU 29 JANVIER 1993

PARIS

Douche froide

INDICE CAC 40
- 2,65 %

A force de faire preuve jour après jour d'une remarquable résilience, la Bourse de Paris a fini par céder cette fois nettement plus de 2 %.

Cette quatrième semaine consécutive de baisses porte à 4,61 % le recul, depuis le début de l'année, de l'indice CAC 40 qui est repassé nettement sous le seuil des 1 800 points. Les valeurs françaises ont ainsi effacé en un mois la quasi-totalité du petit gain de 5,22 % péniblement engrangé en 1992.

Les prévisions de croissance pour 1993 de plus en plus faibles, les taux d'intérêt réels toujours plus élevés pour cause de défense du franc et l'annonce de résultats d'entreprises souvent inférieurs aux estimations, tout cela a poussé la Bourse de Paris le surmontant tant que se profilait à l'horizon la mythique baisse des taux allemands. La panacée, la remède à tout les maux de l'économie française et européenne allait finir par venir « dans les tout prochains jours » d'outre-Rhin et d'une modification radicale de la politique monétaire de la Bundesbank. « La logique du marché s'apparentait un peu à : « Demain on rase gratis », grâce à la baisse des taux allemands », juge ironiquement un gestionnaire désemparé.

Un flagrant délit d'optimisme balayé d'un seul coup lundi 25 janvier par les difficiles négociations entre gouvernement et syndicats

allemande au sujet du fameux « pacte de solidarité » et par l'annonce en janvier d'une hausse des prix outre-Rhin de 4,4 % en rythme annuel. Les marchés de taux et d'actions ont ainsi pris brutalement conscience que « le pacte de solidarité », sésame d'une baisse des taux en Europe, serait une pilule difficile à faire avaler aux syndicats et même au personnel allemand. Mais sans augmentation des impôts et sans diminution des prestations sociales, mesures pour le moins impopulaires, l'Allemagne ne pourra pas réduire son déficit budgétaire. Il lui faudra continuer à financer une très coûteuse réunification en faisant appel aux marchés de capitaux et donc en payant des taux d'intérêt élevés.

Pour refroidir encore l'atmosphère, certains commentateurs allemands se sont livrés à des pronostics peu enthousiasmants. Et notamment M. Eberhard Zinn, membre du directoire de la Bayerische Landesbank, qui n'attend pas de baisse des taux avant le début de l'été et avant la conclusion des négociations salariales allemandes. « Une fois le pacte de solidarité signé la Bundesbank n'a aucune raison de ne pas baisser ses taux. En revanche, du côté des taux à long terme qui ont atteint un plus bas historique (7,1 %), il n'y a plus de marge de manœuvre et puis attention, une détente de la politique monétaire allemande n'entraînera pas forcément dans son sillage une reprise économique », déclare-t-il. Une idée qui

commence à faire son chemin et fait craindre le pire aux plus pessimistes des analystes. La Bourse de Paris, qui a tenu envers et contre tout face aux crises monétaires successives et à la lente asphyxie de l'économie française en partant sur une baisse des taux outre-Rhin, s'est sans doute trompée sur son immunité, mais en a peut-être également exagéré l'impact. D'autant que la chute de plomb de taux réels (hors inflation) parmi les plus élevés du monde pousse l'économie française vers la récession et réduit la rentabilité des entreprises. « Nous ne sommes pas à l'abri d'un accident sérieux », avoue un gérant. Selon les analystes d'UBS Phillips and Drew, la croissance du produit national brut français cette année sera de seulement 0,3 % et, en Allemagne, la recul atteindra 1,5 % même si les taux baissent.

La séance du lundi a donné le ton

L'approche des élections législatives n'est pas faite non plus pour rassurer les investisseurs. Les incertitudes sur une éventuelle cohabitation, voire sur la politique économique que mènerait l'opposition en cas de victoire ne font qu'accroître les incertitudes. Du coup, la Bourse n'attire plus les capitaux. Si, à la fin de l'année dernière, les Français avaient liquidé une petite partie (60 milliards de francs) de leur gigantesque bas de laine placé en sciv

monétaires (plus de 1 000 milliards de francs) pour se reporter sur des produits d'épargne à moyen terme, les actions n'en ont pas vraiment profité. Inquietant pour d'éventuelles privatisations.

La séance du lundi 25 janvier a en quelque sorte donné le ton et toute la semaine. Prise à froid par l'annonce des difficultés en Allemagne des négociations sur le pacte de solidarité, la Bourse de Paris a été la plus affectée des places européennes et a brutalement chuté lundi 25 janvier de 2,23 %. L'indice CAC 40 est repassé sous la barre des 1 800 points. Cette baisse était jugée d'autant plus significative qu'elle intervenait le premier jour du mois boursier de février. Or mécaniquement et par tradition, un début de terme entraîne un petit courant d'achat de titres.

Pendant la reste de la semaine, la monotonie a alterné avec quelques sursauts techniques : reprise de 0,71 % mardi, baisse de 0,85 % mercredi, petite progression de 0,19 % jeudi et enfin chute de 0,47 % vendredi, jour de l'arrivée à échéance des contrats à terme sur l'indice CAC 40. Le Palais Brongniart a d'ailleurs connu une fin de semaine agitée avec une occupation pacifique jeudi 28 janvier des salariés en grève de la société Chausson et une autre interruption des cotations vendredi matin après une alerte à la bombe.

ERIC LESER

NEW-YORK

Embellie

NYSE DOW JONES

+ 1,63 %

Débutant en fanfare la semaine grâce à un net recul lundi des taux d'intérêt à long terme américains, Wall Street a réussi à préserver ses gains à la suite de la publication de bonnes statistiques économiques et de l'annonce de résultats trimestriels en hausse par plusieurs grands groupes américains. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes s'est inscrit en clôture vendredi à 3 310,03 points en hausse de 53,22 points (+1,63 %).

La baisse des taux d'intérêt à long terme, principal point positif de la semaine, a été provoquée par les déclarations de M. Lloyd Bentsen, le nouveau secrétaire au Trésor. Il a annoncé que la nouvelle administration allait avoir recours à une taxe sur l'énergie pour réduire le déficit budgétaire. Cela a entraîné un recul à 7,19 %, contre 7,29 % le vendredi précédent, du taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à trente ans, principale référence du marché obligataire. Ce taux est ensuite remonté à 7,25 % au milieu de semaine avant de s'établir vendredi à nouveau à 7,19 %.

Wall Street a pu consolider ensuite ses gains après la publication par de nombreux groupes de résultats en hausse au quatrième trimestre de 1992 : Exxon, Amoco,

Bankamerica, General Dynamics, ainsi que Disney. Ces bons résultats ont été quelque peu assombris par la publication de pertes par United Technologies, Boeing, UAL et Delta Air Lines. Mais le marché n'en est que plus animé. Les transferts répétés de capitaux d'un secteur d'activité à un autre par les investisseurs institutionnels continuent et « la chose la plus difficile, c'est de savoir qui va bénéficier de la prochaine rotation », explique M. Ned Collios, courtier chez Daiwa Securities.

Indice Dow Jones du 29 janvier : 3 310,03 (c. 3 256,81).

	Cours 22 janv.	Cours 29 janv.
Alcoa	70 1/4	74 3/8
AT&T	84	82 7/8
Boeing	36	35 1/4
Chemical Bank	30	28 1/2
Delta Air Lines	40 3/4	45 1/4
Eastman Kodak	48 7/8	50
Exxon	58 1/2	61 1/8
Ford	48 1/2	48 3/8
General Electric	64 3/8	65 1/8
General Motors	57 1/2	57 3/4
Goodyear	66 3/4	68
IBM	48 5/8	51 1/2
ITT	74	71 7/8
U.S. Oil	60 1/8	60 5/8
Pfizer	67 5/8	68
Schlumberger	68 5/8	67 7/8
Tecumseh	59 1/8	60 3/8
U.S. Corp. (ex-Midland)	122	123 1/2
Union Carbide	10 7/8	17
United Tech.	47 1/2	48 7/8
Westinghouse	41 1/2	42 3/4
Xerox Corp.	62 1/2	65 3/4

TOKYO

Au-dessus des 17 000 points

NYSE DOW JONES

+ 4,2 %

Les anticipations du marché sur une probable baisse des taux d'intérêt japonais ont dopé les cours à la Bourse de Tokyo durant la semaine écoulée, l'indice Nikkei repassant ainsi pour la première fois depuis un mois au-dessus du seuil des 17 000 points. En cinq séances, le principal indicateur de la place nipponne a progressé de 686,97 points, soit une avance de 4,2 %, pour s'inscrire à 17 023,78 points. Le volume quotidien de transactions s'est établi en moyenne à 250 millions de titres, contre 190 millions la semaine précédente.

La semaine s'ouvrait pas, pourtant, bien commencée : dès lundi, l'indice Nikkei abandonnait 0,3 %. Le lendemain, le marché repartait à la hausse avec un gain de 1,3 %, alors que l'éventualité d'une baisse des taux destinée à relancer l'économie gagnait du terrain. La hausse devait se poursuivre mercredi (+0,1 %), encouragée par des achats d'institutionnels qui sont, selon les opérateurs, un élément majeur de soutien du marché ces

derniers mois. Jeudi, l'indice inscrivait, avec une avance de 3,4 %, non seulement sa plus forte progression hebdomadaire, mais aussi sa plus forte progression en une seule séance depuis le 18 novembre. Vendredi, le marché était plus hésitant, mais en dépit d'un léger recul (-0,2 %) le Nikkei a réussi à se maintenir au-dessus de la barre des 17 000 points, franchissant la veille.

Les analystes boursiers notaient que les investisseurs restaient sur leur garde après la tendance haussière des derniers jours, estimant que l'indice s'engagerait probablement pas de variation importante dans la semaine à venir.

Indice de 29 janvier : Nikkei, 17 023,78 (c. 16 336,81); Topix, 1 298,88 (c. 1 256,70).

	Cours 22 janv.	Cours 29 janv.
Akai	1 180	1 230
Bridgestone	1 180	1 180
Cannon	1 370	1 390
Fuji Photo	730	760
Honda Motor	1 270	1 320
Mitsubishi Electric	1 110	1 190
Mitsubishi Heavy	900	920
Sony Corp.	4 110	4 100
Toyota Motor	1 380	1 410

LONDRES

Décevante

+ 0,9 %

Finalement, la baisse des taux d'intérêt britanniques d'aujourd'hui, mardi 26 janvier, qu'un impact très limité cette semaine sur la Bourse de Londres. Les valeurs britanniques ont en fait abandonné la majeure partie de leurs gains à l'approche du week-end.

L'indice Footsie des cent grandes valeurs, qui avait gagné 2,3 % mardi après l'annonce d'une baisse d'un point des taux d'intérêt à 6 % a finalement terminé la semaine en hausse de seulement 26 points (0,9 %) à 2 807,2 points.

L'optimisme suscité par la baisse surprise des taux du 26 janvier est vite retombé. Les investisseurs ont notamment fini par craindre que d'autres sociétés ne suivent l'exemple donné cette semaine par Asda Group, Burton Group et Wesssex Water en profitant de la bonne tenue du marché pour procéder à des augmentations de capital.

Indice « FT » du 29 janvier : 100 valeurs 2 807,20 (c. 2 781,20); 30 valeurs 2 177,30 (c. 2 152,20); fonds d'Etat 94,76 (c. 93,99); mines d'or 74,70 (c. 63,80).

	Cours 22 janv.	Cours 29 janv.
Allied Lyons	5,92	5,76
BP	2,31	2,48
BT	5,47	5,52
Cadbury	4,90	4,84
De Beers	9,98	9,50
Glaxo	7,10	6,92
ICI	24	24,25
ICI	11,07	11,22
Reckitt	13,06	13,52
RTZ	6,85	6,80
Shell	6,28	5,57
Unilever	11,06	11,11

FRANCFORT

Coup d'arrêt

- 0,99 %

Affectée à la fois par la publication de mauvais chiffres sur l'inflation et par les difficultés des négociations sur le « pacte de solidarité », la Bourse de Francfort a enregistré sa première semaine de baisse de l'année. L'indice DAX a terminé vendredi, en clôture, à 1 571,85 points, en baisse de 0,99 %.

Après la forte hausse enregistrée il y a huit jours – le DAX avait alors progressé de 2,77 % –, la tendance a été irrégulière cette semaine dans un marché peu actif et fortement marqué par les difficultés sociales. En outre, les titres des firmes tournées vers l'exportation ont souffert de l'accès de faiblesse du dollar. Pour la Commerzbank, les prises de bénéfice faisant suite aux hausses de ces dernières semaines ne sont pas étrangères à la baisse. Tout comme la remontée du rendement moyen des emprunts publics et l'abondance de mauvaises nouvelles sur la rentabilité des entreprises.

Indice DAX du 29 janvier : 1 571,85 (c. 1 587,64).

	Cours 22 janv.	Cours 29 janv.
AGS	155,80	155,80
BASF	214,70	212,40
Boehr	272,30	268
Commerzbank	253	254,50
Deutsche Bank	94	93,50
Hoechst	288,30	282,10
Karstadt	511	508
Messersch	258,20	244,80
Salzgitter	604,80	602,20
Volkswagen	278,70	278,50

Agroalimentaire

	29-1-93	Diff.
Bouygues	2 342	- 43
BSN	833	+ 23
Edenred	578	Ind.
Comptex	1 580	- 30
LYN	3 152	- 104
Perpini-Richard	354,10	+ 10,40
Imery-Calvé	135	+ 3,80
Saint-Louis	1 157	- 35

Assurances

	29-1-93	Diff.
AGF	534	Ind.
AXA	1 083	- 5
GMN	338,20	+ 10,80
Groupa Vie	736	- 47
SCOR SA	460	+ 21
UAP	480,10	+ 21,90

Bâtiment et matériaux

	29-1-93	Diff.
Bouygues	685	Ind.
SF	274,30	+ 11,40
Colas	670	- 13
Euroland	54,20	+ 0,25
Fonroville	670	- 23,10
QTR Extraparc	309	- 3,30
Imery-Phalès	140,80	+ 3
Jean Lefebvre	314	+ 12,50
Lafarge-Capitex	207	- 0
Palfat	438	+ 2,30
Saint-Gobain	179,50	- 1
SPB	300,10	+ 9,90

Chimie

	29-1-93	Diff.
Air Liquide (L.)	748	- 25
ELF Solut	953	- 14
Geacorp	750	- 7
Institut Midreux	188,50	- 10
Michelin	801	- 13
Plastic Omnium	511	- 3
Valmex-Plast	428	+ 10
Reunert-Union	1 237	+ 11

Consommation non alimentaire

	29-1-93	Diff.
BOC	1 112	+ 23
Chergem	220	+ 10
Christian Dior	488	- 11
CMC	278	+ 7,90
DMC	384	- 23
ESF	394,50	- 7,50
Esprit	693	+ 10
Groupa André	598	- 20
L'Oréal	1 183	- 11,10
Moulinex	788	- 17
Salomon	1 480	- 140
SEB	323	- 11
Sommer-Allibert	1 183	- 2,20
Yves Saint Laurent	1 540	+ 10

Crédit et banques

	29-1-93	Diff.
Comp. bancaire	428,50	+ 2,80
BNP CI	443	- 5
Caratex	1 130	- 20
CFP	288,40	+ 2,30
CZE	212	+ 4
CCF	212	+ 6,80
CFP	572	- 25
CLF	326,20	- 12,30
Crédit Lyonnais	533	+ 14
Crédit national	1 170	- 11
Société générale	588	- 5
SOVAC	1 030	- 16
UIC	415	+ 3
Vie Banque	238	+ 11,10

Electricité et électronique

	29-1-93	Diff.
Alcatel-Alsthom	818	- 32
Alcatel-Cable	440	- 25
CSCE	508	- 2
Industrie Electronique	380	+ 6,90
Legrand	4 013	+ 12
Matra	245,10	- 1,40
Marin	220	- 2
Radiorécepteur	470	Ind.
Radiorécepteur	272,20	+ 16,20
Sagem	2 242,21	+ 34,24
Schneider	805	- 13
Saunders Atlantic	143	+ 7,80
Thomson CCF	144,60	- 2,90

Distribution

	29-1-93	Diff.
Alcatel-Alsthom	1 563	- 17
Ben Marché	4 336,10	- 2,90
Carrefour	2 230	- 25
Carrefour	148,00	- 5,20
Carrefour	541	+ 10
Carrefour	402	+ 6,80
Comp. Modernes	1 182	+ 10
Danone	3 340	+ 80
Dodds de France	395	- 25
Galeries Lafayette	1 170	- 25
Garnier	1 470	+ 40
Marand Print	694	+ 12
Pharmax	877	- 12
Procter	891	+ 25
SCOA	12,50	- 0,30

Immobilière et foncier

CFI 249 - 19
GFC 333,50 + 2,90
Lund 228 - 10
Lund 334 + 0,90
Lund 3024 + 119
Lund 427 + 1,20
Lund 580 + 8
Lund 444,10 + 1,90
Lund 534 - 5
Lund 481 + 14

Investissement et portefeuille

	29-1-93	Diff.
Amis et Amis	250	Ind.
Amis et Amis	429	+ 28
Amis et Amis	93	- 2,90
Amis et Amis	147	- 5
Amis et Amis	1 250	- 40
Amis et Amis	37	- 5,50
Amis et Amis	280	- 5,50
Amis et Amis	688	- 0
Amis et Amis	128,10	- 1,90
Amis et Amis	510	- 1
Amis et Amis	387	- 18,20
Amis et Amis	268,90	- 4,10
Amis et Amis	348	- 0,10
Amis et Amis	22,50	- 4,4
Amis et Amis	225	- 18,80

Métallurgie, mécanique

	29-1-93	Diff.
Camard-Metallurg	192	- 0
Camard-Metallurg	345	- 10
Camard-Metallurg	1 340	- 10
Camard-Metallurg	331	+ 35
Camard-Metallurg	343,20	- 8,80
Camard-Metallurg	183,90	+ 0,20
Camard-Metallurg	82,30	- 0,20
Camard-Metallurg	291	+ 1
Camard-Metallurg	213,50	- 8,50
Camard-Metallurg	572	- 3
Camard-Metallurg	744	- 31
Camard-Metallurg	161	+ 0,10

Mines d'or, diamants

	29-1-93	Diff.
Anglo-American	110	+ 8,40
Anglo-American	24	+ 3,48
Anglo-American	78,30	+ 1,70
Anglo-American	40	+ 3,38
Anglo-American	11,20	+ 1
Anglo-American	2,20	+ 2,40
Anglo-American	10,30	+ 9
Anglo-American	21,10	+ 3,90
Anglo-American	64	+ 11,50

Pétrole

	29-1-93	Diff.
BP-France	82,50	+ 1,80
BP-France	228,20	- 18,80
BP-France	228	- 0
BP-France	740	+ 10
BP-France	570	+ 13
BP-France	224	+ 1,40

Sicomi ou ex-sicomi

	29-1-93	Diff.
Sicomi	700	Ind.
Sicomi	345,10	- 0,80

هكنا من الأصيل

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Forte présence française

Le marché international des capitaux vient d'accueillir une opération très rare pour le compte de la Banque française du commerce extérieur, qui est un des seuls émetteurs encore habilités à offrir des titres en devises bénéficiant de la garantie de l'Etat. Cet établissement a lancé jeudi pour 20 milliards de francs d'euro-obligations d'une durée de trois ans et trois mois. Confiance à un groupe de banques japonaises placé sous la direction de Nikko Europe, l'affaire est très peu coûteuse. Elle revient à 4,27 % l'an seulement à l'émission, qui en utilisera le produit tel quel, en euros, dans le cadre de la gestion de sa dette.

Il faudra attendre la fin du mois de février pour qu'un prochain euro-emprunt soit lancé par la France voie le jour. Son débiteur sera la Caisse française de développement. C'est à elle que revient de procurer au pays les ressources nécessaires à sa contribution périodique au Fonds monétaire international. On prévoit que la durée de cet emprunt sera longue, allant de dix à douze ans. Son montant devrait s'élever à 240 millions de francs de tirage spécial (DTS), soit environ l'équivalent de 1,8 milliard de francs. La valeur d'un DTS correspond à celle d'un panier constitué des principales monnaies de la zone, pondérées selon leur importance dans les échanges commerciaux internationaux. L'émission sera libellée en une seule devise et se fera en une seule fois. Mais les banques qui s'occupent de la distribution des ressources à l'emprunteur en plusieurs étapes et sous la forme requise par la composition du DTS.

D'une manière générale, ce dehors de ces opérations inhabituelles, la présence française sur le marché international des capitaux demeure très forte. Elle se répartit sur l'ensemble des grands compartiments monétaires. Celui de la devise canadienne était le plus en

vue ces derniers jours. Le Crédit foncier de France n'a pas manqué de le solliciter, offrant par l'intermédiaire d'une maison américaine, Merrill Lynch, pour 200 millions de dollars canadiens d'euro-obligations de dix ans de durée. Les investisseurs sont assurés d'être rémunérés de 8,56 %, soit 45 points de base de plus que les titres du Trésor du Canada. L'emprunteur recevra les fonds sous une autre forme et dans une autre devise. Pour le Crédit foncier, tout se passe comme s'il avait émis une opération à taux variable en dollars des Etats-Unis qu'il lui faudra rembourser tous les six mois à un taux bien inférieur au Libor, qui est la référence internationale du loyer de l'argent à court terme.

Attrait persistant du marché allemand

Dans les milieux financiers, on porte beaucoup d'attention aux opérations internationales du Crédit foncier, qui s'affirme comme un des emprunteurs les plus actifs de l'euro-marché. Au cours du seul mois de janvier, il a levé pour 14 milliards de francs, dont la plus grande partie en devises. Cette intense activité lui permet notamment de remodeler sa dette, profitant de l'abaissement du niveau de l'intérêt pour remplacer des opérations coûteuses par d'autres qui sont beaucoup plus économiques. Sa renommée s'est renforcée récemment à la suite de la réussite d'une émission de dix ans lancée à Francfort dont le montant vient d'être porté de 1,5 à 2 milliards de deutschemarks. C'est la plus volumineuse euro-emission de marks jamais lancée par un débiteur étranger autre qu'un Trésor public.

Le succès de cette transaction allemande est important, car il est appelé à réajuster sur d'autres émissions françaises. Le compartiment du deutschemark attire, en effet, des emprunteurs de plus en plus nombreux, impressionnés par la

profondeur de ce marché où il est possible d'obtenir en grande quantité des ressources à long terme. Ce n'est pas un hasard si la Caisse centrale de crédit immobilier l'a retenu pour émettre son premier emprunt international qui porte sur 100 millions de marks pour une durée de sept ans. Le taux d'intérêt facial des titres est de 7,25 %. Le débiteur, un établissement de refinancement hypothécaire, a conclu avec une banque française un contrat d'échange, de façon à disposer finalement de francs français à un coût supérieur de 85 points de base au rendement des obligations du Trésor. C'est une sensible amélioration par rapport à sa précédente émission, qui avait été lancée directement sur le marché français et qui, tout compris, lui était revenue à plus de 100 points de plus que les fonds d'Etat.

Cette dernière émission allemande est dirigée par la BHF-Bank de Francfort. Elle doit d'ailleurs voir le jour à un autre établissement français, un émetteur récurrent, le Crédit local, qui l'a fait bénéficier de son expérience. Celui-ci est, pour sa part, adressé au marché suisse des capitaux qu'il sollicite pour 150 millions de francs belges. Son emprunt de dix ans est dirigé par la Banque populaire suisse. Il est assorti de coupons d'intérêt de 5,25 %. Le débiteur, qui n'a pas l'emploi de francs suisses, a conclu un contrat d'échange avec une banque américaine de terme auquel il dispose de dollars des Etats-Unis qui lui reviennent à très bon compte. L'intérêt qu'il lui faudra servir tous les six mois est inférieur d'une bonne dizaine de points de base au Libor. Le Crédit local est, avec le Crédit foncier, un des emprunteurs les plus en vue du marché international. Au total, depuis le début de l'année, il a lancé pour l'équivalent de 7,5 milliards de francs d'emprunts nouveaux.

CHRISTOPHE VETTER

DEVICES ET OR

Lourde rechute de la livre sterling

La nouvelle réduction des taux d'intérêt à court terme en Grande-Bretagne, ramenés de 7 % à 6 %, quatrième étape de baisse depuis les 10 % en vigueur avant la sortie de la livre sterling du système monétaire européen en septembre dernier, a entraîné une recrudescence des cours de la devise britannique. Cette dernière, qui avait plongé à 2,3675 DM, record historique de baisse, à 8,09 franc le 5 octobre dernier, pour remonter à 8,40-8,50 francs, est retombée à 8,10 francs ce jour.

Sur le conteneur, la tenue du franc reste satisfaisante vis-à-vis du mark, dont le cours n'a guère varié à environ 3,3830 francs. La Banque de France reconstruit lentement ses réserves de change, regagnant une quinzaine de milliards de francs au 21 janvier, montant du même ordre que celui de la semaine précédente. Quant au dollar, un peu déprimé ces derniers jours par l'éloignement dans le temps de la baisse des taux d'intérêt allemands, par les flottements des intentions du président Clinton et par la possibilité d'une nouvelle diminution du taux d'escompte de la

au jour le jour pour décourager la spéculation. Il est vrai que plus de 40 % du commerce de l'Irlande s'effectue avec la Grande-Bretagne et que les pressions montent à Dublin pour dévaluer la livre, bien que le gouvernement s'y refuse absolument avec l'appui verbal d'Helmut Schlesinger, président de la Bundesbank. A Londres, toutefois, de nombreux opérateurs jugent la dévaluation inévitable, un jour ou l'autre.

Sur le conteneur, la tenue du franc reste satisfaisante vis-à-vis du mark, dont le cours n'a guère varié à environ 3,3830 francs. La Banque de France reconstruit lentement ses réserves de change, regagnant une quinzaine de milliards de francs au 21 janvier, montant du même ordre que celui de la semaine précédente. Quant au dollar, un peu déprimé ces derniers jours par l'éloignement dans le temps de la baisse des taux d'intérêt allemands, par les flottements des intentions du président Clinton et par la possibilité d'une nouvelle diminution du taux d'escompte de la

Réserve fédérale des Etats-Unis, il s'est brusquement raffermi, en fin de semaine, sur l'annonce d'une augmentation de 9,1 % des commandes de biens durables en décembre, alors que les analystes ne prévoyaient qu'une hausse de 1,9 %.

Du coup, le billet vert a pris deux pfennigs à 1,61 DM, et s'est élevé à 5,45 francs. Les économistes de la BFCE le voient à 1,75 DM à la fin de l'année, bien que, dans l'immédiat, la prudence budgétaire de Bill Clinton, la faiblesse persistante des taux d'intérêt américains et l'inévitable dégradation de la balance commerciale par suite du marasme régnant chez les partenaires commerciaux des Etats-Unis, contribuent à inhiber la remontée inévitable du billet vert. Pour eux, la tendance haussière du dollar, observée depuis octobre 1992, n'est pas remise en cause.

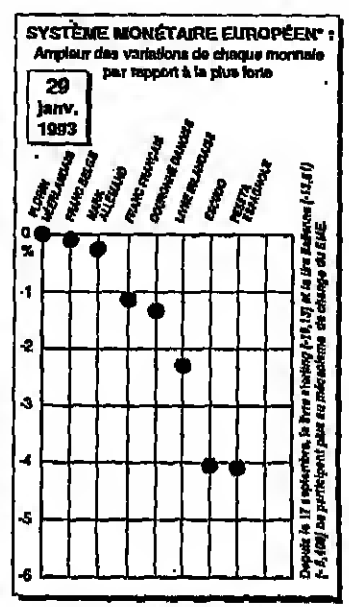
F. R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 26 AU 30 JANVIER 1993

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	\$ E.U.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Franc italien	Libre
London	8,10	1,60	1,11	2,21	2,38	49,37	2,07	2,28
New York	8,10	1,60	1,11	2,21	2,38	49,37	2,07	2,28
Paris	8,10	1,60	1,11	2,21	2,38	49,37	2,07	2,28
Zurich	8,10	1,60	1,11	2,21	2,38	49,37	2,07	2,28
Frankfurt	8,10	1,60	1,11	2,21	2,38	49,37	2,07	2,28
Bruxelles	8,10	1,60	1,11	2,21	2,38	49,37	2,07	2,28
Amsterdam	8,10	1,60	1,11	2,21	2,38	49,37	2,07	2,28
Milan	8,10	1,60	1,11	2,21	2,38	49,37	2,07	2,28
Tokyo	8,10	1,60	1,11	2,21	2,38	49,37	2,07	2,28

A Paris, 100 francs étaient cotés, le vendredi 29 janvier 1993, 4,36378 F contre 4,3339 F le vendredi 22 janvier.



MATIÈRES PREMIÈRES

Mais : le poids de récoltes abondantes

Le maïs n'est plus de déprimer. Depuis trois mois environ, les prix FOB ont décliné d'à peu près 20 % le « maïs jaune » vaut 97 dollars la tonne.

Ces chiffres traduisent à la fois la clémence des cieux et une conjonction économique pour le moins épineuse. Une fois encore, le marché subit la pression de trop bonnes récoltes. La production mondiale s'élève à 550 millions de tonnes, alors qu'elle n'était que de 480 millions de tonnes l'année dernière. L'Europe, dont la France assure la moitié de la récolte, dépasse ses propres records : 14 millions de tonnes, plus encore que les volumes atteints en 1988.

Selon l'ONIC (Office interprofessionnel des céréales), le rendement moyen national s'élève à 78 quintaux à l'hectare. Toujours d'après le même organisme, de la palme du meilleur rendement ne revient pas aux régions auxquelles on s'attendait a priori mais à Poitou-Charentes (92 quintaux à l'hectare), zone pourtant irriguée sur la moitié de ses surfaces.

De l'autre côté de l'Atlantique, les Etats-Unis connaissent également une récolte pléthorique : 240 millions de tonnes, selon l'USDA (département américain

de l'agriculture). C'est une hausse de 27,7 % par rapport à l'année dernière. Avec de tels rendements, les efforts pour limiter les surfaces cultivées - pour l'heure, 29 millions d'hectares - paraissent dérisoires. Déçus dans leurs espoirs, les autorités américaines ont doublé le taux de gel des terres, le faisant passer à 10 % des terres cultivées cette année.

Cependant, de l'urgence d'un assainissement du marché, l'Association nationale des producteurs de maïs américains (NCGA) elle-même déclare trouver la mesure insuffisante et demande ce gel « complémentaire... rémunéré ».

Une réclamation révélatrice d'un état d'esprit et d'une demande de compensation différent. Celui-ci est tout aussi révélateur que le mécanisme européen : aux Etats-Unis, le gel des terres n'est pas financé, mais est obligatoire pour bénéficier d'aides diverses. De l'ordre de 170 millions de tonnes, la consommation nationale de maïs est en forte hausse. L'offre pléthorique. Le confinement subit, des stocks (de 27,9 millions de tonnes l'an dernier à aujourd'hui 54,7 millions de tonnes) est pour beaucoup dans la déstabilisation des cours, d'autant que l'Océan Sam demeure, avec ses 50 millions de tonnes exportées, le grand pourvoyeur du marché mondial.

« Abandon des marchés naturels »

« Abandon de biens naturels » : la réalité quotidienne du marché vérifie ce postulat. Que faire du maïs américain ? L'exporter ou le brûler est impossible : l'Empire du Milieu a fait cette année une récolte importante (de l'ordre de 95 millions de tonnes). Les pays tiers ? Pourquoi pas l'Afrique du Sud, victime de la sécheresse ? Les tonneaux ou direction de ce pays, sous forme d'aides alimentaires, augmentent effectivement en 1993 de 2 millions de tonnes.

Il reste l'Europe. Mais l'Europe consomme un volume à peu près identique à celui qu'elle produit (28 millions de tonnes) et est déjà détentrice de stocks non négligeables : 3,9 millions de tonnes cette année, contre 2 millions de tonnes l'année dernière. Qu'à cela ne tienne ! Il faut multiplier les programmes d'exportation sub-

ventionnés. Et c'est ainsi que, pour la troisième année consécutive, Washington obtient de Bruxelles la prolongation d'un accord qui ne devait durer théoriquement que trois ans.

En 1987, les Américains, qui s'estimaient lésés par l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal, avaient exigé et obtenu un débouché privilégié sur l'Espagne pour leur maïs et leur sorgho. Cette année encore, les Etats-Unis livreront à ce pays 1,2 million de tonnes de maïs et 180 000 tonnes de sorgho, obligeant la Communauté européenne à exporter les surplus ainsi créés hors de ses frontières. Nos cotations de ce succès, ils viennent d'imposer une autre cotisation à la préférence communautaire, cette fois-ci à propos du Portugal : à partir du 1^{er} juillet 1993, 500 000 tonnes de maïs américain seront déversées sur ce territoire. « Comment ne pas réagir devant un tel abandon de nos marchés naturels ? », s'insurge Claude Lacté, chef du service économique et social de l'AGPM (Association générale des producteurs de maïs). Décidément, l'avenir ne sourit guère au « maïs jaune ». Le maïs américain l'écrase au moment même où la Commission joue les Cassandre : selon ses estimations pour la campagne 1992-1993, la part des céréales dans l'alimentation animale devrait encore régresser.

MARIE DE VARNEY

MARCHÉ LIBRE DE L'OR		
	Cours 22-1-93	Cours 29-1-93
Or fin (à la livre)	371,00	369,00
Or fin (à l'once)	11,35	11,34
Or fin (à l'once)	371,00	369,00
Or fin (à l'once)	371,00	369,00
Or fin (à l'once)	371,00	369,00
Or fin (à l'once)	371,00	369,00
Or fin (à l'once)	371,00	369,00
Or fin (à l'once)	371,00	369,00
Or fin (à l'once)	371,00	369,00
Or fin (à l'once)	371,00	369,00

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Une très mauvaise passe

Des taux d'intérêt à court terme absolument assassins sur la place de Paris, des rumeurs non moins assassines sur ladite place, des déclarations de la Banque fédérale d'Allemagne du genre « doublez la monnaie » : l'atmosphère était plutôt délétère cette semaine en France.

Vendredi après-midi, le bruit courait que la Banque de France allait relever le taux de ses pensions à 5-10 ans (12 % actuellement), ce qu'elle a démenti. En même temps, on repartait à nouveau d'un relèvement des taux de base des banques (TBB) portés de 9,45 % à 10 % le 17 décembre dernier en raison de la tension persistante du loyer de l'argent à court terme, en hausse de 12 % pour le jour et de 10 % pour le trois mois, et de 12 % pour le six mois, et de 12 % pour le neuf mois, et de 12 % pour le douze mois, et de 12 % pour le quinze mois, et de 12 % pour le dix-huit mois, et de 12 % pour le vingt mois, et de 12 % pour le vingt-cinq mois, et de 12 % pour le trente mois, et de 12 % pour le trente-cinq mois, et de 12 % pour le quarante mois, et de 12 % pour le quarante-cinq mois, et de 12 % pour le cinquante mois, et de 12 % pour le cinquante-cinq mois, et de 12 % pour le soixante mois, et de 12 % pour le soixante-cinq mois, et de 12 % pour le septante mois, et de 12 % pour le septante-cinq mois, et de 12 % pour le quatre-vingt mois, et de 12 % pour le quatre-vingt-cinq mois, et de 12 % pour le quatre-vingt-dix mois, et de 12 % pour le quatre-vingt-dix-cinq mois, et de 12 % pour le cent mois.

Quant à la Bundesbank, ses dirigeants n'ont pas été de main morte. Son président, M. Helmut Schlesinger, a réaffirmé que les taux directeurs de la Banque centrale resteraient « élevés », car une hausse des prix de 4 % en Allemagne de l'Ouest n'est pas compatible avec une stabilité du coût de la vie. Il a précisé, toutefois, que la politique monétaire allemande pouvait s'assouplir si les conditions étaient remplies, « mais ce n'est pas le cas ». Avec M. Johannes Caddum, un des directeurs de la Bundesbank, il a souligné que la monnaie allemande dans le mark était « essentielle ». Lisez : pas de fantaisie avec l'inflation et avec notre volonté de lutter contre la hausse des prix.

En début de semaine, la vive hostilité marquée par les syndicats allemands au projet gouvernemental de pacte de solidarité avait déjà jeté un froid et enviné au tapis les cours du onzième dix ans sur le MATIF qui, en fin de semaine, étaient retombés à 112,70 contre 113,60 la semaine

précédente. Mais la tempête a surtout soufflé sur les cours du contrat Fibor trois mois, qui, en huit jours, a perdu 1,88 point à 88,40. On le voit, la déception sur une possibilité de baisse des taux courts très vigoureuse anticipée ces derniers temps est à la mesure de cette anticipation. Au comptant, le rendement de l'OAT dix ans a augmenté, passant de 7,87 % à 7,97 %, l'écart avec le Bund allemand à dix ans s'élargissant à 0,91 point. Sur ce même MATIF, l'événement de la semaine a été le lancement du contrat à terme sur les OAT d'une durée supérieure à quinze ans, tant attendu par les opérateurs.

Sur le front des obligations, l'activité a été moins forte que la semaine dernière, avec quatre émissions seulement. Air France a levé 1 milliard de francs sur dix ans à 8,25 % nominal et 8,61 % réel, soit 0,7 point au-dessus de l'OAT. L'accueil a été plutôt frais en raison des difficultés actuelles de cet organisme. L'Auxiliaire du Crédit foncier a lancé un emprunt de 2 milliards de francs à 8 % nominal et 8,40 % réel, 0,4 point au-dessus de l'OAT. La garantie du Crédit foncier a favorisé un assez bon placement. La Caisse française de développement (ex-Caisse centrale de coopération économique) a émis pour 2 milliards de francs de « papier » à 8 % nominal et 8,34 % réel, 0,32 point au-dessus de l'OAT. La garantie de l'Etat, l'une des dernières qu'il accorde, a été déterminante pour l'accueil réservé, très bon. Enfin Sophia, du groupe AGF, a levé 500 millions de francs à 8,80 % : l'écart de 0,86 point au-dessus de l'OAT a été considéré comme trop peu important, ce qui a freiné les souscripteurs, malgré la qualité du « papier ».

Le suspense a été enfin levé sur la prolongation de la garantie de l'Etat aux emprunts des sociétés de développement régional (SDR) levés par le canal de leur filiale Finasider. Cette garantie, déjà prorogée de deux ans, de 1990 à 1992, le sera pour un an, jusqu'à la fin de 1993, les montants émis étant fixés semestriel-

lement, avec un maximum de 1 milliard de francs pour le premier semestre, qui s'ajoutera à l'emprunt levé à la fin de l'année dernier par Finasider. Les ressources ainsi réunies seront réparties, en étroite concertation avec les services de la direction du Trésor, entre les SDR qui ont sérieusement entrepris leur effort de restructuration. Rappelons que deux SDR sont, actuellement, sous administration provisoire, Lorder et celle de Picardie.

Interrogations sur les Sicav monétaires

« Il se passe quelque chose sur les sicav monétaires », déclare M. Alain Ernewein, directeur général d'Europerformance. Il observe que les 63 milliards de francs de retraits en décembre dernier (le Monde date du 17/18 janvier 1993) sont « une chose de jamais vu » : 6 % du stock. Sans doute, à l'approche du 31 décembre, date à partir de laquelle le seuil d'exonération fiscale des plus-values de cession sur ces sicav monétaires est diminué de moitié, beaucoup de porteurs ont voulu leurs parts pour les racheter après le 1^{er} janvier. Mais, selon M. Ernewein, la moitié seulement des capitaux serait revenue courant janvier. Le phénomène touche l'ensemble des titres de sicav, qu'ils soient détenus par des particuliers (70 %) ou des entreprises (30 %).

Pour ces dernières, l'augmentation de la fiscalité sur les plus-values latentes a pu jouer, de même que le report sur les placements en certificats de dépôts émis par les banques qui rapportent plus de 10 % (12 % en ce moment). Pour les particuliers, on peut penser qu'ils investissent davantage en plans d'épargne en actions (PEA) ou en assurances-vie. De toute façon, il n'est pas exclu qu'on assiste bientôt, à un début de transfert d'une partie de l'épargne à court terme sur le long terme.

FRANÇOIS RENARD

Un laborieux compromis

M. Clinton repousse de six mois la levée de l'interdiction des homosexuels dans l'armée

WASHINGTON

de notre correspondant

Au prix d'un laborieux compromis sur le statut des homosexuels dans l'armée, M. Bill Clinton a évité, vendredi 29 janvier, de terminer sa deuxième semaine à la Maison Blanche par une féroce bataille avec le Congrès. Mais l'épisode a révélé une certaine médisance tactique de sa part et lui a peut-être coûté un peu du précieux capital politique dont il aura besoin pour faire passer, à la mi-février, son programme économique.

Bref, ce sont des premiers jours mouvementés pour M. Clinton, déjà accusé d'être revenu sur nombre de ses promesses électorales. Cette fois, il s'agit, au contraire, de tenir l'une d'entre elles : obtenir l'arrêt des discriminations dont les homosexuels - « gays » et lesbiennes - sont victimes dans l'armée. Le règlement militaire, vieux d'un demi-siècle, impose à tout candidat recrue de faire part de son « orientation sexuelle », étant entendu que les homosexuels déclarés ne franchiront pas ce stade. Découverts dans les rangs, ou, pour une raison ou une autre, décidant de s'afficher comme tels, ils sont immédiatement exclus de l'institution militaire. C'est le sort de quelques centaines de personnes chaque année. De son propre aveu, l'armée américaine - un million huit cent mille personnes, tous personnels confondus - compte des milliers d'homosexuels, silencieux.

D'un coup de plume, avec la

signature d'un décret présidentiel (*executive order*), M. Clinton voulait mettre un terme à la discrimination, ce qui annulant ce règlement militaire, il n'a pas pu, pour cause de révolte sur les bancs du Congrès et au sein de l'armée, où l'on estime que le changement proposé risque de porter atteinte au moral, à la discipline et aux convictions de la majorité de la troupe. M. Clinton a dû repousser sa réforme à la mi-juillet. Il a, toutefois, obtenu un début d'application immédiat après des heures de pourparlers avec certains des poids lourds du Congrès et de la hiérarchie militaire : on se demandera plus aux aspirants soldats leur « orientation sexuelle » et les procédures d'exclusion en cours pour cause d'homosexualité pourront être suspendues. D'ici au 15 juillet, le secrétaire à la Défense, M. Les Aspin, devra concorder avec l'état-major un « code de bonne conduite sexuelle », garantissant, en contrepartie de la levée de l'interdiction des homosexuels, une extrême modestie d'attitude dans les casernes.

Pas question que les homosexuels puissent disposer des mêmes facilités que les couples sur les bases, camps et autres lieux de garnison ; il s'agit, simplement, a-t-il dit M. Clinton, « d'éviter qu'un homme ou une femme servant honorablement dans l'armée puisse en être chassé au seul motif d'homosexualité ». Lors de sa première conférence de presse à la Maison Blanche, le président a qualifié l'accord obtenu vendredi de

« pas important dans la bonne direction ». M. Clinton est apparu souriant, irès confiant, détendu. Le matin même, un sondage du *Wall Street Journal* et de la chaîne *NBC* lui donnait un fort taux de popularité, avec 64 % d'opinions positives dans la population.

Il a évoqué, avec humour, « la fureur » provoquée par cette affaire dans des médias washingtoniens qui, faute d'autre sujet à traiter, ont déjà annoncé la fin de la « lune de miel » entre le président et les Américains. Un tantinet embarrassé, l'éditorialiste du *Washington Post* rappelait une évidence : « Ce n'est que la deuxième semaine de la présidence Clinton... » C'était une façon d'expliquer que bien des commentateurs washingtoniens sont allés un peu vite en besogne en relatant sur le mode du cataclysme politique les premiers faux pas du nouveau président : sa candidature au poste d'attorney général (ministre de la justice) obligée de se résigner, ses promesses fiscales (notamment celle d'une baisse de l'impôt sur le revenu de la classe moyenne) sans doute « réaménagées », enfin la bataille, moitié gagnée moitié perdue, sur les homosexuels dans l'armée.

ALAIN FRACHON

□ M. Haley Barbour nouveau président du Parti républicain. - M. Haley Barbour a été élu vendredi 29 janvier président du Parti républicain au cours de la réunion d'hiver du comité national du parti qui s'est tenue à Saint-Louis (Missouri). M. Barbour, âgé de quarante-cinq ans, qui fut directeur politique de l'ancien président Ronald Reagan, succède à M. Richard Boad, qui a occupé cette fonction pendant les quatre ans de mandat de George Bush. - (AFP)

□ IRAK : Bagdad serait prêt à donner la liste de ses fournisseurs d'armes non américaines. - L'Irak s'est, pour la première fois, disposé à remettre à l'ONU la liste de ses fournisseurs qui ont aidé à se doter d'armes chimiques, balistiques et biologiques, a affirmé, vendredi 29 janvier, M. Nikita Smidovitch, chef d'une mission des Nations unies, de retour à Bagdad après une semaine d'inspection en Irak. « Les Irakiens n'ont pas promis de fournir ces informations, mais nous ont dit qu'ils étaient prêts à discuter de la liste de leurs fournisseurs non nucléaires, a-t-il indiqué. - (AFP)

Le conflit du Sahara occidental

L'ONU pourrait modifier son plan de paix

Le secrétaire général de l'ONU vient de présenter trois options au Conseil de sécurité pour sortir de l'impasse au Sahara occidental. Face à l'échec des pourparlers engagés avec le Maroc et le Front Polisario sur l'épineuse question du recensement des personnes habilitées à participer au référendum d'autodétermination, M. Boutros Boutros-Ghali, dans un rapport qu'il leur a adressé, laisse aux membres du Conseil le soin de trancher le débat.

Dans la première option dont il juge « les chances de succès très minces », M. Boutros-Ghali suggère de continuer, et, dans la mesure du possible, d'intensifier les pourparlers. Il propose, comme deuxième

possibilité, l'application immédiate du plan de paix sur les bases définies par l'ancien secrétaire général, M. Javier Perez de Cuellar, au mois de décembre 1991. Mais cela impliquerait, à son avis, que l'on s'engage « sans la coopération de l'une des parties ».

La troisième option « consisterait à adopter une approche alternative, non fondée sur le plan de paix ». Le secrétaire général de l'ONU laisse au Conseil le soin d'imaginer cette nouvelle approche, en soulignant que en fonction de sa décision, « le rôle et la taille de la mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) devront être revus ». - (AFP)

SOMMAIRE

DATES
Il y a six ans, la bal des Ardents 2

ÉTRANGER

La situation dans l'ex-Yougoslavie 3
Crisse politique ouverte en Moldavie 3
Heti : attendra dans la peur ou prendra la mer 4
Lois des capitales : Quand les Saïgonnais « mangent » le Têt... 4
Zaira : quarante-cinq personnes ont été tuées lors des affrontements dans la capitale 5
Mali : le dictateur en cour d'assises 5
Sénégal : le président Diouf défie les séparatistes de Casamance 5

POLITIQUE

La débat budgétaire dans les conseils régionaux : Alsace, Bourgogne, Nord-Pas-de-Calais, Rhône-Alpes 6
Vieilles politiques : « Démocratie sociale et démocratie mansongère », par André Laurens 6
La préparation des élections législatives 7
La difficile convalescence d'Ouvéa 7

SOCIÉTÉ

Des centres d'IVG demandent de nouveaux statuts 8
Plus de 120 000 étrangers se sont installés en France en 1991 8
Christian Giacchetto devant la cour d'assises de la Moselle 9
Commission de révision dans l'affaire Mita et Thiennot 9
Monica Seles remporte les Internationaux d'Australie 9

HEURES LOCALES

• Nancy sauvegarde son cœur
• L'île-de-France dans l'incertitude
• Paris : les Asiatiques sortent de leur réserve • Dossier : des voitures qui amputent
• Biols, la ville qui rêve d'être capitale 17 à 24

CULTURE

La haute couture et la crise 11
L'épanouissement selon la chanteuse indienne Parvati Sultana 11

ÉCONOMIE

Le groupe Bidermann reprend la chaîne de magasins Armand Thiery 13
Peribias ranoue avec les bénéfices en 1992 13
Le débat sur le respect de la vie privée en Grande-Bretagne 13
Revue des valeurs 14
Crédits, changes, grands marchés 15

Services

Abonnements 2
Carnet 12
Météorologie 12
Mots croisés 12
Télévision 12
Spectacles 10
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 30 janvier 1993 a été tiré à 473 816 exemplaires.

A Angoulême

Gérard Lauzier primé au vingtième Salon de la BD

Gérard Lauzier, soixante ans, auteur de *Tranches de vie*, de *Souvenirs d'un jeune homme* et *Portrait de l'artiste*, s'est vu décerner pour l'ensemble de son œuvre, vendredi 29 janvier le Grand Prix de la ville d'Angoulême du 20^e Salon international de la BD. Le jury présidé, cette année, par Frank Margerie, lauréat en 1992, a attribué à Morris le Grand Prix spécial *du monde des livres* du 29 janvier. Lors de la cérémonie de remise des Alph-Art qui s'est déroulée dans la salle de la Grand-Font en présence de M. René Monory, président du Sénat, et de M. Georges Chevenet, maire d'Angoulême, un hommage a été rendu au fondateur de la revue américaine *Mad*, Harvey Kurtzman.

Les Alph-Art de ce 20^e festival ont été décernés aux albums suivants : - meilleur album francophone les *Aventures de Basil et Victoria*, tome 2, Jack d'Edith sur scénario de Yana (Humanités associées) ; - meilleur album étranger *Maus* de l'Américain Art Spiegelman (Flammarion) ; - meilleur scénario *Saigon-Hanoi* de Coesey (Dupuis) ; - coup de cœur *Bor du vieux François* de Stasse et Lapière (Dupuis) ; - humour *Raymond Calbuth*, tome 4 de Didier Tronchet (Glenat) ; - jeunesse *Nabuchodonosor*, chronique de l'apocalypse de Widenlocher et Harlé (Dargaud) ; - public *Passager port disparu*, sixième tome des aventures de Théodore Poussin par Le Gall (Dupuis) ; - avenir *Virginie Broquet* ; - scolaire *Gilles Schaller* ; - prix Franco-Info les *Maîtres de l'orge* de Van Hamme et Valles (Glenat).

A la suite d'une manifestation

M. Bernard Notin empêché de reprendre ses cours de Lyon-III

de notre bureau régional

Sancionné pour avoir notamment nié l'existence des chambres à gaz, M. Bernard Notin n'a pas pu reprendre samedi 30 janvier comme prévu (le Monde du 15 janvier) son cours de « questions économiques » à l'université Jean-Moulin (Lyon-III). Une cinquantaine de personnes, répondant à l'appel de l'Union des étudiants juifs de France (UEJF), lui ont interdit l'accès à la salle 1607 : à 8 heures, une banderole, flanquée de étoile jaune et d'une liste de camps de concentration, condamnait l'entrée. Les manifestants brandissaient des pancartes où étaient inscrits des noms de déportés. M. Gilles Guyot, directeur de l'institut d'administration des entreprises (IAE), dont dépend M. Notin, a décidé d'annuler le cours. Mais, aucune décision n'a encore été prise pour la suite de l'année universitaire. En quittant les lieux, M. Notin a déclaré que « l'honneur de l'université est d'accueillir des enseignants de qualité ».

En juillet 1990, ce maître de conférences avait été interdit d'enseignement pendant un mois par la section disciplinaire du conseil d'administration de Lyon-III. Mais en mars 1991, le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER) avait cassé cette décision pour vice de forme, le remplaçant par un simple retard d'avancement de trois ans.

M. Simon Plato, président de l'UEJF, a réclamé « la radiation définitive » de M. Notin. Il a également souligné « l'ironie de l'histoire » qui veut que « seulement ans après l'accession de Hitler au pouvoir, M. Notin soit réintégré dans ses fonctions ». L'UEJF a indiqué son intention de revenir chaque semaine pour empêcher l'enseignant d'assurer ses cours.

E. Pe.

Vu de Davos

L'Amérique d'abord

A la vingt-troisième réunion annuelle du Forum de l'économie mondiale de Davos, M. Helmut Schießer, membre du conseil de la Bundesbank, a déclaré, le 29 janvier, que les interventions des banques centrales pour maintenir la parité des monnaies au sein du système monétaire européen (SME) devraient être limitées, se déclarant partisan de réalignements plus faibles mais plus fréquents. La Bundesbank a dépensé 90 milliards de marks (soit 300 milliards de francs) afin de maintenir la parité pendant la crise de septembre. Pour M. Schießer, des interventions excessives sont en train de créer une situation plus inflationniste pour le mark. Quant à l'ancien président de la Bundesbank, M. Karl Otto Pöhl, il a répété que les taux d'intérêt étaient trop élevés en Allemagne, que l'économie française en pâtissait et que, si le franc sortait du SME, il s'apprécierait par rapport au mark, soulignant qu'une telle décision signifierait la mort du système.

DAVOS

de notre envoyé spécial

Un sommet exceptionnel des chefs d'Etat des sept grands pays industrialisés (un G7) en printemps pour définir une stratégie mondiale de croissance ; la signature rapide d'un mini-accord pour mettre fin à l'Uruguay Round ; et l'annonce dans la foulée d'un nouveau cycle de négociations commerciales internationales sur tous les dossiers en suspens, un Clinton Round : ces trois propositions, avancées à Davos à l'occasion du Forum de l'économie mondiale par des proches de la nouvelle administration américaine, marquent, certes, une volonté de changement. Mais les partenaires des Etats-Unis y ont surtout vu la confirmation de leurs craintes : pour redonner du tonus à l'économie américaine, M. Clinton n'hésitera pas à durcir le ton avec ses « adversaires » économiques.

« Le G7 est mort, il faut le réviser », a-t-il dit d'abord expliqué M. Fred Bergsten, directeur de l'institut pour l'économie internationale de Washington, en appelant à la convocation d'un sommet pour fin mars-début avril. Pour cet expert proche de la nouvelle administration, il importe que le plan économique interne de

M. Clinton soit complété au niveau international par une stratégie concertée de croissance mondiale. Le Japon doit ainsi engager un nouveau stimulant fiscal important, les sept doivent convenir d'une réévaluation du yen de 20 % et s'en donner les moyens, l'Allemagne doit réduire ses déficits publics pour permettre à la Bundesbank puis aux banques des autres pays de réduire leurs taux d'intérêt. Les ministres japonais présents à Davos ont écouté avec quelque dédain, suggérant, à l'instar de M. Akio Morita, président de Sony, aux Américains de s'occuper d'abord de leurs propres problèmes et de réapprendre à produire. Premières escarmouches d'une nouvelle phase dans la guerre commerciale entre les Etats-Unis et le Japon.

La nouvelle administration américaine a cherché à tester ici ses projets en matière de négociations commerciales. Avec M. Bergsten, plusieurs représentants des Etats-Unis ont proposé de couper en deux les discussions en cours. Un mini-accord autour des dossiers déjà réglés devrait pouvoir être signé immédiatement. Toutes les questions restées en suspens ainsi que des dossiers nouveaux comme ceux liés à l'environnement feraient l'objet d'un nouveau cycle de négociations déjà baptisé Clinton Round.

M. Arthur Dunkel, directeur général de l'Accord général sur les tarifs douaniers (GATT) et le commerce a vivement rejeté ce scénario. Il a cependant reconnu qu'un accord global ne sera pas possible avant la 1^{re} mare, délai fixé par les procédures législatives aux Etats-Unis et a indiqué que la commission européenne Sir Leon Brittan, président le Devos, allait rencontrer le 11 février à Washington les nouveaux responsables américains. Pour faire avancer leurs idées, les Américains brandissent une vaste panoplie de menaces. Si le Japon est récalcitrant, certains, comme l'économiste Lester Thurow, du MIT, suggèrent l'instauration d'un contrôle quasi administratif du commerce bilatéral avec Tokyo. Si l'Europe hésite, les Etats-Unis pourraient se détourner du Vieux Continent et créer de vastes zones de libre-échange avec l'Amérique latine, d'une part, les pays riverains du Pacifique d'autre part.

Le ton est donné : America first. Les industriels européens présents à Davos ont compris le message. Et ils sont inquiets.

ERIK IZRAELEVICZ

□ Un général allemand à la tête de l'Eurocorps. - Le général de division allemand Helmut Willmann sera le premier chef de l'Eurocorps, qui a été créé à l'initiative de la France et de l'Allemagne, et doit le PC sera à Strasbourg. Agé de cinquante-deux ans et actuellement commandant la 7^e Panzerdivision à Ulm, le général Willmann prendra ses fonctions le 1^{er} octobre prochain. Son unité a été jumelée le 18 janvier dernier (le Monde du 9 janvier) avec le 2^e division blindée française basée à Versailles (Yvelines). Fort de 35 000 à 40 000 hommes et opérationnel en 1995, l'Eurocorps sera commandé en alternance par un général allemand ou français. La France avait proposé qu'un Allemand en soit le premier commandant.

□ Police : le secrétaire général du SNPT éternel. - Le policier Jacky Viallet, secrétaire général du Syndicat national des policiers en tenue (SNPT), affilié à la Fédération autonome des syndicats de police (proche de la gauche), a été placé sous mandat de dépôt, vendredi 29 janvier, à Paris, par le juge David Peyron, chargé d'enquêter sur une affaire de démarchage publicitaire abusif et de fausses factures (le Monde du 30 janvier). Jeudi, M. Viallet et le trésorier du SNPT avaient été placés en garde à vue. La mesure faisait suite à l'inculpation, la veille, pour « usage de faux », de deux responsables régionaux du SNPT, dirigant une mutuelle de la police, à Lille (Nord). Cette association est soupçonnée d'avoir eu des rapports avec une régie publicitaire parisienne impliquée dans des opéra-

tions de fausse facturation. Lors d'une perquisition au siège du SNPT, les enquêteurs auraient mis la main sur des documents financiers accordant cette hypothèse.

□ Attentats à l'explosif à Saint-Jean-de-Luz. - Deux attentats à l'explosif perpétrés dans la nuit du vendredi 29 au samedi 30 janvier ont gravement endommagé une perception et une recette postale à Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques). Il n'y a pas eu de blessés. Bien que l'on n'ait trouvé sur place aucune revendication, les enquêteurs portent leurs soupçons sur le groupe indépendantiste basque Iparristarrak.

Une enquête sur les musées

Publiée à partir du lundi 1^{er} février (numéro daté 2 février), le Monde va explorer en trois volets, ces temples de la conservation culturelle que sont les musées. Pas moins de quatre cents chantiers de musées sont ouverts en France actuellement. Dans leur premier article, Michel Gueniff et Emmanuel de Roux en visitent un grand nombre. Dans le deuxième, ils expliqueront les difficultés que les villes éprouvent souvent pour mener à bien leur grand projet muséal. Et, dans le dernier, ils broseront le portrait de quelques conservateurs aventureux.

CARNEGIE®

Leader mondial de la Formation



Didier Weyna

Pour progresser en

- * relations humaines
- * confiance en soi
- * communication
- * leadership
- * mémoire
- * enthousiasme
- * maîtrise du stress
- * épanouissement
- * expression en public, en réunion, en entretien

Venez voir !

CONFÉRENCES GRATUITES
« L'ART DE COMMUNIQUER »
• 80 CHAMPS ELYSÉES, 75008
Mars, 3 février, de 13h30 à 15h15
• 53 Av. de WAGRAM, 75017
Vend. 5 février, de 18h à 20h45
• Gare de LYON, Hôtel FRANTOUR
Lundi 8 février, de 18h à 20h45
• SAINT GERMAIN
Pavillon Henri IV, 21 rue Thiers
Mardi 2 février, de 18h à 20h45
• LE CHESNAY, 2 rue de Marly
Paris 2 Bureaux, Hôtel Marceau
Mer. 3 février, de 18h à 20h45

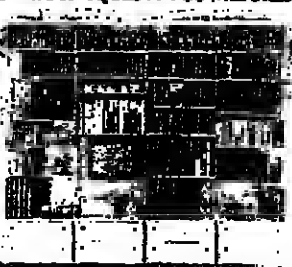
ENTRAÎNEMENTS DALE

CARNegie®

Séances de qualité dans 30 villes en France
pour Sociétés, Administrations, Particuliers
Siège : Sté Weyna Tél. 1. 38 54 61 08

RAYONNAGES

BIBLIOTHÈQUES À VOS MESURES



PRIX TRÈS COMPÉTITIFS

25 années d'expérience
R.-M. LEROY, fabricant - 208, m. de Maine
75014 Paris, M^e Alsace - Tél. 45-40-57-41

Le Monde

Les villes s'affaiblissent

Trente villes de Bourgogne rivalisent pour attirer les congressistes

19

Les Asiatiques sortent de leur réserve

Pour le Nouvel An, les Chinois de Paris présentent leur communauté

20

Des voitures qui empoisonnent

La circulation automobile est responsable de la pollution urbaine

22

Blois : une ville qui rêve d'être capitale

L'ancienne cité royale a su tirer profit des apports extérieurs

24

■ 18 Agenda ■ Statistiques ■ Formation ■ Propos ■ 23 Livres ■ Portrait ■ Débat ■ Courrier ■

HEURES LOCALES

NANCY SAUVEGARDE SON CŒUR

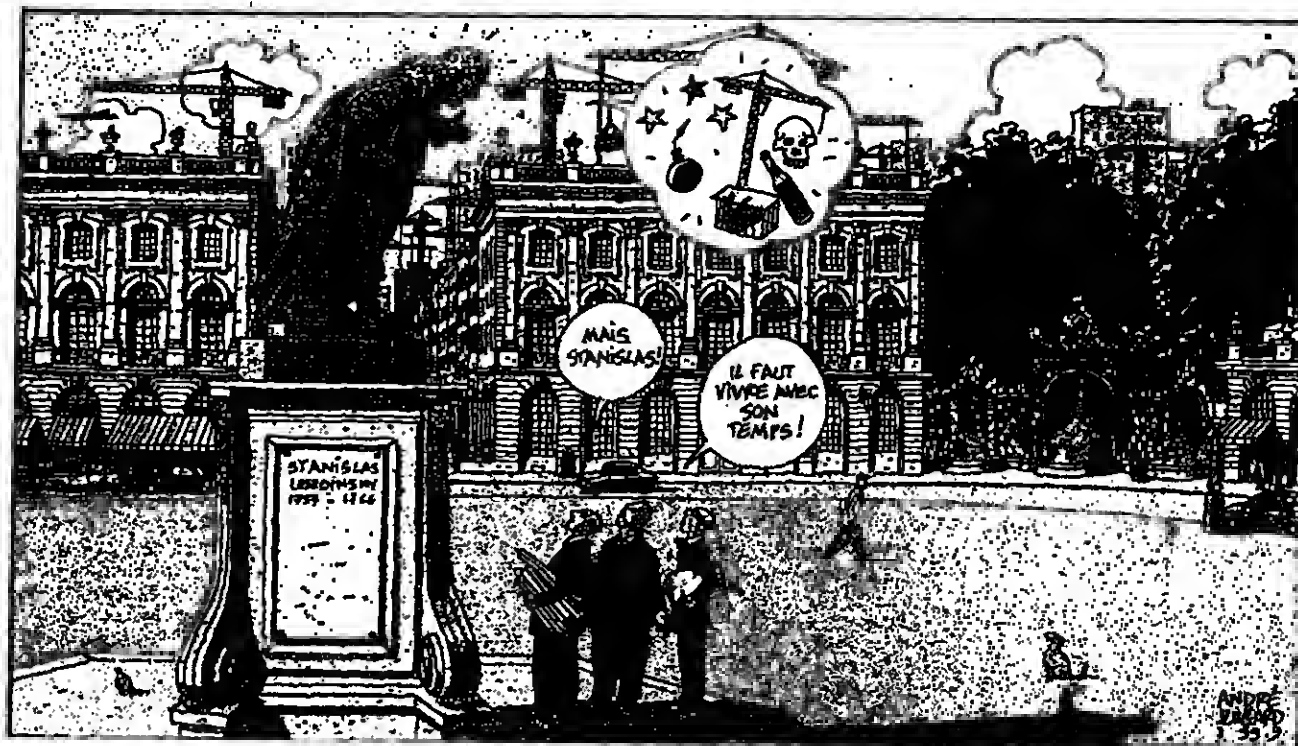
Après une décennie d'étude du tissu urbain, la ville possède enfin un document d'urbanisme, mais des voix s'élèvent pour réclamer de nouvelles garanties

ÉTENDU sur 150 hectares, soit 10 % du territoire de la commune, le secteur sauvegardé de Nancy se situe parmi les plus importants de métropoles françaises. Contenu à peu près dans le tracé des anciennes fortifications du seizième siècle, il englobe la ville vieille de la Renaissance, la ville de Charles III du dix-septième siècle, et la ville de Stanislas, joyau de l'architecture du dix-huitième. Et on y retrouve, disséminés au hasard des disponibilités foncières de l'époque, les témoignages de l'Ecole de Nancy, depuis la chaleureuse brasserie de l'Excelsior, proche de la gare, jusqu'à la délicate maison Bergeret, devenue siège de la présidence de l'université des sciences.

L'étude systématique du tissu urbain de l'hyper-centre a duré une dizaine d'années. Au terme de ce travail, la ville a organisé, en mai d'octobre 1992, une enquête publique sur le secteur sauvegardé, couronnée par un avis favorable, à quelques réserves près, des commissaires-enquêteurs. Applicables de fait depuis 1989, ces directives attendent désormais d'être approuvées par un décret du conseil d'Etat pour devenir irréversibles.

Lors de leur étude, les urbanistes ont écarté du secteur sauvegardé la catastrophe quartier Saint-Sébastien, bloc de béton gris et tours de verre construits au début des années 70 sur les ruines d'un vieux quartier. L'expression du critique André Fernigier, sacrifié à l'image de marque d'une cité qui se voulait, dans le tan des trente glorieuses, moderne et dynamique. De même, le document abandonne à son sort la place de la Gare, où une tour de 100 mètres et des locaux commerciaux déçoivent le visiteur à sa descente de train.

C'est pour que ne se renouvellent plus ces errements qu'a été étudié le secteur sauvegardé, selon une procédure impulsée par André Malraux en 1962. Nan sans difficultés. Les Nancéiens gardent le souvenir de la résistance qu'ils ont dû mener, durant de longues années, pour obtenir cette sorte de charte de l'urbanisme. Multiplication des associations, pétitions, oppositions individuelles : tout a été mis en œuvre pour éviter que la rage dévastatrice de l'époque n'aile jusqu'à faire sauter l'Excelsior et la chambre de commerce. Et quand une exposition «pirate», intitulée «Vie ou mort de Nancy?», a réuni, au début de l'année 1975, neuf mille visiteurs au Musée des beaux-arts, le conseil municipal a entériné



les contours du secteur sauvegardé dessinée par l'architecte Gaston Leclerc, confirmés par le ministère de la culture.

Redonner au patrimoine toute sa beauté

Le conseil municipal élu en 1983 et présidé par André Rosinot (UDF-Radical) et, pour l'essentiel, réélu en 1989, compte quelques personnalités qui ont participé à cette longue bataille. Ainsi Bernard Guerrier de Dumast, aujourd'hui adjoint au maire, doit-il se souvenir d'avoir, à l'époque, dénoncé «le caractère irréversible du massacre des îlots anciens». Il ne sa démarquer pas pour autant de la ligne fixée par le maître d'œuvre du plan de sauvegarde, Bertrand de Tourner : «Protéger le patrimoine, lui faire retrouver toute sa beauté, oui, mais à condition qu'il soit vivant.»

Le héritier le plus tenace de ce combat reste Françoise Hervé, fonctionnaire au ministère de l'environnement, qui fut en 1983 la seule élue d'une liste exclusivement vouée à la défense du patrimoine

urbain. Six ans plus tard, elle acceptait de figurer parmi l'équipe du maire, «à condition, de pouvoir travailler concrètement», explique-t-elle. En fait, elle n'a pas vendu son âme... Françoise Hervé n'est toujours pas d'accord avec le résultat du plan de sauvegarde. «Il existe, très bien. Mais que protège-t-il? Quand nous nous sommes battus contre des projets urbains déments, nous voyons aujourd'hui un plan plein de vides, à l'image de tous ces immeubles non protégés parce qu'on ne leur a pas trouvé de caractère architectural propre. Tous ces vides peuvent laisser la place à des mutations considérables de la ville, si on n'y prend pas garde.»

Et Françoise Hervé, qui s'est fait violence durant ces dernières années pour ne pas compromettre ses chances de pouvoir «travailler concrètement» au sein du conseil, explose aujourd'hui en exigeant une révision complète d'un plan qui a mis dix années à éclore. D'autres voix ont accompagné sa colère. Une dizaine d'universitaires lorrains ont recensé, au cours de l'enquête publique, une longue série de «déficiences» pour souligner «la

nécessité impérieuse de réviser le plan de sauvegarde et de mise en valeur» du centre-ville. Une association créée pour la circonstance a, de son côté, réuni sept cents signatures dans le même sens. Les commissaires-enquêteurs, sur les vingt et une observations consignées au registre public, en ont retenu quinze «qui pourraient faire l'objet d'une étude, voire d'une modification du plan». Mais de «révision» globale, au sens où le souhaite Françoise Hervé, il n'en est pas question. Les élus de la majorité municipale observent ce combat avec circonspection. Dans l'entourage du maire, on pense qu'annoncer une révision du plan de sauvegarde aurait un effet déplorable sur l'opinion, après avoir évacué sa conclusion. Très probablement, il sera tenu compte des observations retenues par la commission d'enquête, mais une refonte plus complète du document ne pourrait être envisagée qu'après sa validation par le Conseil d'Etat.

de notre correspondant à Nancy
Bernard Maillard

Surenchère

Le transfert d'emplois de Dijon vers Glasgow, par le groupe américain Hoover, fait grand bruit dans la région et au-delà des frontières (le Monde du 28 janvier). Cette restructuration survient au moment où Locote in Scotland, équivalent de la DATAR pour l'Ecosse, se lance dans une offensive de charme en direction de la France et de ses investisseurs potentiels.

Cette importante institution, qui compte une douzaine de bureaux de Chicago à Tokyo en passant par Bruxelles, envisage d'en créer un dans l'Hexagone. Sur place, les responsables économiques écossais se plaisent à souligner la fibre européenne de leurs compatriotes et leur francophilie de langue d'oïl, autrement dit à revendiquer une identité régionale distincte du pouvoir anglais. A l'inverse, l'affaire Hoover risque de frayer quelque peu ce nouvel élan. Les fortes concessions syndicales d'un côté de la mer du Nord, le perte d'emplois de l'autre, ouvrant la voie à bien des amertumes. Surtout, la surenchère des subventions à laquelle se livrent les Etats membres pour faire venir des entreprises sur leur sol entache l'avenir de la coopération des régions au sein de la Communauté européenne.

Il semble cependant que les conditions financières offertes à Hoover ont été sensiblement les mêmes de la part de la France et de l'Ecosse : environ 40 millions de francs. Le gouvernement britannique a fourni la moitié de la somme, les autorités territoriales l'autre moitié. Villages, départements, districts ou comtés : partout différentes, les autorités locales n'ont pas toutes des compétences économiques. Mais elles sont en quête d'emplois. Dans cette rude compétition, les règles du jeu sont bien difficiles à établir, elles pourraient se révéler plus complexes encore à contrôler dans un proche avenir.

Martine Valo

L'ÎLE-DE-FRANCE DANS L'INCERTITUDE

Le rejet du projet de schéma directeur laisse la région sans grandes orientations pour son avenir

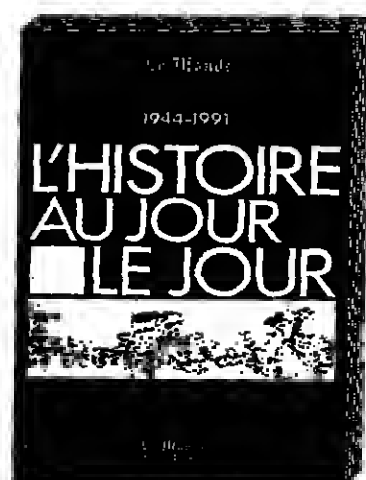
Il est décidément bien difficile de mettre au point un schéma directeur en Île-de-France. La situation actuelle rappelle, par bien des aspects, l'épisode de 1981. Un projet élaboré à partir de 1978, à l'initiative du président de la région qui était déjà Michel Giraud, avait été abandonné à l'occasion des élections présidentielle et législatives qui avaient bouleversé le paysage politique. Le rejet du projet présenté aujourd'hui, après trois ans de préparation, tient beaucoup au contexte électoral (le Monde des 28 et 30 janvier), mais il est aussi la conséquence du statut particulier de la région-capitale

en matière d'aménagement du territoire. Les lois du 7 janvier 1983 et du 18 juillet 1985 ont transféré de l'Etat aux communes des responsabilités étendues en matière d'urbanisme. Simultanément, elles ont maintenu à l'Etat, pour la région Île-de-France, la responsabilité d'élaborer en concertation avec le conseil régional, le conseil économique et social régional et les conseils généraux, un schéma régional qui définisse la stratégie à long terme d'aménagement et d'urbanisme de la région-capitale. En raison de ses répercussions sur l'ensemble du développement des autres régions, le contrôle de la crois-

sance de l'Île-de-France doit en effet permettre aux pouvoirs publics d'élaborer une stratégie cohérente d'aménagement du territoire. Ainsi était salué et confirmé le rôle essentiel dans le développement de l'Île-de-France du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU), élaboré en 1965 par Paul Delouvrier, et qui a été à l'origine de la construction de cinq villes nouvelles, du réseau express régional (le RER) et de l'aéroport de Roissy. Après sa révision partielle en 1976, ce SDAU reste la référence légale pour l'affectation des terrains (espaces verts, agri-

culture, industrie, logements). Pendant quelques années, des révisions partielles ont permis à des opérations d'aménagement en contradiction avec le schéma initial de se réaliser néanmoins. Mais aujourd'hui, près d'une centaine de ZAC sont complètement arrêtées, soit que des associations aient déposé des recours devant le tribunal administratif pour non-conformité au SDAU, soit que les préfetures aient demandé aux élus et aux aménageurs de retarder leurs projets dans l'attente d'un nouveau document. Il est, par exemple, impossible de prévoir autre chose que des activités industrielles sur les terrains de l'ancienne usine Renault à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) ou sur une partie des friches de la Plaine Saint-Denis, sauf à en faire des opérations d'intérêt national, pour passer au-dessus des prescriptions du SDAU.

Christophe de Chenay
Lire la suite page 20



L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR
1944-1991

INVENTÉ EN LIBRAIRIE

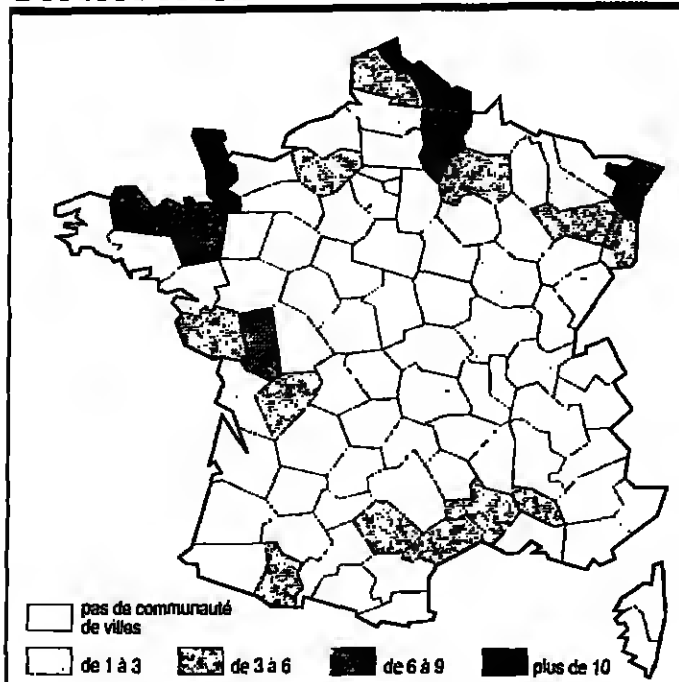
Le Monde
EDITIONS

Un demi-siècle
d'histoire dans
les archives du
Monde

Une encyclopédie
pratique de
1064 pages (avec
chronologies, cartes
et index). 395 F

REPÈRES

STATISTIQUES



Succès pour l'intercommunalité

La loi sur l'administration territoriale de la République a été couronnée de succès. A la fin de l'année 1992, le gouvernement a recensé 190 communautés de communes et 3 communautés de villes (La Rochelle, Cambrai, Aubagne). Ces nouvelles structures regroupent 2 090 communes et 3,3 millions d'habitants. Mais les deux tiers comptent moins de 10 communes. Certains départements comme la Manche, l'Ille-et-Vilaine ou l'Aisne font de beaux scores. En revanche, certaines zones géographiques restent vides : région parisienne, Centre, Limousin, Rhône-Alpes. Ce qui ne signifie pas que l'intercommunalité y est absente. A côté des nouvelles entités créées par la loi, on compte en effet 260 districts, 9 communautés urbaines et 9 syndicats d'agglomération nouvelle.

(Source : direction générale des collectivités locales.)

XI^e PLAN

MIEUX LUTTER CONTRE LES EXCLUSIONS

Un rapport suggère plus de démocratie locale et d'équipements publics

EN matière de politique de la ville aussi, l'heure est aux bilans. Après les rapports critiques et pessimistes de Jean-Michel Belorgey (PS) et du sénateur Gérard Larcher (RPR), le commissariat du Plan propose une vision prospective nécessairement plus mobilisatrice. Le rapport du groupe « villes », présidé par François Geindre (PS), maire d'Hérouville-Saint-Clair (Calvados) plaide pour qu'au cours du XI^e Plan (1993-1997), la politique de la ville soit redéfinie autour des rapports entre un Etat renforcé et des collectivités locales regroupées, afin de mieux lutter contre les exclusions et les « fractures urbaines » (1).

La « contractualisation » des rapports entre l'Etat et les collectivités locales, qui est à la base de la politique de la ville, a révélé des faiblesses : l'Etat a parfois accordé ses financements en contrepartie de vagues engagements, dont le non-respect n'a donné lieu à aucune sanction. Le peu de poids des services déconcentrés de l'Etat face aux élus, accentué par l'enchevêtrement des procédures et le morcellement des communes, explique cette situation.

Pour surmonter ces difficultés, le rapport de François Geindre propose une petite révolution dans la conception de la participation des habitants et l'exercice de la démocratie locale. Constatant l'impuissance des politiques sociales à com-

penser les ravages du chômage, le document estime que « l'insertion économique ne peut plus constituer le préalable à une reconnaissance sociale et politique des exclus ». Il suggère l'utilisation des dispositions légales qui permettent la consultation directe des habitants et, au-delà, « une nouvelle organisation politique de la ville ».

Chaque agglomération deviendrait ainsi une entité politique propre, dotée d'un conseil élu au suffrage universel direct. Les communes actuelles seraient transformées en arrondissements dirigés, eux aussi, par un maire élu, comme à Paris, Lyon et Marseille. Afin d'assurer la participation politique des habitants des ZUP et autres quartiers excentrés, le rapport suggère un redécoupage des plus grandes communes et « l'instauration d'une légitimité électorale de représentation au niveau du grand quartier ».

François Geindre propose aussi le renforcement des procédures de concertation avec les habitants dans les procédures de réhabilitation.

Une taxe sur les carburants

Il estime que les démolitions, là où elles s'imposent, doivent être systématiquement accompagnées d'un plan de reconstruction, voire de recon-

ÉDUCATION

L'ÉCOLE, LA VILLE ET L'ÉTAT

Réunis à Paris, des maires de pays francophones s'interrogent sur le partage des compétences entre administrations et communes

QUELLE est la mission d'une commune en matière d'éducation ? Telle est la question que se sont posée lors du colloque annuel de l'Association internationale des maires francophones (AIMF), les 20 et 21 janvier, les 40 maires présents sur les 70 villes que regroupe cette association dispersée sur les cinq continents.

La difficulté de l'exercice réside dans la diversité des situations exposées : quel rapport entre les problèmes rencontrés par la municipalité de Niamey (Niger) et celle d'Huê (Vietnam) ? Quelle ligne de force pourrait guider les services municipaux de Bucarest (Roumanie) et ceux de Moroni (Comores) dans leur lutte contre l'échec scolaire ?

Jacques Chirac, président et fondateur de l'AIMF (1), a eu beau accueillir les participants sur le thème de la nécessaire coopération intercommunale en faveur du développement, il ne simplifia pas la tâche des intervenants. « Il n'est pas pensable, déclara le maire de Paris, de laisser le continent africain livré à lui-même, à l'analphabétisme et au chômage endémique. Ce serait manquer à l'éthique de

solidarité la plus élémentaire, mais ce serait aussi s'exposer aux contre-coups des intégrismes, des mouvements déstabilisateurs politiques ou sociaux et de l'émigration massive que nous n'avons pas les moyens d'assumer ».

Le désengagement du pouvoir central

Concernant le partage des compétences entre les communes et l'Etat, les maires des villes francophones, souvent élus, parfois nommés, ont dépassé les clivages de leurs particularismes locaux. Un certain nombre de municipalités n'ont en effet aucune obligation légale dans le secteur éducatif, ce qui ne leur interdit pas cependant de participer au financement de l'école, voire de tenter de pallier les insuffisances de l'Etat. « Les gouvernements ne sont pas en contact direct avec la population, contrairement aux services municipaux », explique ainsi M'Ahmed Ali Bouleymen, maire de Tunis (Tunisie).

Mais la tendance actuelle est au désengagement du pouvoir central. De nombreux Etats

procèdent aujourd'hui à une déconcentration mal maîtrisée, ce qui se traduit par un transfert de charges sans transfert de ressources équivalent. Les maires ont souhaité que ces mutations soient régies par une loi ou par des accords contractuels, comme c'est le cas à Dakar (Sénégal). En revanche, il leur est apparu souhaitable que l'Etat demeure seul compétent pour la définition des programmes, le recrutement, la formation et la rémunération du corps enseignant.

Les responsables des villes francophones ont toutefois envisagé une participation plus active dans le secteur périscolaire. Les équipements sportifs et culturels sont certes insuffisants, mais ils existent. Le fait qu'ils demeurent propriété de l'Etat compromet leur utilisation de façon rationnelle. Le maire de Libreville (Gabon), Claude Damas-Ozimo, a ainsi expliqué que, pour aménager une aire de jeu, la ville devait demander l'autorisation à l'Etat d'intervenir sur un de ses terrains.

Enfin, la lutte contre l'analphabétisme réclame tout d'abord une extension du nombre des établissements scolaires.

A Conakry (Guinée), par exemple, il n'existe que vingt-cinq écoles maternelles pour un million et demi d'habitants. Seuls 3 % des enfants y sont scolarisés, et les écoles élémentaires accueillent en moyenne 83 élèves par classe.

Les efforts, ont conclu les maires, devraient se concentrer sur les quatorze-vingt ans. Pour cela, les municipalités sont prêtes à s'appuyer sur les réseaux associatifs existants, qui paraissent le mieux à même d'organiser ces jeunes. Des exemples de coopératives au Burkina-Faso ont ainsi été évoqués, ainsi que des associations proches du scoutisme au Rwanda.

Michèle Aulagnon

(1) Fondé en 1979 par Jacques Chirac, l'AIMF a un objectif officiel : favoriser l'aide des villes européennes et canadiennes aux grandes cités africaines. Mais cette structure permet aussi au président du RPR d'entretenir des relations internationales. L'AIMF subventionne vingt-quatre projets d'équipements urbains, notamment dans les domaines de l'environnement et de l'information. Derniers dossiers approuvés : l'achèvement à Brazzaville d'un dispensaire, la rénovation de stades à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso, l'informatisation de la gestion municipale d'Abidjan. Autre cas concret : Lyon expédie au Niger, en Tunisie et aux Comores ses bennes à ordures réformées, après les avoir remises en état. Paris dépense environ 10 millions de francs par an pour assurer le secrétariat permanent de l'AIMF et alimenter son fonds de coopération.

BLOC-NOTES

AGENDA

■ Instruction civique. — « Comment sensibiliser les jeunes à la vie civique ? », la question sera posée au Sénat, le jeudi 4 février, au cours d'une journée organisée par l'association Communication et Citoyen. Portée de la jeunesse actuelle, teneur de l'éducation civique aujourd'hui et méthodes pour le diffuser, bien des actions des collectivités locales, notamment des conseils d'enfants ou de jeunes à l'échelon municipal et départemental, constitueront autant de pistes de réflexion, étayées par des études. L'ensemble de ces travaux devraient faire l'objet d'une communication au Salon CAP-COM, qui se tiendra à Lyon, en mai.

■ Renseignements au 60-69-37-08.

■ Insertion. — Une vingtaine de représentants de centres communaux d'action sociale devraient se réunir, à l'initiative de celui de Créteil, le jeudi 4 et vendredi 5 février. Cette rencontre, qui aura lieu à Créteil, sur le thème de l'aide à l'insertion, utilisera comme un outil d'insertion, leur permettre de dresser un bilan de leurs expériences dans ce domaine.

■ Renseignements au (16) 44-29-50-11 ou 44-29-51-59.

■ Graphisme. — Le ministère de l'éducation nationale et de la culture organise un colloque sur le « graphisme d'utilité publique », intitulé « Le signe et la citoyenneté », à Paris, jeudi 4 et vendredi 5 février. Sous le vocable de « graphisme d'utilité publique », les organisateurs désignent tout simplement des passeports ou des permis de conduire, des timbres ou des affiches. Ils entendent « sensibiliser » les responsables de la commande publique à l'usage de l'esthétique dans la « mise en forme visuelle » d'un message. Les intervenants seront des fonctionnaires et des graphistes français et étrangers.

■ Renseignements au (16-1) 40-15-73-00 ou 42-96-15-51.

■ Développement du littoral. — Les communes du littoral ont beaucoup d'outils pour améliorer leur développement économique. Le tourisme est devenu ces dernières années une ressource importante, sinon essentielle. L'Association nationale des élus du littoral (ANELL) et la Fédération nationale des sociétés d'économie mixte (FNESEM) organisent, le 10 février à Paris, une journée sur « Le développement du littoral : tourisme et SEM » au cours de laquelle ils évoqueront les problèmes économiques, juridiques et urbanistiques posés par le développement de cette activité.

■ Renseignements au (16-1) 47-42-81-19.

■ Etats généraux de la fonction publique territoriale. — L'Union nationale de l'encadrement des collectivités territoriales (UNECT), syndicat affilié à la Confédération générale des cadres (CGC), qui préside Bernard Bled, secré-

taire général du Conseil de Paris, organise des états généraux de la fonction publique territoriale, jeudi 11 février à Paris. Le syndicat examinera notamment la situation des cadres, souvent tentés de rejoindre le secteur privé. Il évoquera aussi les problèmes de statut de ces personnels et les rapports avec les employeurs.

■ Renseignements au (16-1) 42-71-90-33.

■ Technopoles. — L'Association France-Technopoles, qui préside Pierre-Yves Tesso, et le Comité français des expositions et conventions organisent un séminaire d'une demi-journée sur « Les technopoles, facteur de développement », jeudi 18 février, à la Sorbonne. Ce séminaire, destiné aux responsables des technopoles, sera l'occasion de mettre au point la Convention qui devrait se tenir en octobre 1993 à Nice-Acropolis.

■ Renseignements au (16-1) 45-63-05-00.

■ Vendre aux collectivités locales. — La Maison des collectivités locales, société privée qui dirige Christian Jullienne, organise un colloque intitulé « Evolution des budgets, vendre aux collectivités locales en 1993 » à Paris, mercredi 24 février. En une journée, bien des questions doivent être évoquées : techniques de vente au secteur public local, connaissance des décideurs locaux, dépenses et recettes des collectivités, marchés publics, délégations et concessions.

■ Renseignements au (16-1) 45-35-00-00.

■ Cadres du développement local. — L'Institut des managers du développement local (IMDL) prépare le recrutement de sa cinquième promotion de stagiaires. Cet organisme, où se retrou-

vent des représentants d'entreprise et le groupe TEN, forme chaque année, à raison d'une semaine par mois, une quinzaine de cadres supérieurs à la conduite de projets de développement territorial. Par l'étude de cas concrets et des « rencontres avec des acteurs » français ou européens, ces sessions permettent l'émergence de nouveaux professionnels très recherchés par les collectivités locales.

■ Renseignements au (16-1) 40-25-39-02.

PUBLICATIONS

■ Rapport d'activité de la DATAR. — La Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) vient de publier son rapport d'activité qui couvre la période novembre 1990-octobre 1992. Cet ouvrage de soixante-cinq pages, illustré de nombreuses cartes, retrace les principales actions de cet organisme qui fêtera, en février 1993, son trentième anniversaire.

■ DATAR, 1, avenue Charles-Floquet, 75007 Paris.

CONCOURS

■ Prix de l'entreprise technologique. — Le Grand prix de l'entreprise technologique a été remis au mois de décembre par Michel Giraud, président du conseil régional d'Île-de-France, à Mayol Spindler, une société de Chateaufort, spécialisée dans la fabrication de produits pharmaceutiques. Ce prix, d'un montant de 250 000 francs récompense l'entreprise francilienne la plus innovante dans sa collaboration avec des laboratoires. Cinquante autres sociétés ont été distinguées et ont reçu, chacune, un prix de 100 000 francs : l'Agence 3P Prod de La Ferté-Macé, l'Inocem de Châteaufort-Malabry, Dorotech de Nanterre, Bio-transfer de Montreuil et Gristet d'Aubervilliers.

FORMATION

■ Cadres du développement local. — L'Institut des managers du développement local (IMDL) prépare le recrutement de sa cinquième promotion de stagiaires. Cet organisme, où se retrou-

PROPOS

MAIRES

« Nous avons préparé une stratégie de lobbying parlementaire et ministériel qui analysera les textes actuels et ceux qui sont en projet. Puis nous avons décidé de modes de collaboration étroite avec les présidents d'association départementale, notamment pour les aider, sur le terrain, à monter des réunions d'information répondant aux préoccupations des maires. »

Jean-Paul Delavoye (RPR), président de l'Association des maires de France, le Quotidien du maire du 27 janvier.

TGV

« Quand un TGV me laisse dans une petite gare de province, je dois, pour arriver à destination, prendre un autocar bruyant, lent, mal fourni, qui parfois sent le rose. »

MAFIA

« Un certain nombre d'abattoirs français ont fait faillite à la suite de marchés conclus avec des entreprises italiennes. Une fois le viande partie, il est apparu que les commanditaires étaient des sociétés taxées et autres faux importateurs. »

Bernard Gallot (PS), rapporteur de la commission d'enquête parlementaire sur la Mafia, le Point du 23 janvier.

Le Monde
EDITIONS

COMMENT PENSER
L'ARGENT ?
Sous la direction de Roger-Pol Droit

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Philippe Bernard

(1) Villes, démocratie, solidarité : le pari d'une politique. Rapport du groupe « villes » pour la préparation du XI^e Plan. Cofinancé par le Ministère et La documentation française, 160 F.

هكذا من الأهل

MIDI-PYRÉNÉES
JARBOT
POUR LA
BOURGOGNE
LES VILLES
S'AFFAIRE
Une presse
accrue
la Double
Inconstance
Bouillon
Tâche
46 55 43 45

MIDI-PYRÉNÉES

BARBOTAN MOBILISÉE POUR LA SÉCURITÉ

La station thermale de l'Armagnac doit encore faire des investissements pour accueillir les curistes

À moins d'un mois de l'ouverture de la saison thermale à Barbotan, programmée le 22 février, la commission de sécurité de l'arrondissement, diligentée par Jean-Marie Bonal, sous-préfet de Condom, à la demande du maire de Cazeaubon-Barbotan (Gers), a constaté que vingt-quatre des vingt-sept hôtels de la station de l'Armagnac contrôlés en octobre dernier n'étaient pas en conformité avec la réglementation en matière de sécurité. Ces établissements devront accomplir les travaux nécessaires afin de pouvoir accueillir ses curistes et leurs accompagnateurs.

Dans la foulée, et toujours sur les bases du rapport de la commission d'arrondissement, le maire, Marc Dero (PS), a fait immédiatement fermer jusqu'à

nouvel ordre huit bâtiments disséminés sur le territoire communal accueillant ou ayant accueilli du public. Il s'agit de quatre salles des fêtes ou espaces culturels et de quatre églises ou chapelles rurales, qui, à titres divers, présentaient certains défauts de structure, des installations de sécurité insuffisantes, ou encore, dans le cas du foyer rural de Cuzan, un plafond composé avec des matériaux combustibles.

Un dernier constat, qui explique largement la fermeture du foyer dans une cité de Cazeaubon-Barbotan encore traumatisée par le drame du 27 juin 1991, lorsque vingt personnes moururent asphyxiées au sein des thermes par la combustion du matériau utilisé pour la fabrication des cloisons de l'établissement. Mais, alors que le

rapport d'expertise a été annulé pour une simple question de procédure, le maire de Cazeaubon qui a été inculpé. Il entend profiter de cette occasion pour montrer qu'au-delà des thermes, gérés par la Chaîne thermale du Soleil, la sécurité des personnes dans différents lieux de la ville est le premier souci des élus.

Tour de vis

Ce zèle municipal semble trouver un ferme écho du côté de l'administration. Devant les hôteliers-restaurateurs, le sous-préfet a souligné que, tout en étant conscient des difficultés économiques vécues par les hôteliers victimes de la récession qui frappe le thermalisme, il n'en « refuse » pas moins de « mettre en balance l'économie

d'une région avec la sécurité de ceux qui y résident ». Un rappel d'autant plus nécessaire aujourd'hui de la part du représentant de l'Etat que l'administration s'était montrée visiblement peu soucieuse de faire appliquer ses propres normes lors de la décennie précédente. « Quand les directives ne sont pas appliquées, il faut un tour de vis supplémentaire », confirme aujourd'hui le sous-préfet de Condom.

Les professionnels de la station ont l'impression que « la ville est dans le collimateur », selon l'expression de l'un d'entre eux. Certains commerçants vont jusqu'à parler d'« excès de zèle ». Jean-Marie Bonal dément : « La commission de sécurité doit se donner des priorités. A Barbotan, c'est forcément au niveau de l'accueil du public qui dort et de tous les gens de passage. »

Mais il reste aussi à contrôler les très nombreux meublés saisonniers qui accueillent chaque été les curistes et les personnes qui les accompagnent. Autant d'initiatives susceptibles, à la longue, de compenser le déficit d'image, injustifié aux yeux des Barbotanais, dont souffrirait la jolie cité thermale.

Après une année de pointe en 1990 (22 862 curistes accueillis), la fréquentation est redescendue en deçà de la barre

des 20 000 en 1992 : « Mais il faut plutôt voir la l'effet de la récession, frappant quasiment l'ensemble des stations », explique Jean-Jacques Torlasco, président des hôteliers-restaurateurs, conseiller municipal et délégué au tourisme.

Propriétaire de l'un des trois établissements jugés conformes par la commission, il entend profiter des événements actuels pour entamer une campagne de promotion qui permette à la station thermale du Gers de reconquérir une image positive. « L'ouvrage, remarquable-t-il, c'est qu'en étant obligé de refaire ces onénagements tout de suite, Barbotan va redevenir la station la plus sécuritaire du parc hôtelier. » Encore faudra-t-il le faire savoir. Rude tâche, estime le délégué au tourisme, dans la mesure où, souvent, l'actualité de la longue procédure judiciaire occulte le message positif que les professionnels souhaitent délivrer. Et Jean-Jacques Torlasco traduit le sentiment général de ses collègues et d'une partie des habitants de la commune : « On voudrait bien que l'instruction aboutisse... »

de notre correspondant à Auch
Daniel Hourquebie

BOURGOGNE

LES VILLES S'AFFAIRENT

Dijon, Beaune et Chalon rivalisent pour attirer les congressistes

La vieille bataille d'influence que se livrent Dijon, la capitale de la Bourgogne, et Beaune, la capitale du vin, n'épargne pas le tourisme. L'affaire est en cours : la création d'un Palais des congrès de 400 places et 3 000 mètres carrés d'exposition, il y a deux ans, par la municipalité de Beaune et son maire Henri Moine (RPR), n'a rien fait pour les réconcilier.

Toutes les deux possèdent des atouts pour séduire les congressistes qui, en dehors des réunions de travail, apprécient la filière. « La renommée du vin et de l'hôtel-Dieu, qui viennent attirer 400 000 visiteurs chaque année, apporte spontanément 40 % des réservations », souligne Antoine Perragin, directeur de la société d'économie mixte qui gère l'équipement.

Au terme de deux ans de commercialisation, les résultats sont en effet encourageants : 53 000 congressistes pour 98 manifestations en 1992, soit 202 jours d'occupation.

Une prospection accrue

Face à ce succès de son tout jeune concurrent le Parc des expositions et des congrès de Dijon, implanté depuis l'après-guerre, n'est pas en reste. Un programme de rénovation sur cinq ans a été entrepris. Le hall d'exposition, qui héberge, tous les ans, la fameuse Foire internationale et gastronomique, a été porté à 38 500 mètres carrés. Fort de cette capacité d'accueil supplémentaire, l'exploitant - qui est une association loi 1901 liée par convention avec la ville - porte ses efforts de commercialisation sur les congrès-expositions. Un nouveau « produit », déjà prisé

par le secteur médical, qui devrait contribuer à conforter les performances de l'activité congrès, qui représente 14 % du chiffre d'affaires, avec 150 000 congressistes (contre 350 000 visiteurs pour les foires et salons) et une trentaine de manifestations.

Une prospection accrue a été mise en œuvre, avec participation à des salons professionnels, en France et à l'étranger, et des voyages de stimulation pour les décideurs. Un amphithéâtre de 600 places, équipé d'un système de traduction simultanée, doit faire du Parc des expositions et des congrès de Dijon le plus grand des équipements de ce type en Bourgogne-Franche-Comté, lorsque sera concrétisé le nouveau projet du maire, Robert Poujade (RPR), à savoir un auditorium de 1 600 places. Une cité des affaires de 3 000 mètres carrés de bureaux et un hôtel quatre étoiles seront bâtis à proximité immédiate.

Malgré ses ambitions plus modestes (3 000 mètres carrés de bâtiment), les deux villes de Côte-d'Or doivent désormais compter avec le Parc des expositions et des congrès de Chalon-sur-Saône, ouvert au mois de septembre 1992. En Bourgogne encore, sur le même axe Paris-Lyon, Auxerre tente à son tour de donner vie à un projet déjà ancien du maire, Jean-Pierre Soisson (Majorité présidentielle).

La concurrence, bien réelle malgré les déclarations des élus et des exploitants qui préfèrent présenter ces équipements comme complémentaires, a cependant le mérite de donner à cette région, déjà touristique, des atouts supplémentaires pour le voyage d'affaires.

de notre correspondante à Dijon
Chris Maillard

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

L'HUILE D'OLIVE CHERCHE SES CRUS

Pour la promotion de leurs produits, les oléiculteurs s'inspirent des vignerons

TRADITIONNELLEMENT, on goûte l'huile d'olive nouvelle dans les moulins de Provence avec un morceau de fougasse humecté sous le filet qui s'écoule à la sortie des presses. Dans le Var, on la mélangeait, jadis, avec une salade tiède de pois chiches. Dans les Alpes-de-Haute-Provence, elle était appréciée avec des gosses d'ail cuites sous la cendre de bois. Dans la vallée des Baux-de-Provence, l'usage est encore d'en assaisonner un plat de lentilles. Mais, jusqu'ici, le goût « primeur » n'était vraiment connu que des producteurs et d'amateurs avertis.

Un dynamique moulinier de Mouriès, Christian Rossi, a pensé qu'il serait judicieux de transformer ce privilège en un atout de promotion grâce à une célébration annuelle directement inspirée du chapitre des confréries vineuses. Six mouliniers de la vallée des Baux se sont, depuis, regroupés en association (1) pour poursuivre et amplifier l'expérience lancée en 1991. Et, pour la seconde fois, on a dignement fêté, avant Noël, l'arrivée de l'huile d'olive « primeur » produite au pied des Alpes, en pleine Provence de Daudet.

Le cœur et le portefeuille

« Le pur arôme du fruit qui vient d'être écrasé, comme si la nature vous servait un visage. » Une bulle « bourgeoise », dans une robe vert foncé, de saveur ardente mais fine (celle-ci ne subsistant que deux à trois mois). Obtenue par première pression à froid et extravierge, c'est-à-dire contenant moins de 1 % d'acidité. Une huile dont les oléiculteurs de la vallée des Baux racontent l'histoire avec des mots imaginés : celle de leur métier « qui venait dou brès » (qui vient du berceau), de leurs arbres

« vivants de soleil, du mistral, d'un peu d'eau et de beaucoup de passion », de leurs variétés locales d'olives comme la salonenque ou la grossane, de leur terroir...

Pour Louis Jaubert, moulinier depuis un quart de siècle à Mouriès, première commune oléicole de France par le nombre d'arbres (100 000 contre 400 000 avant le gel de 1956), « la fête doit servir à mieux faire connaître la qualité de cette huile ». Elle est beaucoup plus chère, certes, mais tellement différente... Sans filtration, sans conservateur, sans additif d'aucune sorte. En l'occurrence, Louis Jaubert parle « plus avec son cœur qu'avec son portefeuille ». L'oléiculture, comme il le rappelle, n'est d'ailleurs plus, depuis longtemps, qu'une activité d'appoint d'une assez faible rentabilité.

Pour Christian Rossi, qui appartient à une autre génération

de mouliniers, l'opération « huile d'olive primeur » s'inscrit dans une stratégie pour obtenir de nouveaux débouchés. L'analyse de la situation, à laquelle il se livre avec Christian Argenson, directeur du Comité économique de l'olive, est relativement optimiste. « Le moment, observent-ils, est favorable car il y a un regain d'intérêt pour l'huile d'olive, un aliment équilibré, naturel et énergétique. Il y a une place pour l'huile de la vallée des Baux à condition que nous passions d'un marché de proximité, le moulin, à un marché national, voire international. »

L'aide que les oléiculteurs reçoivent de la CEE commence à donner des résultats. Par rapport à ses concurrents (Espagne, Italie, Maghreb), la France n'occupe qu'un rang extrêmement modeste et importe plus de 90 % de sa consommation. Les oléiculteurs espèrent obtenir une appellation d'origine contrôlée (AOC) pour l'huile de Provence (75 % de la production française, soit 2 300 tonnes) permettant de différencier les crus locaux. Si l'on compare l'huile de Provence aux côtes du Rhône, l'huile d'olive de la vallée des Baux pourrait en être le châteauneuf-du-page...

De notre correspondant régional
Guy Porte

(Publicité)

Collectivités locales : le Guide !

Vous êtes élu local ou fonctionnaire territorial. A ce titre, vous êtes amené à communiquer avec les responsables d'autres régions, départements, communes. Et à trouver des fournisseurs qualifiés capables de répondre à des cahiers des charges de plus en plus « pointus »...

Vous êtes partenaire des collectivités locales. Vous cherchez le bon interlocuteur au bon niveau pour lui présenter vos produits, vos services...

Vous ne voulez plus perdre un temps précieux à compiler des annuaires plus ou moins à jour...

Bonne nouvelle : la 2^e édition mise à jour 1993-1994 du GUIDE PRATIQUE DE LA DÉCENTRALISATION vient de paraître aux Editions Emer.

Elle rassemble en un seul volume de 1 000 pages toutes les informations dont vous avez besoin sur plus de 10 000 décideurs de 26 régions, 99 départements, 36 500 communes, 2 070 SIVOM, 10 000 syndicats intercommunaux, 89 Comités d'expansion, 240 districts, 918 SEM... En outre, elle contient un répertoire raisonné qui recense plus de 8 000 fournisseurs des Collectivités dans tous les domaines, du bâtiment aux équipements sportifs et culturels en passant par l'environnement, le traitement des eaux, les transports, le mobilier urbain... Enfin, 4 bulletins d'actualisation sont envoyés à tous les abonnés entre deux éditions successives.

In-dis-pen-sable !

GUIDE PRATIQUE DE LA DÉCENTRALISATION 93-94

Un volume de plus de 1 000 pages + 4 bulletins d'actualisation.

980 F (franco TTC). Editions EMER, 47, rue des Tournelles, 75003 PARIS.

Tél. : (1) 42.74.27.15. Fax : (1) 42.74.07.99.

CENTRE

Bourges composte ses déchets

Les villas d'Orléans, Bourges et Vierzon avaient été pionnières pour le compostage de leurs ordures ménagères. Mais les unités de traitement ont vieilli et les clients potentiels du compost (comme engrais agricole) sont devenus plus exigeants. Le centre de traitement de Bourges, construit en 1966, est en cours de rénovation. Autour de l'ancien bâtiment d'ensilage, qui domine encore le site des Quatre Vents, a été édifée une usine entièrement neuve, qui va traiter simultanément les ordures ménagères et les boues d'épuration des eaux de la ville de Bourges. La chaîne de traitement, conçue par la filiale déchets d'OTV (organisme de traitement et de valorisation), subit les derniers essais avant la mise en service au printemps. La nouvelle usine, qui a coûté 50 millions de francs (dont 10 millions fournis par le département du Cher et l'agence de bassin), pourra traiter chaque année quelque 40 000 tonnes d'ordures ménagères et 10 000 tonnes de boues. Il en coûtera 270 francs la tonne au lieu de 120 francs actuellement pour le mise en décharge. Mais la vente du compost, entre 30 francs et 100 francs la tonne suivant la qualité, devrait éponger une part du surcoût.

NORD-PAS-DE-CALAIS

Grève de la faim pour une clinique

Pour protester contre le transfert de la clinique de sa ville, Michel Vancaille, le maire socialiste de Bully-les-Mines, une commune de 12 500 habitants dans le Pas-de-Calais, a fait, la semaine dernière, une grève de la faim de quarante-huit heures. Cette mesure, qui relevait de la réforme de la carte hospitalière, prévoyait que la clinique Sainte-Barbe serait démenagée au cours des cinq prochaines années à Liévin. « Nous avons maintenant l'assurance que, sur les dix prochaines années, l'équipement va encore fonctionner », explique Michel Vancaille. Cela nous laisse le temps de prévoir les choses... »

HAUTE-NORMANDIE

Progression du trafic aérien

Les aéroports de Haute-Normandie tissent avec détermination une toile d'araignée avec des métropoles européennes (Londres, Bruxelles, Amsterdam, Francfort, Madrid, Nantes, Lyon). Les plates-formes de Rouen et du Havre ont enregistré des progressions de trafic : 28 % avec 43 000 passagers à Rouen et 34 % au Havre avec 60 000 passagers, dont 28 000 ont emprunté les charters à destination du Bassin méditerranéen. Les directions des deux aéroports envisagent une croissance analogue en 1993, particulièrement à Rouen avec le lancement d'un programme charter pour le printemps. L'argument invoqué et retenu par les agences repose sur la facilité d'accès des aéroports de Haute-Normandie situés au cœur de bassins de population importants. Pour réussir l'opération, la chambre de commerce et d'industrie (CCI) du Havre vient d'achever un programme de travaux de 38 MF, avec l'ouverture d'une nouvelle aérogare. A Rouen, la situation est plus confuse puisque le tribunal administratif vient d'annuler une déclaration d'utilité publique pour la construction du nouvel aéroport, en service depuis juillet 1991. Il manquait l'avis de la direction de la navigation aérienne, donné depuis. Une nouvelle enquête publique ne devrait être qu'une formalité, sauf si la CCI demande l'elongement de la piste.

la Double Inconstance
Marivaux
Ballatum
Théâtre
DU 23 JANVIER
AU 10 FÉVRIER
réservation
46 55 43 45
32 rue de la République
91000 Evry-Courcouronnes

Le Monde EDITIONS
NIPPON
LE JAPON DEPUIS 1945
William Horsley, Roger Buckley
EN VENTE EN LIBRAIRIE

PARIS

QUATRIÈME
Remue-ménage
au Centre Pompidou

Quinze ans après sa création, l'imposant établissement qui joue, pour la capitale, le rôle de maison de la culture s'interroge sur ses missions, ses relations avec le public (7,6 millions de visiteurs en 1992), la solidité de la structure métallique qui l'abrite et même son environnement urbain.

Première modification, publiée au *Journal officiel*, l'administration (830 personnes) sera désormais répartie en trois directions. L'une gèrera conjointement le Musée d'art moderne et le centre de création industrielle; une nouvelle direction dira du développement culturel regroupera diverses activités jusqu'ici éparses (cinéma, vidéo, littérature, colloques); enfin la traditionnelle direction des services conserve ses attributions. Problème urgent: celui des locaux d'acier joignant les pièces du gigantesque mecano qu'on naît comment guérir de l'insidieuse corrosion qui les étague.

TREIZIÈME
La comédie
au comptoir

Le nez collé aux vitres embuées, les passants éberlués tâchaient de comprendre, l'autre soir, quelle folie s'était emparée des clients du Café de France, place d'Italie dans le treizième arrondissement. A l'intérieur, plus un guéridon de fibre. Au comptoir des inconnus déroulaient les tableaux d'un roman policier tendu et burlesque dont le patron écrit l'intrigue sur un cahier d'écolier. Le théâtre est entré dans les cafés. Depuis le 11 janvier et jusqu'au 19 février chaque soir durant cinq semaines, les membres de la compagnie du *Théâtre sur la place* interprètent *On joue... feu* au milieu des tables (1). Et gratuitement! Les treizième, quatorzième et quinzième arrondissements sont touchés par l'épidémie. L'événement a commencé voici des années dans le vingtième, à l'initiative de Guy Rétoré. Elle a continué dans le dix-huitième et en province. Grâce à Emmanuel Dechertre, directeur du Théâtre municipal 14, la voici revenue dans les arrondissements les plus populaires de la rive gauche. Avec, évidemment, le complicité des maires et l'appui financier (500 000 francs) de l'Hôtel de Ville. D'abord méfients, les cafetiers sont séduits. Chaque soir, on refuse du monde.

(1) Théâtre sur la place, renseignements au (16-1) 42-86-97-03.

QUATORZIÈME
Matous funèbres

On connaît les chiens de trottoirs et les chats de gouttières. Voici une nouvelle espèce: les chats de cimetières. Ils font bon ménage avec les bonnes âmes du voisinage qui les nourrissent et avec les âmes des défunts qui les abritent. Et ils pullulent. Il y a dix ans, au cimetière Montparnasse, par exemple, on estimait le nombre de ces félins à 300. Une conseillère municipale du quatorzième arrondissement imagine une méthode douce pour limiter la prolifération. Les chats ont été capturés, les plus aimables placés dans des familles, les plus sauvages tatoués, vaccinés, stérilisés et relâchés parmi les tombes. La petite tribu se stabilise à une soixantaine d'individus. Las, un autre conseiller de Paris, ayant une tombe de famille à Montparnasse et se montrant allergique aux matous, a décidé de mettre fin à cette épidémie. Il menace de faire faire une rafle aux fins d'extermination. Envoilà, parmi les adhérents de l'association Les amis des chats de Montparnasse, qui en appellent à l'arbitrage de Jacques Chirac. Le maire, estime-t-on dans son entourage, a vraiment d'autres chats à fouetter.

IMMIGRATION

LES ASIATIQUES SORTENT
DE LEUR RÉSERVE

A l'occasion du Nouvel An, les Chinois de la capitale veulent faire connaître leur communauté, la plus forte d'Europe

D'ANSE du dragon, conférences, concert de musique traditionnelle, exposition, forum d'information, démonstration d'arts martiaux, projection de films, opéra, chorégraphies, c'est un véritable festival chinois qui s'offre en ce moment à la curiosité des Parisiens. Durant un mois et demi, du 16 janvier au 28 février (1), les fêtes du Nouvel An chinois sont le prétexte d'une opération sans précédent dans la capitale. Les Asiatiques de France abandonnent leur quant-à-soi et montrent leurs talents.

Les raisons d'une telle audace de la part d'une population jusqu'ici fort réservée sont complexes. D'abord les Chinois commencent à prendre conscience de leur force et de la singularité de leur situation. Certes, ce n'est pas d'hier que les fils du Ciel sont présents sur les rives de la Seine. Sans remonter à la préhistoire, on peut rappeler que les premiers contingents ont débarqué comme coolies lors de la première guerre mondiale. Quelques-uns d'entre eux, originaires de la ville de Wenzhou, un port de la région de Shanghai, se sont enracinés dans le troisième arrondissement du côté des Arts-et-Métiers.

D'abord maroquiniers, puis pratiquant divers artisanats, ils ont entrepris un courant d'immigration qui s'est renforcé au cours de ces dernières années. D'autres sont installés depuis longtemps aux alentours de la place Maubert, dans le cinquième arrondissement. Les gros bataillons, arrivés après la fin de la guerre du Vietnam, ont surtout occupé les tours du secteur Italie, dans le treizième.

Parmi ces réfugiés, on trouve des Vietnamiens de souche mais aussi des Chinois de Cholon, de Vientiane ou de Phnom-Penh, membres plus ou moins fortunés d'une bourgeoisie urbaine qui redoutait l'arrivée au pouvoir des communistes. Attirés par des logements et des boutiques bon marché, des familles ont essaimé du côté de Belleville (dix-neuvième et vingtième), au nord de Barbès (dix-huitième) et même vers Lognes et Noisiel, nouveaux «villages» de Marne-la-Vallée.

Difficile
évaluation

Combien sont-ils à présent? Nul ne le sait et les chiffres les plus étonnants sont lancés. Le recensement de 1990 a dénombré en France environ 250 000 étrangers originaires du Sud-Est asiatique. Mais au rythme actuel des naturalisations, 9 000 par an, beaucoup d'autres ont aujourd'hui une carte d'identité française. Jacques Toubon (RPR), maire du treizième arrondissement, évalue la population de «Chinatown» à 30 000 personnes. Tablant sur la présence de nombreux clandestins, d'autres avancent des chiffres dix fois supérieurs pour l'ensemble de l'Ile-de-France.

Ces communautés, entrepreneurs et travailleuses, n'auraient pas les statistiques du chômage. Elles ne demandent rien à personne et certains de leurs membres connaissent une réussite spectaculaire. Restaurants, commerces et ateliers de confection en sont les trois piliers.

La capitale abrite aujourd'hui la colonie chinoise la plus puissante d'Europe. Sur ce chapitre, elle a détrôné Londres et vient loin devant Anvers, Rotterdam ou Rome. C'est ce qui explique le titre des deux quotidiens chinois publiés à Paris, l'un inspiré par Pékin, l'autre par Taiwan: *Europe Journal* et *Nouvelle Europe*. Tirages additionnés: environ 10 000 exemplaires distribués dans l'ensemble de la CEE. C'est encore ce qui justifie l'implantation du complexe hôtelier et commercial Chinagora à Alfortville, sur la frange sud-est de la capitale (le Monde daté 18-19 octobre 1992).

Les pionniers
du treizième

Toute occupée, d'abord, à survivre puis à améliorer son train de vie, la diaspora chinoise à Paris a jusqu'ici pratiqué la maxime célèbre, «pour vivre heureux, vivons cachés». Cette discrétion l'a exposée aux pires soupçons. Que n'a-t-on fait, sur les sectes mafieuses, sur les ateliers et tripiets clandestins, sur le soi-disant disparition des défunts? De telles rumeurs ont fini par paraître préjudiciables aux plus entrepreneurs des commerçants asiatiques qui misent à présent sur la clientèle «tout venant» et plus seulement sur celle de leurs compatriotes d'immigration.

Les frères Teng, la famille Trinh (Paristore), des centaines de restaurateurs n'ont eu que l'intérêt à laisser constituer un ghetto jaune. Marc Muzhi Sun, journaliste de trente-deux ans, arrivé à Paris via les Etats-Unis il y a une dizaine d'années, est bien de cet avis. En 1990, il a lancé un bimensuel bilingue et gratuit qui porte un titre éloquent: *Le Péquin de Paris*. Distribué à 20 000 exemplaires et vivant uniquement de publicité, la feuille se veut un trait d'union entre la culture chinoise et européenne, y compris par le truchement des annonces matrimoniales.

Ce mouvement ne pouvait manquer d'intéresser des élus comme Jacques Toubon qui compte déjà dans sa circonscription entre 1 000 et 2 000 élec-

teurs asiatiques. Il sait que leur nombre s'accroît au fur et à mesure que les jeunes Chinois, formés dans les écoles de Paris, atteindront leur majorité civique. La mairie du treizième a donc accueilli avec sympathie l'idée lancée par deux sinologues, Marie Holzman et Alain Wang, qui proposaient de faire du Nouvel An chinois 1993 une grande manifestation de rapprochement franco-chinois. On a mobilisé tout ce qu'on a pu dénicher comme talents - notamment ceux des danseurs et

musiciens traditionnels du Flouve jaune (le Monde du 28 mars 1992) - et comme soutiens financiers.

Non sans mal - car c'était une aventure pionnière, - un programme de festivités et de manifestations culturelles a été monté. Avec succès, puisque par deux fois, la vaste salle du cinéma Grand Ecran, place d'Italie, a été le plein. Si les Chinois ont été peu nombreux à renoncer pour un soir à la télé et aux cassettes vidéo dont ils sont si friands, les Parisiens, eux, ne boudent pas. La curiosité existe, le rapprochement ne peut manquer de suivre.

Et il ne s'agit pas ici de «chinaleries» récupérées par des boutiquiers, mais de la vraie culture d'une communauté vivante, installée en plein Paris, et fière de ses traditions. Si, hormis la gastronomie, elle a peu contribué à la vie de la capitale, ce qui se passe en ce mois de janvier est prometteur. On

parle déjà du Nouvel An chinois 1994.

Commentaire de Jacques Toubon: «C'est la première tentative de mutuelle connaissance entre deux cultures. Tâchons de la prolonger pour notre enrichissement réciproque. Culturel mais aussi économique. Les entreprises chinoises de France peuvent devenir un bon support pour les relations avec la Chine.» On assiste donc à un double mouvement. Les Chinois esquissent une ouverture vers les Parisiens et ceux-ci découvrent qu'ils ébrèlent en leurs murs une communauté providentielle. Celle qui peut leur ouvrir demain les portes de l'ex-empire du Milieu. Voilà une chance qu'il serait dommage de laisser échapper.

Marc Ambroise-Rendu

(1) Programme: Kitaf Communication, 21, rue des Ecoilles, 75004 Paris. Tél: (16-1) 40-27-99-89.

L'honorable M. Tang

Certains le tiennent pour le «perrain» du quartier asiatique du treizième arrondissement, d'autres l'honorent à titre de mécène, tous jalousent sa réussite commerciale. M. Tang, alias Boummy Rattanavan, est un personnage complexe. Le groupe dont il est le directeur général, Tang Frères S. A., «passe» 700 millions de francs de chiffre d'affaires et emploie 500 personnes dans ses cinq supermarchés, ses trois restaurants et ses multiples sociétés (commerce alimentaire de détail, vins et spiritueux, export-import, location de machines à coudre, immobilier). Pourtant, il a le succès discret. Grand, le visage lourd mais équilibré, à peine âgé de quarante ans, déjà grisonnant, il reçoit au fond d'une cour dans un modeste local éclairé au néon et carrelé comme une cuisine.

Quel est son vrai nom? Celui de sa carte de visite n'est que la traduction latine de Tang, patronyme chinois de la région de Cheou dans la province de Canton. Il le partage avec une nombreuse famille vouée aux affaires. Un frère aîné, Bou, est président de la société, un neveu, Somphone, administrateur, et une parente, Bénédicte, tient un commerce.

Né au Laos d'un père émigré de Chine du Sud, Boummy Rattanavan, de nationalité française, a épousé une revivante Laotienne prénommée Southea, qui lui a donné deux bambins. Bouddhiste, il a appris à lire et à écrire chez les sœurs de la Providence, dont il garde un excellent souvenir. Après son bac, passé au lycée français de Vientiane, il fut

envoyé comme boursier à l'Institut national des sciences appliquées (INSA) de Lyon. A présent, il passe ses courtes et rares vacances à visiter le monde et ne rêve que de commercer à travers les océans. Il est membre de la puissante association des natifs de la région de Cheou, dont les mille délégués se sont réunis en 1991 à Paris. Mais cette fidélité au terroir ancestral ne l'a pas empêché de fonder, en 1988, un conseil pour l'intégration des Chinois.

Rayer le mot
«Chinatown»

Hormis le culte qu'il voue à sa famille - dix frères et sœurs émigrés en Australie et en France, - Boummy Rattanavan ne paraît avoir que deux passions. Celle des affaires d'abord. En 1976, à vingt-trois ans, il créait avec son frère, fuyant le Laos envahi par les communistes, sa première maison de commerce. Il s'agissait alors d'importer d'Extrême-Orient des produits alimentaires destinés aux négociants et restaurateurs asiatiques de Paris.

En 1981, les frères Tang louaient à la SNCF un garage de 2 000 mètres carrés débouchant sur l'avenue d'Ivry, dans le treizième. Ils y installaient sommairement un supermarché. Depuis, la société a racheté à Paris et en banlieue plusieurs fonds de commerce en mauvaise posture. La clientèle atteinte est, selon les points de vente, composée d'un tiers voire d'une moitié de non-Asiatiques. Premier importateur français de produits alimentaires orientaux, M. Tang

veut à présent devenir le numéro un de l'exportation vers la Chine. Il s'attaque aux appareils médicaux, qu'il ambitionne d'exporter à bas prix en pièces détachées et de faire monter quelque part du côté de Shanghai.

Sa seconde passion est l'intégration. «Réservés par nature et par éducation, nous ne communiquons pas assez», reconnaît-il. Aussi encourage-t-il toute initiative tendant à lancer des passerelles entre la culture française et la culture chinoise. Courtoisement, il se désolait des rumeurs démolissantes que la presse fait courir sur la communauté asiatique de Paris. Il lui arrive même de se fâcher. Son association a tenté deux fois de diffamation à des périodiques. Il recommande à ses compatriotes naturalisés de s'inscrire sur les listes électorales et de participer aux scrutins.

«Nous ne donnerons nos voix ni à l'extrême gauche, ni à l'extrême droite», assure-t-il. M. Tang trouve naturel que le conseil d'arrondissement du treizième, par exemple, compte un représentant de la communauté asiatique. Joue-t-il pour les siens un rôle de conseiller politique? «Nullement, rétorque-t-il avec un sourire, mais lorsque mes amis sollicitent un avis, je le leur donne.» S'il le pouvait, Boummy Rattanavan rayerait au moins un mot du vocabulaire des médias: celui de «Chinatown». D'abord parce qu'il n'est pas français, et surtout parce qu'il évoque ce ghetto qu'il redoute plus que tout.

M. A.-R.

L'ILE-DE-FRANCE
DANS L'INCERTITUDE

Suite de la page 17

Nombre d'élus du département de Seine-et-Marne, où sont venus s'installer des dizaines de milliers de nouveaux habitants ces dernières années, attendent avec impatience que le fameux «réajustement» à l'Est se réalise avec un nouveau schéma directeur qui permettra d'y créer des emplois.

Son intérêt pour le développement d'une région dont il est élu a conduit Michel Rocard, alors premier ministre, à engager en 1989, la préparation d'un schéma directeur pour l'Ile-de-France (SDRIF). Cette élaboration a été marquée par plusieurs étapes importantes: parution d'un Livre blanc commun à l'Etat, à la région et à la Ville de Paris en janvier 1990, esquisse de l'Etat en février 1991, présentation de la charte de l'exécutif régional en juin 1991, avant-projet de l'Etat en octobre 1991, élaboration de chartes dans six départements, dont Paris, en 1991. Un travail de concertation et ensuite été engagé avec les syndicats intercommunaux qui effectuaient

des études de qualité. Les 1 281 maires d'Ile-de-France s'ont pas été formellement consultés. La loi, qui fait passer l'intérêt général avant les intérêts locaux, ne l'a pas prévu.

La plupart des élus locaux déconcentrent aujourd'hui cette erreur psychologique, alors qu'ils sont devenus, avec les lois de décentralisation, les principaux responsables de l'urbanisme et de l'aménagement. C'est le cas d'André Santoni (UDF), maire d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), qui a réussi à créer sur sa commune une douzaine de ZAC sans le recours des associations. Elles ont permis la création de 8 000 emplois et la construction de logements pour 12 000 personnes. M. Santoni met ces succès sur le compte de la concertation: «Le temps perdu en amont dans la négociation avec les habitants que nous sommes obligés de déplacer permet d'éviter une perte de temps double en aval dans les contestations. L'Etat aurait dû le comprendre lorsqu'il a élaboré son projet.»

Que peut-il se passer après l'abandon probant du texte actuel? Une nouvelle procédure

de révisions partielles rencontrerait sans doute autant de difficultés pour aboutir que le projet présenté par M. Santoni. Ce document a été rejeté par les écologistes qui déplorent le manque de mesures de protection de l'environnement, certains projets d'infrastructures de transports. Les «Européens-productivistes» veulent en contrepartie que la compétitivité de la région dans le concert communautaire soit renforcée par un développement important des équipements et des zones d'activités. Une révision partielle, qui donnerait satisfaction à ces derniers, ouvrirait un certain nombre d'espaces nouveaux à l'urbanisation, sans apporter, en contrepartie, des mesures de protection des espaces naturels, ce qui apparaît inacceptable aux écologistes.

Une loi-cadre
d'aménagement
du territoire

Ce blocage va également perturber la préparation du prochain contrat de plan Etat-région 1994-1998. Les services de l'Etat sont contraints de travailler sur les besoins supposés sans intégrer de grands projets. En matière de transports par exemple, il est important de

Le Monde
EDITIONS

Voyage à l'intérieur
de l'Eurocratie

Jean de La Guérivière

Pour enfin comprendre comment fonctionne l'Europe, cette formidable machine qui, si vous ne vous intéressez pas à elle, n'a pas attendu Maastricht pour s'occuper de vous.

EN VENTE EN LIBRAIRIE

هنا من الناحية

ANIMATION

LES CAFÉS-MUSIQUES ATTENDENT LEURS AIDES

Créées pour animer les banlieues, ces associations souffrent des lenteurs de l'administration

«L'E Bilbo? C'est super génial! Ça nous permet de répéter et de voir des groupes qu'on ne verrait jamais dans le coin», s'enthousiasme Speed Boole, dix-huit ans, batteur-chanteur du groupe qu'il a fondé avec «ses potes»: les Six Roses. La Mano Negra, Cheb Mami, Didier Lockwood, Luther Allison, Louis Bertignac, les VRP et bien d'autres sont venus chanter au Bilbo, le «café-musique» d'Elancourt (Yvelines). Et pas pour «cachotter»: ici, le prix moyen d'entrée au concert tourne autour de 30 francs!

Installé au cœur de la ville nouvelle, sur la dalle du centre commercial, juste en face d'un centre administratif, le Bilbo, créé en 1983 et «labellisé» en novembre 1992 par le ministre de la culture en personne, est devenu la figure de proue du programme «café-musiques».

«Implanter, dans les quartiers défavorisés des villes, voire dans les zones rurales, des lieux de rencontre et de pratiques musicales

offrant une programmation régulière dans de bonnes conditions techniques et donner la possibilité aux jeunes de s'exprimer»: telle est l'ambition du programme «café-musiques» né du séminaire interministériel de Bron en décembre 1990, juste après les émeutes de Vaulx-en-Velin. «Utiliser le bistrot comme outil d'une citoyenneté active», résume à sa façon Frédéric André, directeur du Bilbo. Plus prosaïquement, il s'agit de redonner un peu de vie et de convivialité aux «banlieues-dorénavant».

A priori, créer un café-musique n'est pas difficile. Il suffit d'être jeune (25-30 ans) et d'avoir une expérience du spectacle ou de l'action sociale pour déposer un dossier auprès de la direction régionale de l'action culturelle (DRAC). Laquelle décide d'accorder ou non le précieux label, après avis de l'Agence des lieux musicaux et de spectacles, association sous tutelle du ministère de la culture qui procède à l'expertise technique (aménagement des

locaux, équipement scénique, insonorisation), juridique (choix du mode de gestion) et économique du projet. L'attribution du label se concrétise par l'octroi d'une aide au démarrage (de 50 000 à 100 000 francs) et d'un coup de pouce à l'aménagement du lieu (de 20 % à 50 % du coût total).

L'intendance ne suit pas

S'il existe des sources de financement complémentaires (développement social des quartiers, Fonds d'action sociale, ministère des affaires sociales, de la jeunesse et des sports, municipalités...), l'objectif est aussi «d'ouvrir au maximum les cafés-musiques dans la réalité économique afin d'éviter l'assistanat», explique Patrice Marie, responsable du programme au ministère. Les cafés doivent savoir générer des ressources propres (provenant du bar et de la petite restauration), même

si on sait bien que l'auto-financement des concerts n'est guère possible.

En fin de compte, le soutien des collectivités locales s'avère décisif. Ainsi au Bilbo, qui emploie un animateur, un éducateur et un barman à temps plein, à peine un tiers du budget annuel (1 500 000 francs) est assuré par des recettes propres (bar et entrées au concert), soit 450 000 francs, le reste provenant des subventions de la ville d'Elancourt (400 000 francs), du syndicat d'agglomération nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines et du conseil général.

Juridiquement, le café-musique a toute liberté pour opter entre une structure associative ou commerciale, mais le montage mixte SARL pour le bistrot et association loi 1901 pour les activités culturelles (comme au Kaméléon à Lille) semble le mode de gestion le plus approprié. Et comme on ne s'improvise pas responsable de café-musique du jour au lendemain, des formations sont désormais proposées aux volontaires, en gestion notamment.

Deux ans après le lancement du programme, la procédure administrative de labellisation des cafés est donc réglée? Si les candidats ne manquent pas, les heureux «labellisés» ne sont pas légion. Une vingtaine de cafés existent estampillés en province (Nord-Pas-de-Calais et Provence-Alpes-Côte d'Azur notamment) et trois seulement en région parisienne: le Bilbo, le Rack'AM à Brétigny-sur-

Orge (Essonne) et la Dame Bleue à Ris-Orangis (Essonne). Apparemment, l'intendance ne suit pas les ambitions généreusement affichées. Résultat: «Nous osons attendre un an à partir du dépôt du dossier pour obtenir le label!», se souvient Luc Baillet, responsable du Kaméléon à Lille. D'autres avouent ne pas comprendre, tel Redha Boudaoud, responsable de la Clé de si, à Yerres (Essonne): «Il y a un degré de complexité tel pour obtenir le label et les subsides qui vont avec qu'on devient fou!»

En fait, avec ce programme, les services du ministère de la culture défrichent des terres encore vierges, où le culturel se mêle au social et à l'économique. Et surtout toutes les DRAC ne suivent pas avec le même élan... A la DRAC d'Ile-de-France, où dix-sept dossiers sont actuellement en souffrance, Catherine Relic explique que «l'octroi du label nécessite des garanties sérieuses, à la fois sur la gestion du café, la programmation artistique et l'aspect social. Chaque projet est particulier, d'où le dialogue entre l'officier de cette politique et l'application qui ne peut pas être mécanique». Vincent Huet, responsable de la Dame Bleue à Ris-Orangis, ne dit pas autre chose lorsqu'il fustige «le décalage existant entre la sur-médiatisation du programme et la réalité». Souvent il faut attendre longtemps avant de voir «tomber» les premières subventions.

Philippe Baverel

SEINE-SAINT-DENIS

Référendum maintenu à Vaujours

Le conseil municipal de Vaujours, présidé par Roger Grosmaire (divers droite), demande aux 5 000 habitants de la commune, de sa prononcer, dimanche 31 janvier, sur le projet d'implantation d'une usine de traitement d'ordures ménagères, inscrit dans le plan départemental d'élimination des déchets (le Manda date 13-14 décembre 1992).

La loi sur l'administration territoriale de la République du 6 février 1992 n'autorise pas une consultation des électeurs sur un projet qui n'est plus des compétences de la commune. Celles-ci ont été transférées à un syndicat intercommunal de traitement des ordures ménagères auquel Vaujours a adhéré en 1962. Mais les conseillers municipaux se sont prononcés, malgré ces réserves, pour la maintien du référendum.

Neuilly-sur-Marne

reçoit le millième J. Sport

Le quartier des Fauvettes de Neuilly-sur-Marne, où a été inauguré, mercredi 27 janvier, le millième équipement multisports, baptisé J. Sport, est habité par 13 000 des 31 000 habitants de la commune. Une population très jeune et pour 45 % d'origine étrangère qui va ainsi disposer d'un terrain de basket «playground» et d'un mini-terrain de football. Ce quartier reçoit ainsi, au milieu des grands ensembles d'habitation, d'un équipement multisports «léger», voulu et choisi par les jeunes riverains.

Libre d'occuper, paré par Laurent Dorog, ancien international de basket, et entraîneur de l'équipe de basket de nationale III, cet équipement bénéficie d'une animation et d'un encadrement assuré en partie par des bénévoles du contingent. Le ministère de la jeunesse et des sports, à l'origine de la réalisation des J. Sport, a accordé une subvention de 200 000 francs pour la réalisation de cet équipement à Neuilly-sur-Marne.

Philippe Baverel

YVELINES

PATRIMOINE EN SOUS-SOL

Pour témoigner du passé, Saint-Germain-en-Laye cartographie ses sites archéologiques

A Saint-Germain-en-Laye, le goût des traces du passé prend quelquefois des allures de religion. Après avoir vu naître sur son sol Louis XIV et Claude Debussy et avoir accueilli en ses murs un nombre impressionnant de têtes couronnées, la ville, qui était résidence royale, ne manque pas d'arguments pour faire valoir la richesse de son histoire locale.

Dès 1977, la municipalité avait pris des mesures pour protéger tout un secteur de son centre ville. Elle vient, plus récemment, de se pencher sur la préservation de son patrimoine archéologique. En 1991, le maire, Michel Péricard (RPR), a commandé à une équipe pluridisciplinaire de chercheurs une carte aussi précise que possible des vestiges contenus dans son sous-sol.

«Notre but était initialement d'obtenir un document qui serait

obligatoirement consulté avant toute autorisation de travaux», explique le docteur Berty, adjoint au maire chargé des affaires culturelles. Nous voulions éviter qu'un endroit qui témoigne du passé ne soit détruit par des travaux.

Cimetière mérovingien, ancien château, chapelle, mais aussi simple moulin du seizième siècle ou réseau d'aqueduc, aucun vestige du passé n'a échappé aux investigations de François Hulot, architecte, Jean Davoigneau, historien, et Odile Mauffras, archéologue. Les trois chercheurs ont remis récemment leur travail sous la forme d'un impressionnant document en quatre tomes. Il recense plus d'une centaine de sites qui présentent un intérêt archéologique. Pour retrouver l'emplacement de certains, aujourd'hui totalement recouverts, l'architecte, l'archéologue et l'historien ont dû recouper des dizaines

de sources: récits, chroniques ou plans cadastraux.

Ils ont aussi obtenu le concours des Amis du vieux Saint-Germain, une association de six cents membres qui a ouvert aux chercheurs les portes de vieilles caves.

«Comme il existe un «patrimoine de l'humanité», il existe un patrimoine local, qui n'a pas suffisamment de valeur pour bénéficier d'un classement par l'administration des monuments et sites, mais auquel les habitants d'une ville sont attachés», explique François Hulot. Notre travail révèle ce patrimoine local. Mais nous ne souhaitons pas qu'il serve à figer le développement de la ville, qui deviendrait une sorte de musée. Nous espérons au contraire avoir mis au point un outil d'aménagement.

C'est bien ainsi que le conçoit Michel Péricard. Le maire de Saint-Germain-en-Laye précise, dans la préface à ce rapport, qu'il permettra «de conserver les traces du passé tout en lui assurant une continuité». Pense-t-il en écrivant ces lignes à la construction de l'autoroute A 14 qui doit prochainement traverser Saint-Germain (le Monde date 5-6 juillet 1992), et à laquelle s'opposent de nombreux Saint-Germainois?

Alain Guillemois

SEINE-ET-MARNE

NUAGES SUR LE NUCLEAIRE

Coup d'arrêt à Vert-Saint-Denis, pour un projet de stockage de sources radioactives

«L'E nucléaire fait peur depuis que l'on a fait croire aux Français que le nuage de Tchernobyl s'était arrêté au milieu du Rhin», constate avec une certaine amertume Jacques Machefer (PS), maire de Vert-Saint-Denis (Seine-et-Marne), une commune d'un peu moins de 8 000 habitants installée au nord de Melun, en ville nouvelle de Sénart. A l'automne 1992, les nuages qui se sont accumulés sur sa commune étaient certes moins lourds de menaces que ceux de la centrale ukrainienne, mais ils auraient pu s'avérer dangereux sur le plan politique.

Fin septembre, la municipalité qu'il préside depuis 1983 se trouvait brutalement confrontée à un mécontentement sans précédent, dont l'origine était le projet d'implantation de la CGG Logging, une filiale de la Compagnie générale de géophysique, spécialisée dans les recherches géologiques à l'usage des compagnies pétrolières. La CGG avait choisi d'installer un centre de formation mais surtout de stockage de sources radioactives scellées sur la zone d'activités qui borde la nationale 6, à quelques dizaines de mètres seulement des lotissements de Vert-Saint-Denis.

Une découverte surprenante

Les habitants, relayés par les représentants des Verts, de Génération Ecologie et de diverses associations locales de protection de l'environnement, découvraient avec stupeur que le permis de construire avait été accordé. L'enquête publique dont la CGG faisait l'objet au titre des installations classées n'était alors plus perçue que comme une simple formalité, et l'on soupçonnait le maire d'avoir voulu imposer le projet sans la moindre concertation. «L'expérience nous a montré que la population souhaite désormais être associée aux décisions, qu'il s'agisse d'urbanisme ou d'environnement», estime aujourd'hui Jacques Machefer. A l'époque, je n'avais aucune raison de refuser ce permis de construire, le projet étant en tout point conforme au règlement d'urbanisme. L'activité de la société et la présence de sources radioactives scellées, comme il en existe sur beaucoup de sites industriels en France, ne me paraissaient pas mettre en cause la sécurité de la population. J'ai donc accordé le permis. La procédure concernant les installations classées a heureusement changé depuis juillet dernier: dorénavant, l'enquête publique précède l'instruction du permis de construire.

Après quelques jours de flottement, le conseil municipal a repris l'initiative en décidant de soumettre le dossier d'enquête publique à l'avis de la CRII-RAD (Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité), une association fondée à Valence à la suite de la catastrophe de Tchernobyl.

Les électeurs ont tranché

Dans le même temps, le maire organisait une consultation générale de la population par correspondance et annonçait que le conseil municipal se rangerait à l'avis des électeurs.

Le 9 octobre 1992, par 92 % des suffrages exprimés (pour 4 411 inscrits et 3 281 votants, soit une participation de plus de 74 %), la population rejetait le projet.

Depuis lors, la municipalité a entré en ce vote conforté par les réserves émises par la CRII-RAD. Celles-ci portent essentiellement sur les risques liés à l'éventuelle perte d'étanchéité du puits de 217 mètres de profondeur dans lequel sont descendues les sources radioactives et à son incidence sur les nappes phréatiques traversées, sur la moindre rigueur des normes françaises actuelles par rapport à la réglementation internationale, et enfin, sur l'absence de contrôle continu de l'irradiation sur le site.

Au mois de décembre, le commissaire-enquêteur a, lui aussi, transmis un avis défavorable au préfet de Seine-et-Marne en mettant l'accent sur des raisons psychologiques et sociologiques d'avantage que sur un dossier technique, qu'il juge conforme aux normes en vigueur. «Nous sommes maintenant suspendus à la décision du préfet», explique le maire. La procédure est longue, et l'espère que des renvois successifs de service en service n'entraîneront pas, dans quelques mois, un avis favorable. Je crois que ce qui s'est passé à Vert-Saint-Denis est révélateur d'une nouvelle forme de démocratie locale. Il serait malheureux que l'administration n'en tienne pas compte.

Roland Puig

savoir si la décision de lancer le projet de rocade, Orbitale, va être retenue. Dans l'attente d'une décision, des travaux peuvent être lancés sur certains tronçons sans objectif d'ensemble cohérent. Les Franciliens peuvent apprécier le gâchis d'opérations décidées de cette façon avec la destruction de l'échangeur de l'A14 à la Défense, depuis que le gouvernement a finalement décidé de faire passer cette autoroute en souterrain. A quoi servirait par ailleurs de relier Mantes à Paris par RER, s'il n'y a pas volonté de faire de cette ville des Yvelines une métropole d'équilibre qui puisse attirer des emplois. L'Agence foncière et technique de la région parisienne (AFTRP), de son côté, ne peut plus se lancer dans des opérations lourdes d'achats de terrains aux profits des collectivités publiques si on ne lui soumet pas de grands projets d'aménagement.

Resteraient donc à élaborer après les élections un nouveau projet. C'est le programme de Michel Giraud, qui a annoncé, le 12 janvier, qu'il est possible «en cent jours» de lancer un débat sur une grande loi d'aménagement du territoire, de préparer des directives territoriales pour l'Ile-de-France, et d'élaborer un nouveau schéma directeur qui prenne en compte les propositions formulées à l'occa-

sion du débat actuel. Une proposition appuyée par l'UDF - bien que Jean-Pierre Fourcade, vice-président (UDF) du conseil régional ait pourtant souhaité, dès le 13 janvier, au nom de l'Association des élus pour le développement de l'Ile-de-France qu'il préside, que le projet actuel soit adopté, avec d'importantes modifications, le plus rapidement possible. L'exécutif du conseil régional ne prétend cependant plus être certain de rassembler, sur un nouveau projet redéfini après les élections, la majorité avec les écologistes qu'ils avaient obtenus au cours des discussions budgétaires. Un «passage en force» ne semble pas complètement exclu, ce qui ne manquerait pas de provoquer la réaction d'une force politique qui représente déjà près de 20 % des électeurs franciliens.

L'autre difficulté qui attend le prochain gouvernement sera d'obtenir, à l'Assemblée nationale mais aussi dans des instances comme la conférence des présidents des régions du Grand Bassin parisien, un véritable consensus sur cette loi-cadre d'aménagement du territoire dont les grandes orientations devraient être respectées par le projet de schéma directeur. RPR et UDF souhaitent que l'Ile-de-France devienne une région comme les autres, c'est-à-dire qu'elle élabore son propre schéma d'aménagement en

concertation avec les conseils généraux et les communes, avant qu'il soit repris et présenté par le gouvernement. Cette thèse pose un problème constitutionnel, puisque la loi interdit actuellement à une collectivité locale d'exercer une tutelle sur une autre. Dans les autres régions, les schémas d'aménagement fixent de grandes orientations sans attribuer une affectation précise aux territoires.

Si la responsabilité de l'Etat dans l'aménagement d'une région, capitale pour l'équilibre du territoire, est à ce point mise au second plan, pourquoi ne pas retenir la proposition de deux conseillers régionaux socialistes, reprise par les Verts, de demander à chaque Francilien son avis sur l'avenir de sa région. Un référendum sur un projet de schéma directeur, voilà qui animait le débat.

Christophe de Chenay

DANS NOTRE PROCHAIN NUMERO

Le Monde
L'ECONOMIE

I-FRANCE
INCERTITUDE

DOSSIER

BOURGOGNE
Revenu minimum étudiant

Pour aider les étudiants de la commune à poursuivre leurs études, la municipalité de Chénôve (Côte-d'Or) avait créé en 1990 un revenu minimum étudiant. Le maire, Roland Carraz (PS), ancien secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, a décidé de consacrer aujourd'hui 1 % du budget de fonctionnement de la commune à cette opération. L'exemple de la cité de la banlieue de Dijon a été suivi par une quinzaine d'autres villes qui ont repris la formule. Dans le but de généraliser cette aide sociale communale, et d'attirer l'attention des régions et éventuellement de l'Etat « en vue d'un élargissement des critères de bourses universitaires », la ville de Chénôve organise un colloque national sur le revenu minimum étudiant. Vendredi 5 février, élus et spécialistes doivent se rencontrer. (Renseignements à la mairie de Chénôve, Tél. (16) 80-52-51-30.)

POITOU-CHARENTES
Regroupement autour de Loudun

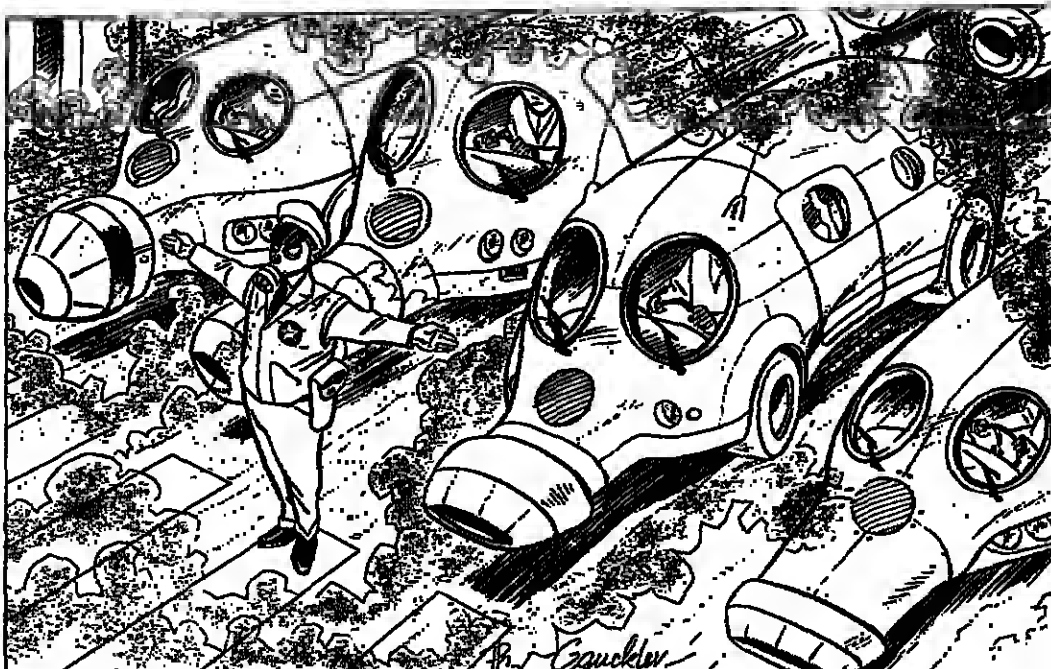
La ville de Théophraste Renaudot, administrée par le président du Sénat, René Monory (Union centriste), se distingue en matière d'intercommunalité. En effet Loudun se trouve au centre de l'une des premières communautés de communes enregistrées dans le département de la Vienne. Elle regroupe 45 collectivités représentant 26 000 habitants. Le Loudunais a une longue expérience de gestion publique concertée, grâce à la création, il y a dix-sept ans, d'un syndicat intercommunal de solidarité et d'expansion qui s'est occupé notamment, ces dernières années, des problèmes de l'eau. Le champ des compétences va se trouver élargi, car au développement économique et à l'aménagement de l'espace vont s'ajouter les questions de mise en valeur du patrimoine, de politique du logement, de la réalisation d'équipements culturels, de loisirs, d'enseignement ainsi que l'aménagement de la voirie.

PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR
Monaco brille ses boues

Coincée entre la mer et la France, la principauté de Monaco s'est toujours distinguée par son innovation. Déjà, en 1898, la ville avait créé une usine d'incinération des ordures ménagères avec récupération de chaleur, la deuxième du monde après Hambourg. Cette fois, l'usine à la particularité d'être invisible, car elle est intégrée en milieu urbain, dans un immeuble sans cheminée, qui abrite en même temps l'usine d'épuration des eaux. La voisinage des deux installations a permis d'inventer un procédé original (et breveté) d'incinération des boues d'épuration, qui sont injectées directement dans le four où brûlent par ailleurs les ordures ménagères. L'usine monégasque, qui n'est pas soumise à la même réglementation qu'en France, brûle aussi des déchets industriels (huiles de vidange, pneus) et des cadavres d'animaux. Comme cela se fait au milieu d'immeubles d'habitation, un nouveau dispositif de lavage des fumées est en cours d'installation pour que plus rien ne filtre à l'extérieur. Sauf bien sûr la chaleur, ravendue sous forme d'électricité à EDF, le vapeur, dirigée sur la centrale de Fontvieille, et les cendres, expédiées à la décharge de Bellegarde (Gard), à 300 kilomètres de là.

DES VOITURES QUI EMPOISONNENT

Certaines cités européennes étouffent sous la pollution. Principal responsable : la circulation automobile



LORSQU'IL était ministre de l'environnement, Brice Lalonde le répétait souvent : « Il faut débarrasser les villes de la bagnole ! » Une résurgence de son premier combat, vingt ans plus tôt, lorsqu'il menait les manifestations à bicyclette contre le projet de voie express rive gauche à Paris. Il est significatif, en tout cas, que sa vocation écologique soit venue de la lutte contre l'invasion automobile et que l'une de ses victoires personnelles, comme ministre, ait été de faire accepter au gouvernement le pot catalytique, malgré l'opposition farouche des constructeurs français. A peine arrivée dans ce

même ministère de l'environnement, Ségolène Royal organisait symboliquement, pendant le sommet de Rio, un dimanche sans voiture sur le boulevard Saint-Germain.

« Qui aura le courage politique d'interdire la circulation automobile dans le périmètre Louvre-Tuileries ? » Interrogeait dernièrement Jack Lang, ministre de l'Éducation nationale et de la culture. L'Etat a dépensé 1 milliard de francs pour nettoyer les façades du Louvre, et les voilà déjà noircies par la pollution des voitures !

La plupart des villes d'Europe souffrent de ce mal du siècle : la congestion automobile

aux heures de pointe. Mais certaines, du fait de leur situation géographique, souffrent plus que d'autres et sont contraintes de prendre des mesures d'urgence. Lundi 25 janvier, le maire de Madrid a décrété l'« alerte rouge », soit six mesures parmi lesquelles une réduction des heures d'utilisation des chaudières à charbon. A Paris, Amsterdam ou même Londres, les effets de la pollution automobile sont limités par les vents d'ouest dominants qui, la plupart du temps, emportent les émissions urbaines vers d'autres lieux.

Il faut des cycles et des machines bien particuliers pour

que la pollution stagne au-dessus de ces villes : fortes chaleurs de l'été sans le moindre courant d'air ou phénomène d'inversion thermique en hiver, lorsque l'air froid est bloqué au sol par un couvercle d'air plus chaud en altitude, qui empêche la pollution urbaine de gagner les hautes couches de l'atmosphère.

Paris et Londres, en outre, disposent d'un réseau métropolitain important – et non polluant – qui absorbe une partie importante du trafic. Quant à Amsterdam, sillonnée de tramways et de bicyclettes qui se faufilent parmi les canaux, la circulation automobile y est déjà plus limitée qu'ailleurs. Cela n'empêche pas le ministre néerlandais de l'environnement de préparer un système de péage pour dissuader les automobilistes de prendre leur voiture pour aller travailler en ville.

En France, sous l'influence d'EDF, fière de ne pas polluer l'atmosphère avec ses centrales nucléaires, on pousse actuellement vers la voiture électrique, présentée comme une solution d'avenir, y compris par les constructeurs (Le Monde daté 29-30 novembre 1992).

Sous la pression du lobby agricole, en particulier céréalière, on pousse aussi vers les « biocarburants ». Mais, qu'il s'agisse de l'éthanol de betteraves ou du diester de colza, toute adjonction de carburant végétal dans le pétrole ne fait que diminuer la facture à l'importation et influe très peu sur la pollution. Les voitures à gaz naturel, en revanche, pollueraient moins mais obligeraient encore à importer le carburant.

On est donc loin de vouloir laisser la ville aux piétons et aux véhicules non polluants. Quelques timides essais ont bien lieu à Nantes, Grenoble ou Strasbourg avec la réintroduction du tramway, mais la présence d'une ligne ou deux ne suffit pas à résorber le trafic.

Il va falloir choisir des moyens radicaux si l'on veut que la ville reste un lieu de vie

du trafic automobile. Quant aux zones piétonnes, qui se sont multipliées dans la plupart des villes, elles sont trop restreintes pour diminuer sensiblement le volume de pollution dégagé par les moteurs à combustion.

Les situations, en demeurant, sont aussi très différentes d'un pays à l'autre en fonction de l'urbanisme. Dans les villes italiennes ou à Prague, qui ont conservé intacte la structure médiévale de leurs origines, le flux automobile ne peut pas s'écouler au-delà d'un seuil qui est très vite atteint. Dans les villes allemandes détruites par la guerre, ou dans le Paris remodelé par le baron Haussmann, l'existence de grandes artères permet l'écoulement d'un important trafic. Mais les villes allemandes, ou même Londres, disposent de suffisamment d'espaces verts pour maintenir l'air respirable aux heures de pointe – au moins pendant l'été – tandis que les cités latines ou l'agglomération athénienne, très densément construites, deviennent étouffantes dès que la pollution dépasse le seuil critique.

Comment remédier à cette situation, où se trouvent quotidiennement enfoncés 80 % de nos concitoyens ? Développer les transports en commun, les zones piétonnes, les rocades de contournement, les autoroutes souterraines, la voiture électrique ou les carburants verts ? Imposer le pot catalytique ou encourager le vélo ? En venir à la circulation alternée, au péage ou aux interdictions temporaires ? La solution est grande de tout essayer, et donc de ne rien régler en voulant tout à la fois favoriser la circulation automobile et en réduire les effets néfastes.

Il va falloir choisir des moyens plus radicaux si l'on veut que la ville reste un lieu de vie et d'échanges où l'on puisse encore respirer.

Roger Cans

Eliminer les Trabant de Budapest

Budapest aura bientôt son musée des « fantômes socialistes » qui abritera les statues et les reliques de l'ancien régime. Mais la capitale hongroise dispose déjà d'un « cimetières » de Trabant, autre symbole d'une époque révolue. Deux cents « Trabi » reposent sur un terrain vague à la sortie de la ville au bord de l'autoroute de Vienne. Elles ont été entreposées là par le concessionnaire Renault de Budapest qui, en échange de l'achat d'une voiture neuve, offre une réduction de 100 000 forints (7 000 francs) à ceux qui lui ramènent leurs véhicules équipés de moteur à deux temps (Trabant ou Wartburg).

A cet argument commercial répond un projet écologique de la mairie de Budapest. O'ci au mois de mars, la ville compte lancer une grande opération « anti-Trabi » en encourageant le retrait de la circulation d'un maximum de Trabant et de Wartburg et en équipant celles qui restent du pot catalytique. Objectif : débarrasser la capitale de toutes traces de ces « Tchernobyl » ambulants d'ici quatre à cinq ans.

Le projet est ambitieux, trop peut-être, pour une ville où les Trabant et les Wartburg, âgées en moyenne de six ans, représentent près de 20 % du parc automobile (120 000 voitures). Au-delà de l'aspect technique, ce programme est avant tout idéologique : comme une opération de salubrité publique, pour éliminer les sources d'une pollution atmosphérique chronique, largement aggravée par l'absence de boulevard périphérique autour de Budapest.

Les anciens dissidents, qui dirigent aujourd'hui la ville de Budapest, ont décidé de donner un coup de pouce financier aux propriétaires qui décident de se débarrasser de leur Trabant. Avec l'aide de la fondation Stop smog et d'un budget de 250 millions de forints financé pour moitié par le ministère de l'environnement, la municipalité a élaboré un projet en trois volets. Première étape : un appel d'offres sera prochainement lancé auprès des concessionnaires occidentaux pour qu'ils mettent sur le marché des véhicules neufs munis du pot catalytique pour un prix inférieur à 600 000 forints (43 000 francs). De son côté, la mairie s'engage à accorder pendant trois ans un crédit gratuit aux acquéreurs potentiels. Ensuite, la ville compte installer près de 20 000 pots catalytiques sur des Wartburg et des Trabant en prenant en charge la moitié des frais d'installation. Enfin, la municipalité délivrera deux titres de transport gratuits à toute personne qui renonce à utiliser sa voiture dotée d'un moteur à deux temps pendant l'hiver.

Reste ensuite à surmonter un autre obstacle : que faire des Trabant et des Wartburg usagées ? Renault-Budapest avait envisagé de les exporter plus à l'est, mais le projet a échoué. « Pas question de revendre nos déchets à d'autres pays », insiste István Vasshelyi de la mairie de la capitale. Détruire ces carcasses ? Aucun problème pour les Wartburg. En revanche, les carrosseries des Trabant ne peuvent pas être « compactées » car elles dégagent des gaz dangereux.

de notre correspondant à Budapest
Yves-Michel Riols

Restrictions à l'italienne

Quand Roma s'arrête, Bologna reprend, puis Trieste ou Varese. Chaque jour, ça change, et les automobilistes sont sommés, à intervalles réguliers, d'abandonner leur voiture à certaines heures pour décongestionner le centre des villes souffrant sous des taux alarmants de dioxyde de carbone et de dioxyde de soufre, ne s'y retrouvent plus.

Rome, qui, dimanche 10 et lundi 11 janvier, avait laissé ses habitants à pied pendant six heures, a repris une circulation normale. Bologna, Bolzano et Turin se sont fait, jeudi 14, une spécialité de la circulation à plusieurs alternées : à certaines heures les numéros pairs, à d'autres les impairs. Système que Trieste envisage d'étendre, de façon durable, deux jours chaque semaine. La palme de la constance – et de l'urgence – peut-être aussi – revient à Florence qui a tenu bon quatre jours d'affilée, en maintenant

de sévères limitations de circulation, tandis qu'à Milan les quatre heures sans voiture du lundi 11 janvier n'en finissent pas de soulever des polémiques. Cette expérience est encourageante pour un pays qui avait accueilli avec scepticisme, pour ne pas dire indifférence, un décret ministériel sur la pollution. Neuf villes sur les onze concernées par les taux alarmants de pollution, ont pris en compte certaines recommandations du décret et commencé à mettre en place les structures nécessaires. Mais il reste pratiquement tout à faire dans bien des cités, dont Naples, qui pour avoir, depuis presque un an, mis en pratique les restrictions de circulation, n'ont pas la moindre vision d'ensemble des problèmes posés.

Ces mesures dictées par l'urgence et prises au coup par coup ressemblent au bricolage, comme l'éassure le ministre de

l'environnement, Carlo Ripa di Meana, dans un réquisitoire sévère à l'encontre des maires et des administrateurs publics.

Pour le ministre, les responsables sont, outre les industries, le manque de transports urbains et leur faible adaptation aux exigences de l'environnement ; la nombre insuffisant de parkings ; les systèmes de chauffage domestique sans contrôle ; voire une politique urbaine anarchique, qui ne désengorge pas le centre des villes au moyen d'itinéraires de délestage ou souterrains. Il a été prononcé pour des mesures à long terme, afin d'« impliquer le gouvernement et obtenir des industries pétrolières italiennes la mise sur le marché plus tôt que prévu de la nouvelle génération de combustibles et de carburants ».

De notre correspondante à Rome
Marie-Claude Decamps

Le « néfos » d'Athènes

La chaleur, le manque de vent et c'est l'enfer immédiat pour les quatre millions d'habitants du bassin athénien. Coincée par les montagnes qui enserrant le bassin, une masse d'air chaud se forme alors au-dessus de l'agglomération et écrase, comme une chape de plomb, le usage (néfos en grec) toxique sur la ville. Le scénario est fréquent. Les autorités parent toujours au plus pressé en interdisant la circulation dans le centre-ville.

La dernière alerte s'est produite le 18 janvier. Les taux de dioxyde d'azote (NO₂) et monoxyde de carbone (CO), qui sont les deux principaux agents polluants, ont dépassé largement les cotes d'alerte qui sont respectivement de 200 mg/m³ et 15 mg/m³ et frisé les seuils d'urgence de 500 mg/m³ et 25 mg/m³. Des centaines d'habitants ont été hospitalisés par les services d'urgence de la capitale pour des troubles respi-

atoires et cardiaques. La circulation automobile est responsable de 70 % des émanations des agents polluants. Selon les écologistes, aucune mesure n'a été prise contre les industries polluantes. Et les restrictions de circulation ne touchent qu'un taxi sur deux (15 000), et ne visent pas les motos, moutons, camion de livraisons et le millier de bus urbains très polluants.

La gouvernance a formé, au mois d'octobre, un conseil spécial pour l'environnement et la qualité de la vie, présidé par Constantin Mitsotakis, premier ministre. Mois au mois de janvier, lorsque la pollution s'est manifestée, ce conseil n'a pu se réunir. M. Mitsotakis était « trop occupé ».

Le néfos est apparu à la fin des années 60 et il s'est étendu dans les années 70 à la suite du développement de l'agglomération athénienne, qui accueille les deux cinquièmes de la popula-

tion nationale, 70 % de l'activité économique, 57 % de la production industrielle, et compte seulement 3 % d'espaces verts. En 1976, deux cent mille véhicules circulaient à Athènes. Ceux-ci sont aujourd'hui plus d'un million. Cette proportion devrait augmenter, les Grecs disposant en 1990 de huit voitures pour cent habitants.

En 1982, les socialistes avaient imposé un système alterné de circulation. Efficace au départ, cette mesure ne suffit plus et il faudrait étendre la zone des restrictions, ce qui est difficile en raison d'un tissu urbain congestionné. En 1990, les conservateurs revenus au pouvoir ont entrepris de relancer le projet du métro. Les travaux ont commencé et les premières rames devraient rouler en 1997.

De notre correspondant à Athènes
Didier Kunz

REGARDS

PORTRAIT

Georges Maurios : conseil et architecte

« J'ai accepté cette fonction par curiosité intellectuelle à l'égard d'un milieu et d'un contexte local », explique Georges Maurios, coopté par ses pairs dans le corps des architectes-conseils. Architecte libéral à Paris - il vient de se voir confier une opération de logement au pied de la Bibliothèque de France - et professeur à l'école d'architecture à Paris-La Défense, Georges Maurios, cinquante-huit ans, est depuis quatre ans, architecte-conseil auprès de la direction départementale de l'équipement (DDE) du Haut-Rhin.

Dans chaque département, un praticien, choisi par le ministre responsable de l'architecture, est chargé de donner son avis aux services de l'Etat. Après la décentralisation, ces derniers ont conservé des responsabilités importantes dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques nationales sur l'espace (logement, réalisation d'équipements publics, revalorisation des quartiers urbains, protection du patrimoine naturel et bâti...).

Un rôle pédagogique

Voilà une quinzaine d'années, Georges Maurios avait déjà été sollicité par Joseph Belmont, alors directeur de l'architecture : « A l'époque, j'ai dû dire non. Mon agence n'était pas encore informatisée et je n'aurais pas pu me libérer ». Les architectes-conseils s'engagent en effet à consacrer deux jours par mois à leur mission. La rémunération n'est guère attractive : « La vacation est payée 1.973 francs la journée, à quoi s'ajoute le remboursement des frais de transport et d'hébergement, ce qui n'est pas beaucoup. Quand je suis invité à un jury de concours, on me paie 5 000 francs », souligne Georges Maurios.

Mais les architectes-conseils se plaisent à exercer ce rôle pédagogique. Les démissions sont rares et les remplacements s'opèrent plutôt à l'occasion des mises à la retraite. Les mouvements, en revanche, sont assez fréquents. Dans la mesure où il leur est interdit d'exercer à titre libéral dans le département où ils sont nommés, certains architectes-conseils

demandent à changer après quatre ou cinq ans. Une fois établi leur réseau de relations, et l'on en croit les rumeurs, si l'on en croit les rumeurs.

Pendant l'année 1992, Georges Maurios a examiné une centaine de dossiers différents : lotissements, bâtiments publics financés par l'Etat, extension de zones industrielles, projets d'urbanisme, de grands travaux ou de génie civil. « Je ne vois pas assez de nœuds routiers, de ponts et d'échangeurs, regrette-t-il. La DDE du Haut-Rhin estime que c'est de son ressort. Je dois parfois le rappeler à l'ordre... » C'est en effet le DDE qui établit, chaque mois, un calendrier, en fonction des demandes formulées par les subdivisions. « S'il s'agit d'un projet de façade, la problème est réglé en cinq minutes. Si la dossier est plus complexe, l'auteur (architecte ou maître d'œuvre) est généralement convoqué. Je lui donne des directives pour que son projet s'améliore ».

Nommé après la décentralisation, Georges Maurios reconnaît volontiers que son pouvoir est limité : « Ce sont les maires qui donnent les permis de construire, nous ne sommes que des conseils. Mais je parviens parfois à les convaincre que le projet de lotissement ou de maison individuelle qu'ils souhaitent laisser passer est mauvais. Je leur explique que telle disposition du POS est aberrante, je me bats aussi pour défendre l'architecture contemporaine lorsqu'ils ne veulent entendre parler que de « traditionnelle ».

Même si l'on n'est suivi par les élus que dans la moitié des cas, Georges Maurios s'est à l'évidence pris au jeu. Loin de vouloir quitter le Haut-Rhin après quatre ans, « un septennat me conviendrait », il souhaite voir réalisés certains projets d'entrées de villes ou d'aménagement de zones portuaires sur lesquelles il a eu à se prononcer. Son successeur n'eura probablement ni les mêmes méthodes, ni la même approche : « Il n'y a pas de certidisme de l'architecte-conseil, insiste-t-il. Chacun exerce en fonction de son profil et du département où il est nommé ».

Carine Lefant-Valère

LIVRES

LES ENFANTS DE DEFFERRE

CHAMBRES RÉGIONALES DES COMPTES, DIX ANS APRÈS. Document collectif, 170 p., gratuit. Cour des comptes, 13, rue Cambon, 75001 Paris.

EN une décennie, le dispositif des chambres régionales des comptes est devenu l'une des pièces maîtresses de la décentralisation. Les observations de ces juridictions financières, proches, géographiquement, des élus locaux, sont souvent suivies d'effet. Elles sont lues avec intérêt par l'opinion publique. Une trentaine de magistrats et d'universitaires se sont rassemblés pour raconter l'histoire de ces institutions créées de toutes pièces voici dix ans.

1982 : la première loi de décentralisation, initiée par Gaston Defferre, supprime les comités locaux de l'Etat sur le secteur local. Les élus sont désormais les véritables responsables du destin de leur collectivité. En contrepartie, le contrôle financier des actes budgétaires est renforcé à posteriori. Ce sont de nouvelles juridictions, filles de la Cour des comptes, et implantées en plein cœur des régions françaises, qui vont se charger de cette mission.

« Mission impossible ! », affirmait certains magistrats de la rue Cambon, qui lancent à leurs collègues cet avertissement : « Vous ne pourrez pas réussir. Ou bien vous ne vous intéressez pas dans le milieu local, ou bien vous manquez de distance d'un regard ». Pourtant, une demi-douzaine de justiciers administratifs décident de relever le défi. Ils se baptisent « les enfants de Gaston ». Ils sont rejoints par quelques personnalités extérieures à la Cour, présentes par le gouvernement.

Ces « pionniers » rejoignent tout de suite leurs terres de province. Habités à y voir un « déferre français », comme le rappelle un magistrat envoyé en Midi-Pyrénées, ces Parisiens ne partent pas sans appréhension. Mais ils ont « la foi des bâtisseurs de cathédrales » et sont persuadés d'opérer la synthèse entre l'ancien Régime et la Révolution, comme celle de l'Etat et la décentralisation.

Leur première épreuve consiste à trouver un toit pour

leur institution et pour leur famille. Certaines chambres régionales lisent provisoirement domicile dans des hôtels particuliers en ruines ou des châteaux en voie de réhabilitation. Vers 1987, leurs effectifs ayant gonflé, elles s'installent dans des locaux défectueux. Certaines obtiennent la construction de bâtiments neufs et adaptés à leurs besoins, comme à Châlons-sur-Marne ou à Rennes.

Scepticisme, inquiétude, circonspection, entourent la création des chambres. Leurs débuts sont observés avec méfiance par ceux qui viennent de perdre une partie de leur pouvoir ou de leurs compétences : préfets, trésoriers payeurs généraux, magistrats et d'universitaires. Quant aux élus locaux, épris de leurs nouvelles libertés, ils ont des réactions diverses. Certains se résignent à être contrôlés, d'autres le tolèrent plus difficilement. Parfois, ils pensent que le travail des conseillers sera d'ordre de leur collectivité. Certains vont jusqu'à demander aux chambres des conseils que celles-ci ne sont pas habilitées à leur fournir. Dans tous les cas, les magistrats devront faire preuve d'indépendance et de fermeté pour contrôler la bonne utilisation des deniers publics.

Plusieurs lois vont modifier le champ et les modalités de ce contrôle. L'historique des textes en question se constitue pas à pas. On retiendra seulement que la publicité des observations, imposée à partir de 1990, a été un « instrument puissant » du succès des chambres, comme le rappelle Pierre Anjard, premier président de la Cour des comptes. Les juridictions régionales ont le devoir de dénoncer publiquement les mauvais emplois des fonds en communiquant leurs observations aux assemblées délibérantes.

La loi du 6 février 1992 marque un autre tournant. Comme le réclamaient les magistrats, elle impose aux collectivités locales un certain nombre de mesures devant favoriser la transparence de leurs comptes. Elle élargit aussi la mission des chambres. Ces juridictions ne sont plus seulement chargées du contrôle budgétaire des collectivités et du jugement des comptes des comptables publics. Elles peuvent aussi agir de façon préventive. Préfets et élus locaux

peuvent leur demander d'examiner un marché en cours de passation ou une délégation de service public.

Jusqu'en 1988, les chambres régionales des comptes examinaient en priorité les petites collectivités. Un conseiller évoque pudiquement les « erreurs de jeunesse, ajoutées au zèle de quelques Saint-Just de la liasse » qui ont prématurément placé les chambres sous le feu des projecteurs. Parfois considérées comme tatillonnes, ces juridictions ont acquis leur véritable légitimité grâce à la loi Galland de 1988 qui les a débarrassées du contrôle des petits comptes. Ce sont désormais les comptes du Trésor qui s'en chargent. Les chambres ont pu s'attaquer au « gros gibier » : métropoles, départements. Elles ont eu un rôle essentiel dans la mise en évidence des irrégularités commises à Nice, Angoulême ou, dans une moindre mesure, à Bordeaux. Pour beaucoup de contribuables, les chambres sont devenues des remparts contre la corruption des élus locaux.

Les 22 chambres métropolitaines, les deux chambres d'outre-mer et la chambre territoriale de Nouvelle-Calédonie comptent aujourd'hui 1 200 agents, dont 340 magistrats. Elles ont mené des enquêtes de grande ampleur sur le contrôle budgétaire, la gestion de la trésorerie et de la dette, celle du réseau autoroutier. Elles devraient bientôt s'intéresser à la politique d'investissement des collectivités locales.

Rafaële Rivaux

ÇA S'EST PASSÉ

A MARSEILLE de Jean Contrucci « Editions « Autres temps » Marseille, 200 p. 95 F.

C'est une autre façon d'écrire dans Marseille, on veut dire dans sa familiarité. Jean Contrucci, romancier, journaliste du *Provençal* et correspondant du *Monde*, raconte sa ville au quotidien, et d'âge en âge. Il part de 8 500 avant Jésus-Christ. Ensuite, de l'événement historique aux faits divers encore tout frais, d'avant-hier à aujourd'hui, de personnages capitaux en petites gens, de tragédies en comédies, c'est Marseille vivante telle que Contrucci l'a contée chaque jour dans ses chroniques, non pas pour des « étranges » mais aux Marseillais eux-mêmes.

A la lire ainsi réunies dans un livre, on entre peu à peu en complicité avec « la plus ancienne ville de France », multiple, complexe, si souvent décriée, si violemment aimée des siens.

J. R.

MARSEILLE

AUX CENT VISAGES de Jean-Marc Tixier. Photos de Pedro Hernandez. Editions du Perron-Litge 205 p. 290 F.

Ici, pour commencer, on découvre Marseille en images : 250 photos parlantes, visages et paysages. Leur première légende est du poète Tournier : « On ne comprend pas Marseille : on l'ignore ou l'aime ». C'est tout ou rien. « On » est éverté. Baignant dans les images, le texte est d'un autre poète de la ville, Jean-Marc Tixier, qu'il évoque vertus et vices compris, sordide et splendide sur le même ton.

L'histoire est documentée, de cette « jeune guesse de 25 siècles » - Massalia grecque, Massilia romaine, Marsilio provençale - mais voilà vite Marseille d'aujourd'hui. Ici le pas se ralentit. On va à pied, seule façon d'entrevoir et de voir, au côté du flâneur amoureux.

Itinéraires, secrets révélés, surprises dont le moindre n'est pas celle-ci : balte au rabâchage selon lequel Marseille n'a jamais cessé à chaque tournant de sa vie de détruire son passé monumental. Des vestiges grecs et romains, de Saint-Victor à la Vieille Charité jusqu'à la Cité radieuse de La Cornue, Tixier nous met sous les yeux les preuves du contraire. Durée de la marche derrière ce guide ? Une semaine ? Une vie ? su choix.

J. R.

COURRIER

Un banquier inconnu...

J'ai lu l'article intitulé « Un thé chez Albert Kahn » que vous avez publié dans le *Monde* daté 10-11 janvier. Vous avez bien sûr, dans l'espace restreint qui vous était imparti, donné une idée exacte de l'action et de l'œuvre de cet homme étonnant qu'a été Albert Kahn.

Je voudrais toutefois corriger un petit point. Vous écrivez, à la fin de votre article : « C'est singulier personnage... inconnu ». Je crois qu'il vaudrait mieux dire qu'il est un personnage mal connu. En effet, s'il a peu écrit lui-même et donc laissé peu d'archives personnelles, il a été possible de reconstituer, en grande partie, ses origines et son cadre de vie, et ainsi de mieux cerner sa personnalité et ses motivations.

PIERRE KATZ
Marmoutier (Bas-Rhin)

... à découvrir

Je puis contribuer un peu à la connaissance d'Albert Kahn. C'était certes un banquier, mais un banquier en valeurs, spéculateur à la Bourse de Paris et arbitrageur en valeurs mobilières sur les différentes places internationales.

Il sentait merveilleusement la hausse et pas du tout la baisse, ce qui lui fit gagner beaucoup d'argent. Mais il n'aurait pas, il dépensait en subventions à des hommes politiques, en particulier Clemenceau, et à des activités qui assurèrent la survie de son nom. Sans compter le financement du jardin de Boulogne qui porte son nom et dont vous venez d'évoquer le nouveau palmarium (*le Monde* daté 10-11 janvier).

N'ayant pas de capital, il était à la merci d'une erreur boursière. La crise de 1920 fit chavirer une première fois sa barque, puis, en 1930, la crise suivante amena un naufrage définitif. De 1930 à 1940, Albert Kahn vécut à la charge de ses amis, qui veillèrent simplement à ce qu'il ne mette pas les pieds à la Bourse, et l'éco expulsaient lorsqu'il s'y aventurait.

MICHEL TARLE
Paris

Nuisances à Versailles

L'ai apprécié l'article que vous avez consacré à la rénovation réussie des Halles Notre-Dame-de-Versailles (*le Monde* daté 20-21 décembre 1992). Mais à cette occasion, dans le même quartier, se développe une polémique au sujet des commerçants non sédentaires.

Les travaux de rénovation, qui se sont étalés sur plusieurs années, ont amené le municipalité à installer provisoirement sur un des vastes trottoirs de l'avenue de Saint-Cloud les foras, qui depuis toujours vendent leurs produits sur deux des carres Notre-Dame, trois après-midi par semaine. Les travaux sont maintenant terminés et, à la surprise des riverains qui ont subi avec patience les nuisances, il ne semble pas que la municipalité ait pris des dispositions pour que ces commerçants regagnent leurs emplacements antérieurs.

L'affaire prend un tour plus déconcertant quand on sait que le secteur est classé et que des touristes arrivent par milliers par cette avenue pour visiter le château. Des servitudes extrêmement rigides sont appliquées aux immeubles et commerces riverains en matière de ravivement, enseignes, stores...

L'installation provisoire des ooo-sédentaires a entraîné la suppression de plusieurs pelouses et le saccage de celles qui restent dans la zone, la pose de postes électriques sur les arbres... La mairie semble maintenir un statu quo qui devient de plus en plus difficile à justifier en termes de droit et de simple bon sens. Une telle affaire est révélatrice du climat actuel dans lequel la réticence manifestée des élus à prendre des décisions qui contrarient des intérêts particuliers bloque le fonctionnement de la démocratie.

PIERRE VANLERBERGHE
Ville-d'Avray

DÉBAT

POUR UNE POLITIQUE NATIONALE DES TRANSPORTS

par René Beaumont

LES récents accidents de la Combe des Eparras dans l'Isère et de La Voulte sont là pour rappeler combien dans le domaine des transports de matières dangereuses toute affirmation ou toute décision privilégiant systématiquement tel ou tel mode apparaît sans fondement scientifique sérieux. M^{re} Ségolène Royal, ministre de l'environnement, après l'accident routier en Isère, déclarait : « Une seule solution à tous ces maux, le ferroutage ».

Quelques jours après, les faits lui infligeaient un démenti en forme d'avertissement sans frais, ou presque, s'agissant des vies humaines (*le Monde* du 15 janvier). Une meilleure connaissance de la géographie du Sud-Est et le modestie auraient dû conduire madame le ministre à plus de nuances. Il n'est en effet pas possible dans ce secteur de multiplier les voies de communication dévoreuses d'espace telles que l'autoroute ou le fer, parce qu'en bien des endroits on manque d'espace. C'est typiquement le cas aux abords de l'agglomération lyonnaise, mais plus encore au sud, dans le défilé de Donzère, et même plus bas en Avignon.

L'étrécissement du allon rhodanien a bien d'autres inconvénients. Le premier réside dans la concentration des activités humaines dans la vallée autour de l'eau, point naturel de rassemblement de la vie, et aboutissant au « couloir de la chimie » au sud de Lyon où résident un nombre de risques majeurs non négligeables. La deuxième fait de la Saône et du Rhône les seuls maux immédiats exutoires de toute pollution liquide répandue accidentellement de Chelon-sur-Saône à Arles.

Jamais, en effet, sur ces 450 kilomètres l'autoroute ou les voies ferrées ne s'écartent de plus de 2 ou 3 kilomètres de l'axe de la vallée.

Le tout fait ou le tout route dans ce secteur aurait donc dû apparaître au ministre comme particulièrement inquiétant si, face à ces évidences réelles, des préoccupations politiques à court terme n'avaient prévalu. Il s'agissait de récupérer à tout prix les voix des Verts du secteur et l'on sait que, derrière M^{re} Dominique Voynet à l'influence grandissante, tous les Verts sont ici étrangement adversaires de la voie d'eau alors qu'ailleurs, et singulièrement dans le Nord, à la suite de M^{re} Marie-Christine Blandin, présidente du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, ils en sont plus logiquement de chauds partisans. La vérité se trouve sûrement dans des solutions mixtes, utilisant dans chaque site le mode de transport le plus performant et le plus sécuritaire.

Restaurer l'autorité de l'Etat

Quand on mesure le trafic nord-sud du sillon rhodanien, son inévitable accroissement lié au nécessaire développement de l'économie, on ne peut manquer d'être surpris de constater tous ces accidents graves sur route ou sur fer alors que la voie d'eau, si sûre, naturelle et remarquablement aménagée, est quasi désertée. Les Allemands achèment 24 % de leur fret (soit plus de 40 % de leurs matières dangereuses), et les Hollandais plus de 40 % de leur fret total par voie d'eau, alors que nous ne l'utilisons en France que pour 4 % des transports. Et pourtant un convoi poussé de 4 400 tonnes remplace

220 camions sur l'autoroute ou 110 wagons sur le rail. En ce qui concerne les hydrocarbures la voie fluviale se trouve à égalité avec les autres modes de transport en ce qui concerne le coût des ruptures de charges.

Mais qui décide en matière d'infrastructures de transport ? La décentralisation que j'ai eu le plaisir d'annoncer qu'il est des domaines où l'autorité de l'Etat ne saurait être remplacée par quelque pouvoir régional, forcément sectaire, car ne voyant que le seul intérêt d'un morceau de la France.

Mais il faut que cette autorité de l'Etat s'accompagne d'un financement ne faisant pas appel aux collectivités qui doivent rester souveraines dans leur choix budgétaire. Comment faire financer un canal à grand gabarit dont le Franche-Comté ne veut pas, sur lequel le Bourgogne fait la moue, alors que l'Alsace et la Provence-Alpes-Côte d'Azur le réclament d'urgence ?

Tout cela n'est pas sérieux ; il faut dans ce domaine restaurer l'autorité de l'Etat et définir nationalement le grand schéma d'infrastructures de transports multimodal nécessaire à la croissance de la France. C'est à ce prix que nous rejoindrons peut-être dans ce domaine nos partenaires allemands, mettant ainsi à la disposition de nos industries le mode de transport le plus rentable selon la région traversée. A une époque où les technologies se copient la différence de coût et donc la concurrence se jouera sur les valeurs ajoutées, au premier rang desquelles se trouvent les coûts du transport. Ceux qui auront les plus performances seront les moins chers.

René Beaumont (UDF-PR) est député et président du conseil général de Saône-et-Loire.

CITÉS

BLOIS

La ville qui rêve d'être capitale

LES Blésois n'aiment pas qu'on les tienne à l'écart de l'Histoire de France. Parce que, géographiquement, ils sont presque au centre du pays et que, au temps des rois, leur ville a été à plusieurs reprises la capitale du royaume. La République n'a pas été si bonne fille. Ses deux voisins, Tours et Orléans, en ont mieux profité. Et elle est encore méfiante que la seconde lui ait ravi le titre de capitale de la région Centre.

Est-ce faute d'être vedette de la France que, depuis la dernière guerre, Blois s'offre des maires-vedettes ? Comme si avec Pierre Sudreau, d'abord, et Jack Lang, aujourd'hui, cette cité était sûre de récupérer un peu de notoriété. Cette ville moyenne, de près de 50 000 habitants, n'a peut-être pas de génie particulier mais elle sait attirer et profiter de celui des autres. Certains appellent cela de l'opportunisme.

« Les plantes humaines y survivent plus longtemps », disait, paraît-il, Catherine de Médicis de cette région dont les poètes ont chanté la douceur de vivre. C'est Louis XII et son épouse, Anne de Bretagne, qui, au seizième siècle, avaient fait de Blois une résidence royale.

La douceur du climat, le mystère de la Loire, la beauté des paysages et la qualité de la vie ont séduit les chefs d'entreprise

Leurs successeurs ont suivi, et la ville a servi de décor à quelques-uns des faits tragiques ou comiques de l'Histoire de France. Claude de France y est décapée, et le duc Henri de Guise y fut assassiné. Plus drôle : reléguée là par son fils Louis XIII, Marie de Médicis, malgré un fort embonpoint, s'en serait enfuie en glissant le long de cordes. Le lieu était idéal pour qu'Alexandre Dumas offre au chevalier d'Aragnan d'y distribuer quelques coups d'épée.

De tout cela, il reste le château, dont l'escalier à lui seul justifie qu'il se trouve sur les circuits des châteaux de la Loire. Pourtant, il n'est pas le plus apprécié : 362 000 personnes le



visitent chaque année, alors que Chambord en reçoit 654 000. Mais, surtout, ces touristes ne font montre d'aucune curiosité pour la ville. Peut-être y achètent-ils des glaces ou des pellicules photos, mais ils n'y séjournent guère. Le parc hôtelier est à l'image de cette indifférence, à moins qu'il n'en soit le responsable. Au total, mille personnes seulement travaillent dans ce secteur. Alors que l'industrie en emploie plus de dix mille. Là

aussi, Blois a bénéficié d'un mouvement qui venait de l'extérieur : la décentralisation des années 60. Jusqu'à cette date, Blois était une ville de commerçants et de notables, proches des riches céréaliers de la Beauce ou des grands propriétaires de la Sologne. Une ville plutôt cosue mais guère industrielle. La douceur de son climat, la proximité de Paris, le mystère de cette Loire majestueuse et farouche, vont l'aider à attirer les indus-

triels qui cherchent à fuir la grisaille du Nord, les frimas de l'Est et les embarras de Paris.

Entre 1960 et 1985, la région Centre récupère 25 % des délocalisations et devient ainsi le cinquième région industrielle du pays. Et quelques années, débarquent à Blois des laboratoires pharmaceutiques, des usines mécaniques, de l'informatique, de la vente par correspondance. La Sligos, la Maison de Valérie, l'imprimerie Cino del Duca voisinent avec Lucas Industries. Roto Diesel, Valeo, etc. Diversifiées dans ses activités, l'industrie blésoise l'est aussi dans son capital : plusieurs groupes étrangers ont choisi de s'y installer, ce qui permet à l'industrie locale de se targuer d'une importante activité à l'exportation. Les chefs d'entreprise « immigrés » continuent à être amoureux de ces paysages et de cette qualité de la vie.

Les habitants ont un peu le tournoi. En même temps, ils sont fascinés. « Il n'est pas souvent là, mais on le voit tout le temps », disent-ils de ce maire-ministre qui, à midi, serre des mains dans la ZUP et, le soir, défend sa réforme du bac au journal télévisé de 20 heures. Son ambition extravertie flatte celle de la ville. En amenant la SM présidentielle, la Garde républicaine et la reine d'Angleterre dans les rues de Blois, il a fait mouche. Un témoin confirme : « Pendant dix minutes, Blois était redevenue la capitale de la France ».

Son prédécesseur n'en faisait sans doute pas moins. Mais il restait plus dans son bureau. Pourtant, entre Pierre Sudreau et Blois, ce fut une histoire de dix-huit années. Les Blésois n'avaient pas choisi n'importe qui. Cet ancien jeune préfet de Loir-et-Cher qui a inventé les « son et lumière » fut un jeune résistant et un ministre qui osa démissionner d'un gouvernement du général de Gaulle en 1962. A Blois, il fit de l'industrialisation, des rocades, des hôpitaux et de l'aménagement comme on en faisait dans les années 70. Et puis il se lassa.

Sitôt élu, Jack Lang a montré sa volonté de changement. Il a propulsé à la tête de l'atelier public d'architecture et d'urbanisme Patrick Bouchain, le père des colonnes de Buren et de quelques autres innovations. « Il faut redonner un ordre à cette ville qui n'en a pas », s'est fixé comme mission ce dernier. Il est vrai que, entre les risques de crue et les forêts royales, Blois a eu un développement atypique. Contrairement à ce qui se passe ailleurs, elle s'est étendue vers l'est. Sa rive gauche, jadis menacée par les inondations, se limite à un seul quartier, celui de Vienne. Quant au centre-ville, il est comme « vrillé » autour du château. Lorsque, à la fin des années 60, il a fallu trouver des terrains pour construire des logements et accueillir des entreprises, la conquête s'est faite vers le nord, sur le plateau. C'est là qu'a été installée la ZUP, que Patrick Bouchain s'est empressé de « réhumaniser ». Dans les tours qui avaient été vidées, il a installé la Bourse du travail, diverses associations et des logements pour étudiants. Une « barre » a été transformée en maison de retraite Claude-de-France et accueille soixante personnes âgées. Il envisage maintenant d'y revoir le système de circulation.

Le réaménagement du quartier de la gare sera sans doute la prochaine étape de ce que ses détracteurs appellent « les grands travaux du maire ». Quel

géographiques et historiques, il faut lui faire rattraper ce temps perdu », assure Jack Lang.

Depuis son élection en 1989, le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale et de la culture, mène les affaires tambour battant. Le château, un des seuls de cette importance à avoir un statut municipal, a été restauré en trois ans. Le troisième pont sur la Loire, dont les financements n'arrivaient pas à être bouclés, devrait être achevé à la fin de 1994. Sans compter l'école d'ingénieurs, l'antenne universitaire, le Festival des jardins, la nouvelle bibliothèque, l'arrivée d'une étape du Tour de France et Johnny Hallyday à la Halle aux grains.

Les habitants ont un peu le tournoi. En même temps, ils sont fascinés. « Il n'est pas souvent là, mais on le voit tout le temps », disent-ils de ce maire-ministre qui, à midi, serre des mains dans la ZUP et, le soir, défend sa réforme du bac au journal télévisé de 20 heures. Son ambition extravertie flatte celle de la ville. En amenant la SM présidentielle, la Garde républicaine et la reine d'Angleterre dans les rues de Blois, il a fait mouche. Un témoin confirme : « Pendant dix minutes, Blois était redevenue la capitale de la France ».

Son prédécesseur n'en faisait sans doute pas moins. Mais il restait plus dans son bureau. Pourtant, entre Pierre Sudreau et Blois, ce fut une histoire de dix-huit années. Les Blésois n'avaient pas choisi n'importe qui. Cet ancien jeune préfet de Loir-et-Cher qui a inventé les « son et lumière » fut un jeune résistant et un ministre qui osa démissionner d'un gouvernement du général de Gaulle en 1962. A Blois, il fit de l'industrialisation, des rocades, des hôpitaux et de l'aménagement comme on en faisait dans les années 70. Et puis il se lassa.

Sitôt élu, Jack Lang a montré sa volonté de changement. Il a propulsé à la tête de l'atelier public d'architecture et d'urbanisme Patrick Bouchain, le père des colonnes de Buren et de quelques autres innovations. « Il faut redonner un ordre à cette ville qui n'en a pas », s'est fixé comme mission ce dernier. Il est vrai que, entre les risques de crue et les forêts royales, Blois a eu un développement atypique. Contrairement à ce qui se passe ailleurs, elle s'est étendue vers l'est. Sa rive gauche, jadis menacée par les inondations, se limite à un seul quartier, celui de Vienne. Quant au centre-ville, il est comme « vrillé » autour du château. Lorsque, à la fin des années 60, il a fallu trouver des terrains pour construire des logements et accueillir des entreprises, la conquête s'est faite vers le nord, sur le plateau. C'est là qu'a été installée la ZUP, que Patrick Bouchain s'est empressé de « réhumaniser ». Dans les tours qui avaient été vidées, il a installé la Bourse du travail, diverses associations et des logements pour étudiants. Une « barre » a été transformée en maison de retraite Claude-de-France et accueille soixante personnes âgées. Il envisage maintenant d'y revoir le système de circulation.

Le réaménagement du quartier de la gare sera sans doute la prochaine étape de ce que ses détracteurs appellent « les grands travaux du maire ». Quel

ques Blésois, parmi lesquels les socialistes qui ont quitté son équipe - il y a eu trois démissions sur sa liste au conseil municipal, - s'inquiètent de toutes ces dépenses. Ils trouvent que l'habileté de Jack Lang ne favorise pas la transparence. « J'ai toujours su frapper aux portes pour obtenir des financements, mais je n'ai jamais laissé de dettes », explique le maire-ministre qui, cette fois, n'a pas eu trop de difficultés à obtenir les financements de l'Etat. Son sens du consensus n'est pas du goût de tout le monde, mais les excellentes relations qu'il entretient avec le président du conseil général de Loir-et-Cher, Roger Gomard (RPR), lui ont permis de grappiller quelques subsides départementaux. Ainsi, la ville paiera seulement un tiers de la facture du troisième pont. Pour bénéficier des financements privés, il a créé des sociétés d'économie mixte (son et lumière du château...) et procédé à l'affermage de certaines activités municipales (distribution de l'eau et ordures ménagères).

Son point faible est le développement économique. Il n'aime pas qu'on le lui rappelle, même si en ce moment d'autres édiles ne sont pas à meilleure enseigne. Certes, il se bat pour trouver un repère pour Cino del Duca et il vient de poser la première pierre des laboratoires américains Wyeth, mais, depuis son élection, les entreprises ne se bousculent pas pour s'installer. « L'économie, ce n'est pas seulement l'implantation de nouvelles entreprises, c'est aussi l'aide à celles qui existent », plaide Paul Barbeau, directeur de l'Agence de développement économique de Blois.

La cité souffre de l'étalement de son territoire et ce sont les communes voisines qui en tirent profit

Le cité souffre aussi de l'étalement de son territoire, presque totalement occupé. Les communes voisines tirent bénéfice de cette situation. Exemple : le déménagement de Poulain dans la zone industrielle de Villebarou, qui fait perdre 4 millions de francs de taxe professionnelle à la ville. Jusqu'ici, Blois et ses petites voisines - Villebarou (1 000 habitants), La Chaussée-Saint-Victor (4 000), Saint-Gervais (2 900) et Vineuil (6 300) - ne sont jamais parvenues à coopérer mieux que dans un syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM) des transports.

Nul doute que Jack Lang mettra à profit les possibilités de l'intercommunalité pour rattraper ce retard. Le moyen peut-être de faire réapparaître sous forme de district ou d'agglomération l'ancien comté de Blois. L'Histoire toujours.

de notre envoyée spéciale
Françoise Chirot

Prochain article :
ALBERTVILLE

Le château des chocolats

L'odeur du chocolat ne flotte plus sur la ville. Mais le château d'Auguste Poulain est toujours là. En quittant Blois pour s'installer à Villebarou, à quelques kilomètres, la société Poulain n'a pas seulement modifié les habitudes effectives des Blésois ; elle a aussi libéré un terrain de 5 hectares, en centre-ville, dont l'aménagement transformera nécessairement l'allure de la cité.

Pendant plus d'un siècle, la chocolaterie a été le principal employeur de la ville. Chaque jour, huit cents personnes pesaient les grilles de l'usine pour transformer les fèves, arrivées d'Afrique ou d'Amérique, en tablettes ou en poudre de chocolat. Ces opérations se déroulaient à l'abri de bâtiments de brique, couverts d'ardoise, dans le style de l'architecture industrielle du dix-neuvième siècle. Pendant de longues années, l'agrandissement de la société s'est fait sur ces terrains, à la place de l'ancien cimetière et tout près de la gare de chemins de fer. Autour du petit château à clochetons édifié par le fondateur. Mais un beau jour da 1988, la société

Poulain, qui réalise 1 milliard de francs de chiffre d'affaires pour une production annuelle de 30 000 tonnes, a basculé de la tradition à la restructuration.

Son nouveau propriétaire, la groupe britannique Schweppes-Cadbury, quatrième chocolatier mondial, a décidé d'en faire sa tête de pont en Europe. Du coup, le nouveau PDG, Thierry Boutellier, a concocté un plan de modernisation : 120 millions de francs ont été investis pour moderniser le système de production et les effectifs ont été ramenés à quatre cent quatre-vingts personnes. Sur le site de Villebarou, l'architecte Jean Nouvel a construit un long bâtiment tout noir, comme une tablette de chocolat, où tout le monde a déménagé en février 1991.

Depuis cette date, les vieux bâtiments du centre-ville sont fermés. Rabaptisés « espace Poulain », ils font maintenant l'objet d'un vaste marchandage entre le groupe britannique et la municipalité. En 1991, l'administration des domaines avait estimé ces terrains à 60 millions de francs. Poulain réclamait 20 millions de francs sup-

plémentaires pour son déménagement. La période était encore à l'euphorie immobilière et l'emplacement, avec vue imprenable sur la Loire, permettait d'espérer de rapides retours sur investissements.

Là, la conjonction a changé, et l'équipe municipale voudrait bien profiter de la baisse générale des prix pour mener une opération qu'elle conçoit comme un élément essentiel du plan d'urbanisme et « donner à cette ville un autre qu'elle n'a pas », comme le dit Patrick Bouchain, responsable de l'atelier public d'architecture et de l'urbanisme. Cependant, le lent des tractations aura déjà empêché l'installation à cet endroit de l'école d'ingénieurs et celle du Centre du goût qui devrait prendre ses quartiers dans l'ancienne capitainerie. Mais, en décidant de classer ce périmètre dans une ZAC de 70 hectares, la municipalité s'est donné la possibilité de recourir à la procédure d'expropriation. Peut-être un atout maître dans la négociation avec le groupe chocolatier ?

F. CH.

Chiffres

La Préfecture du département du Loir-et-Cher, Blois, compte 49 319 habitants.

L'agglomération, qui réunit six communes, compte 65 132 habitants et se situe au quatre-vingt-quatrième rang du classement effectué par l'INSEE des cent premières agglomérations de France métropolitaine.

Résultats des élections municipales du 15 mars 1989 :

1. 27 398 V. 15 202 A. 29,91 % E. 18 439.

PS (Lang, min.) 11 047 (59,91 %) 35 élus (18 PS, 1 MRG, 15 div. g.).

Union droite (Sudreau, supp. UDF, m.) 7 391 (40,08 %) 8 élus (1 UDF-CDS, 1 UDF, 2 RPR, 4 div. d.).

Résultats du référendum sur l'Union européenne du 20 septembre 1992 :

1. 27 149 V. 15 202 A. 29,22 % E. 18 502.

Oui 10 415 (38,35 %).

Non 7 787 (28,24 %).